N°377 mars
2010 - 4,60€ - 7 FS

s!lence

écologie • alternatives • non-violence



ELUeS et Genre

OGM
Les Faucheurs se ramassent à l'Appel

Commerce équitable
Un avenir incertain



questions à...

OGM

Gilles-Eric Seralini,

Président du Conseil Scientifique du CRIIGEN, Co-Directeur du Pôle Risques - CNRS - MRSH.

Silence : **Votre laboratoire indépendant vient pour la première fois de contre-expertiser des études réalisées par Monsanto qui avaient amené à l'autorisation de commercialisation de certaines plantes OGM. Qu'avez-vous constaté ?**

Les maïs OGM sont mal évalués pour la santé publique. Ils ont été testés par la société Monsanto en général, mais seulement au maximum pendant trois mois, en ayant été donnés à consommer à des rats, ce qui n'est pas assez. Nous dénonçons les comités scientifiques qui ont accepté ces insuffisances. De plus, les analyses de sang n'étaient pas publiques ! Les contre-expertises réalisées par le CRIIGEN (*www.criigen.org*) ont montré que la consommation de maïs OGM révèle des signes de toxicité hépatique et rénale. Ces signes de toxicité observés pourraient être les prémices de pathologies chroniques, elles-mêmes non décelables au bout de quelques mois, comme des maladies cardiaques, des diabètes ou des cancers. Les effets du Maïs MON 863 ressemblent à mon avis à un syndrome pré-diabétique pour les mâles. Les effets sont spécifiques au sexe et à la dose, comme pour beaucoup de cancers ou maladies hormonales. Pour le MON 810, les effets rénaux sont préoccupants aussi, mais autres, comme si chaque toxine insecticide contenue dans ces deux maïs avait des impacts différents. (Ce n'est effectivement pas le même insecticide). Pour le NK 603, maïs tolérant au Roundup, les effets cardiaques apparaissent, ce qui n'est pas normal en trois mois seulement. Comme ces aliments concernent des millions de gens et ne sont pas suivis dans la chaîne alimentaire, le risque sanitaire est grand de ne pas mieux les évaluer.

Quelles sont les mesures que vous préconisez aux autorités sanitaires en conséquence de ces découvertes ?

Tout d'abord, il n'est pas scientifique de dire qu'un produit qui n'a pas été testé, avec des analyses de sang, plus de trois mois sur mammifères, est inoffensif, d'autant qu'il contient des résidus de pesticides nouveaux. Ensuite, il n'est pas normal de statuer sur des analyses qui restent confidentielles comme le font beaucoup de comités, à l'heure de la transparence et de la multiplication des maladies chroniques possiblement liées aux polluants dans notre

Le mois de Lasserpe







quoi de neuf ?

Enquête 2010

Elle est au centre du numéro précédent : l'enquête lectorat de *S!lence*. Si vous ne l'avez pas eu, vous pouvez aussi la trouver sur le site *www.revuesilence.net*. Pensez à nous répondre avant le **31 mars 2010.**

Souci de multinationale !

Nous avons actuellement 160 abonnements à l'étranger dans une trentaine de pays. La Banque postale qui cherche sans arrêt à gagner plus (mais en travaillant moins) vient de supprimer un tarif postal pour l'étranger… qui nous oblige à envoyer la revue au tarif d'une lettre classique. Si nous ne trouvons pas de solution, cela devrait entraîner prochainement une hausse sensible des abonnements à l'étranger.

Anciens numéros

Les numéros anciens encore disponibles en version papier sont indiqués en page 29. Lorsque les numéros sont épuisés, nous les proposons progressivement en téléchargement gratuit sur notre site internet (www.revuesilence.net). Les plus récents sont déjà en ligne : quand vous êtes sur la page accueil, au-dessus du dernier numéro, de petites flèches vous permettent de remonter la collection (jusqu'au n°338 pour le moment). Les téléchargements étant assez lourds, il est conseillé de passer par une ligne à haut débit.

Explorons les alternatives

S!lence aimerait se faire davantage l'écho des alternatives existantes. Nous n'avons cependant ni les moyens ni le temps pour courir les routes et les gares toute l'année. Le meilleur moyen de parler des alternatives autour de chez vous… c'est vous. Au minimum, vous pouvez nous envoyer des documents sur les initiatives de votre connaissance. Au maximum, vous devenez journaliste et vous nous proposez un article clé en main, avec quelques photos. Si cela vous intéresse, n'hésitez pas à contacter la rédaction pour en savoir plus, les lundis et mercredis au 04 78 39 55 33.

Virement automatique

Nous avons mis en place ce virement automatique en septembre 2008. Depuis, 400 personnes ont déjà choisi cette formule. Cela a de multiples avantages : pour nous, simplification de la gestion des abonnements. Pour vous, moins de risques de louper un numéro au moment du réabonnement. Cela permet également à ceux et celles qui ont des petits revenus de mieux répartir le coût de l'abonnement sur l'année.
Avec une formule plancher à 7 € par trimestre (soit le numéro à moitié prix), tout le monde peut le faire.

Prochains régionaux

Les prochains numéros régionaux devraient porter sur **Val-de-Marne et Essonne** (été 2010), **Vendée et Maine-et-Loire** (janvier 2011), **Auvergne** (été 2011)…
La préparation de ces numéros demande un gros travail pour la collecte des adresses. Si vous êtes intéressés pour aider à un tel projet dans votre région, prenez contact avec nous pour en discuter les modalités.

société. Pour le moment, un moratoire français est prononcé pour le maïs MON 810.

Pour les autorités, nous préconisons la transparence sur toutes les études et les données brutes qui ont servi à autoriser tous les OGM. Il serait grave de continuer à les cacher, sous prétexte de répondre aux desiderata de secrets industriels injustifiés. C'est sur les méthodes de fabrication des OGM que pourrait, à la rigueur, reposer le secret, mais au grand jamais sur les données sanitaires et environnementales ! Les comités scientifiques, qui ont déjà été en faveur des OGM sur la base des mauvaises statistiques et des tests tronqués de Monsanto, doivent perdre leur crédibilité à leurs yeux. Puis la contre-expertise systématique et les tests à long terme (2 ans sur rats de laboratoire) doivent devenir obligatoires.

Quelles conclusions peut-on tirer de cet épisode concernant l'indépendance des comités d'expertise publique concernant les biotechnologies ?

Tout se passe comme si leurs prises de position les plus violentes et illogiques signaient une compromission à cacher, ou une grave incompétence à reconnaître leurs erreurs. ■

> **CRIIGEN, Comité de recherche et d'information indépendante sur le génie génétique,** Université de Caen, Laboratoire de Biochimie, IBFA, Esplanade de la Paix, 14032 Caen cedex, tél. : 02 31 56 56 84.



SOMMAIRE

Gratuit en prison

Les prisonniers qui nous en font la demande peuvent recevoir gratuitement la revue.

Radios libres

Nous sommes preneurs d'annonces sur les émissions écolos et alternatives qui se tiennent sur les radio-libres. Vous pouvez nous envoyer des infos par courrier ou en passant par le formulaire de contact de notre site internet.

Groupes locaux

Vous êtes nombreux, nombreuses à nous demander comment nous aider à distance. Vous pouvez déjà lancer un appel dans la revue pour mettre en place un groupe local. Celui-ci peut ensuite développer de multiples activités : présenter la revue dans différentes manifestations, festivals, fêtes, sous forme de stands ou de ventes à la criée ; organiser des débats autour des thèmes de la revue (éventuellement en invitant les auteur-e-s) ; trouver des points de vente, de nouveaux abonné-e-s ; développer des activités selon les envies de chacun-e...

Voici les groupes locaux qui existent déjà.

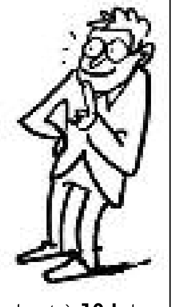
> **Lyon.** Clémence, *tél. : 04 78 28 07 83.*
> **Indre-et-Loire.** Zazu Ferrandon, *zazu@neuf.fr.*
> **Est-Puy-de-Dôme.** Jean-Marc Pineau, *Marette, 63290 Paslières, pineau.jeanmarc@wanadoo.fr.*
> **Paris.** Mireille Oria, *52 bis, boulevard Richard-Lenoir, 75011 Paris, tél. : 01 43 57 20 83.*
> **Drôme.** Patricia et Michel Aubart, *obarm@laposte.net, tél. : 06 84 51 26 30.*
> **Bretagne.** Alexis Robert, *La Guette en Beauvais, 35380 Paimpont, tél. : 02 99 07 87 83.*

Groupes en cours de constitution :

> **Besançon.** Martine Lionnet, *La Croix de Pierre, 70130 La Vernotte, tél. : 03 84 78 01 19 (pas de rappel pour les téléphones portables).*
> **Saint-Brieuc.** Patrice Chevallier, *6, rue de la Paix 22190 Plérin, tél. : 02 96 79 91 19, kazharchoad@gmail.com.*

Prochain dossier
Apprendre sans école

VENEZ NOUS VOIR LES 18 ET 19 MARS !



Vous pouvez venir discuter avec nous lors des expéditions de la revue. Cela se passe un jeudi de 15 h à 20 h et c'est suivi par un repas pris ensemble offert par *Silence.* Cela se poursuit le vendredi de 10 h à 18 h et le repas de midi vous est offert. Le nouveau numéro vous est aussi offert. Prochaines expéditions : **18 et 19 mars, 15 et 16 avril, 20 et 21 mai...**

Les prochaines réunions du comité de rédaction se tiendront à **10 h** les **samedis 27 mars** (pour le numéro de mai), **24 avril** (pour le numéro de juin), **29 mai** (pour le numéro d'été)...

Vous pouvez proposer des articles à ce comité de rédaction jusqu'au mercredi qui le précède, avant 16 h. Vous pouvez proposer des informations destinées aux pages brèves jusqu'au mercredi qui le suit, avant 12 h.

Les infos contenues dans ce numéro ont été arrêtées le **3 février 2010.**



Marche pour la Journée de la Femme (2004)

aubertolivier.org


Marche à Québec

D. R.


Marche des élues genevoises de toutes tendances pour la parité lors des élections cantonnales d'octobre 2009.

Sylvain Thévoz, Parti socialiste de la ville de Genève, www.ps-geneve.ch

éditorial

Des élu-es d'un autre genre ?

Que fait le pouvoir politique pour agir contre les inégalités, les violences, les discriminations qui pèsent lourdement sur les femmes ainsi que sur les personnes qui se réclament d'une autre identité de genre ou d'orientations sexuelles divergentes de la norme ?

Silence a souhaité recueillir les témoignages d'élu-es sur ce qu'il leur est possible de faire et quelles alternatives ils et elles mettent en place. Force est de constater que la moisson est plus que faible… N'y aurait-il pas d'"élu-es d'un autre genre", d'élu-es préoccupé-es par les questions liées au genre et aux rapports de domination qui lui sont liés ? Au-delà des discours, des mesurettes et de la langue de bois, la question se pose réellement.

Nous avons, malgré tout, cherché à présenter un certain nombre d'initiatives, aussi limitées soient elles, menées par des institutions sur le sujet. Avec quelques questionnements sur les limites de cette approche de la question "par le haut".

Mais, dans un contexte où c'est également la lutte des femmes "par le bas" qui bat de l'aile et peine à s'unir, par où commencer et comment agir pour faire changer l'économie et la culture du sexisme institutionnalisé ? A notre époque, où cette domination tend à être niée par beaucoup d'hommes et de femmes elles-mêmes, et sans attendre des élu-es d'un nouveau genre, il semble nécessaire de revenir sur la question.

Guillaume Gamblin ■

dossier

Couverture : Manifestation pour la parité. © Pascal Berger



Affiches de la coalition chrétienne du Général Aoun pour les élections libanaises d'avril 2009.

Féminisme et politiques territoriales : où en est-on ?

Pendant trois mois, nous avons cherché à questionner des élu/es de communes, de départements ou de régions en souhaitant faire connaître leurs initiatives autour de la question du genre. La moisson a été faible : peut d'initiatives semblent exister en dehors des démarches institutionnelles.

Nous avons envoyé un questionnaire autour des six grands thèmes suivants :

- la parité politique ;
- la sécurité, la santé et les droits des femmes ;
- le partage des tâches ;
- la lutte contre les violences conjugales ;
- la lutte contre le sexisme dans les domaines culturels, éducatifs et commerciaux ;
- les mesures contre la stigmatisation des sexualités minoritaires et des prostitué/es, et contre la prostitution.

Nous n'avons réussi à établir qu'une dizaine de contacts écrits ou oraux. Nous choisissons donc de les mettre en valeur çà et là au fil de ce dossier, plutôt que d'en faire une synthèse. Signalons simplement qu'aucune initiative ne nous a été signalée qui encouragerait à partager plus équitablement les tâches domestiques, ni pour s'opposer à la stigmatisation des homosexuel/les ou des prostitué/es, ni contre la prostitution.

Crise : manipulation et régression

En cette période de crise, les luttes féministes semblent marquer le pas ainsi qu'en témoigne le manque d'initiatives signalées par nos sites favoris. Pire, le thème de l'émancipation féminine est pris en otage dans de redoutables manipulations identitaires autour du "problème du voile" (voir encadré page 6).

Pendant ce temps, en France, la situation des femmes se dégrade et, en Europe, elle ne progresse que très lentement, non sans durcissement des positions contraires (voir encadré page 8). Espérons que, d'ici la publication de ce dossier, le film de Patric Jean, *La Domination masculine*[1], aura un peu secoué tout ça !

Mais que font nos élu/es ?

Quand on survole l'action de nos élu/es sur internet, on se rend compte que la préoccupation

1. http://www.ladominationmasculine.net/ : sorti fin novembre 2009.

de l'égalité des genres ne mobilise encore qu'une minorité, appartenant essentiellement à des groupes de gauche. On constate néanmoins une progression de l'exigence de parité et d'égalité à droite, en particulier grâce au lobbying d'associations de femmes entrepreneurs[2]. Mais les crédits votés pour l'égalité des genres sont faibles, comparés à d'autres postes, et on peut s'inquiéter pour leur progression, jusque-là lente et dispersée mais réelle, dans le contexte de crise d'aujourd'hui.



➤ Manifestation lors de la Journée de la Femme (2004)

2. Par exemple, *Femmes d'entreprises d'Europe*.

"Pas en notre nom !"[1]

"Tous les candidats de droite et d'extrême droite à l'élection présidentielle semblent tout particulièrement préoccupés par la liberté des femmes et développent une sensibilité et une attention quasi obsessionnelles à l'égalité des sexes. Tout se passe comme si la condition des femmes était devenue (...) une priorité nationale"[2]. En matière de justice sociale, pensez-vous ? Non, d'"immigration".

Ainsi peut-on imaginer que "désormais, l'une des conditions d'admission sur 'notre' territoire des populations immigrées sera le respect inconditionnel de ce qui relève, à les entendre, de l'essence de l'Occident : l'égalité des sexes. A l'image des Pays-Bas, on leur diffusera des vidéos de femmes, seins nus sur les plages de la côte d'Azur, ou encore de deux hommes s'embrassant tendrement sur la bouche, pour tester leur tolérance à la modernité."

Ainsi, les droits des femmes sont devenus le "cache-sexe d'une croisade impérialiste" qui occulte "la réalité des inégalités, des discriminations et des violences dont font toujours l'objet les femmes, mais aussi toutes les autres minorités sexuelles (gays, lesbiennes, transsexuelles)" en France, et plus largement en Europe.

Il faut sans fin le rappeler : la violence faite aux femmes est partout, elle n'est pas liée à une classe sociale, et pas même à une culture car la hiérarchie homme>femme s'exprime dans toutes.

Aussi, "les effets politiques de ces discours de haine sont catastrophiques pour le féminisme lui-même, car, comme on l'a vu récemment sur "l'affaire du voile", ils hypothèquent les coalitions, tant internationales que nationales, entre les divers mouvements des femmes, en insufflant dans ses rangs le soupçon d'ethnocentrisme – les féministes 'françaises' n'auraient pas à donner des leçons d'émancipation si celle-ci se résume au droit de porter une minijupe ; inversement, les féministes 'voilées' ne seraient pas des 'vraies' féministes – ni même de 'vraies' françaises, selon leurs détracteurs, car elles exhibent une image soumise des femmes."

"Il s'agit donc de refuser de penser la libération des femmes dans les termes même que nous impose l'extrême droite, et qu'elle impose à la scène publique, en dénonçant ce qui de fait est contradictoire avec tout projet féministe : l'"identité nationale" et en luttant contre "les atermoiements de la gauche majoritaire" qui ne sont pas pour rien dans cette confusion car c'est "la mise en minorité d'un engagement féministe radical à gauche qui a permis qu'un féminisme de mascarade émerge à droite". Et Elsa Dorlin de rappeler l'enterrement de la loi Roudy sur l'égalité des salaires, l'absence de contraintes imposées aux publicitaires et au commerce en général, et autres débandades (la liste est longue)...

1. Ce titre reprend celui du manifeste *"Pas en notre nom !"*, lancé le 8 mars 2005 par le réseau féministe *NextGenderation* à l'occasion de la journée internationale des femmes au moment de la campagne pour la constitution européenne. Texte disponible en ligne sur le site de NextGenderation.
2. J'utilise ici des extraits d'un texte de même titre écrit sur le site de *L'autre campagne* par Elsa Dorlin, philosophe maître de conférences à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, membre du réseau féministe *NextGenderation*.





Manifestation lors de la Journée de la Femme (2004)

Affiche incitant les femmes à se présenter aux élection municipales québecoises

Les actions plébiscitées par les communes sont surtout des initiatives médiatiques et des animations : campagnes d'affichage, interventions dans les écoles et auprès des personnels sociaux, permanences et groupes de paroles. Les associations sont évidemment très sollicitées, mais avec des subventions rarement à la hauteur des enjeux. Aussi, la plupart de ces actions restent-elles pointillistes (quinzaine d'affichage, "journée" ou stage sur ceci ou cela, dans l'éducation ou l'entreprise) et, quand elles s'inscrivent dans la durée, leur puissance est faible quoique jamais négligeable.

Dans des associations débordées, la routine tend à l'emporter en dépit des efforts méritoires de leurs professionnels et de leurs bénévoles. L'imagination n'a guère le temps de s'exercer. Pourtant, certaines mesures peu coûteuses pourraient être résolument promues : par exemple, tout journal municipal ne devrait-il pas avoir une rubrique anti-sexiste explicite, systématiquement alimentée ?

De même, ne pourrait-on attendre de nos collectivités locales, proclamant leurs ambitions égalitaires en matière de genre, un encadrement sévère de la publicité dont le rôle est patent dans la promotion du sexisme et de la compétition généralisée ? On se heurte sans doute ici aux limites de la délégation politique par élections, sur fond de consensus médiatico-économique. Comment nos élu/es, qui doivent contenter leur majorité, pourraient-ils opter en nombre pour des positions encore minoritaires, voire avant-gardistes, en matière de justice et d'éthique ?

En France, les soucis domestiques sont encore massivement dévolus aux femmes, en particulier les soins aux enfants. Mais on peut observer, dans les collectivités locales, des efforts réels pour soulager cette responsabilité en augmentant le nombre de places d'accueil pour la petite enfance, avec la réalisation de crèches ou de micro-crèches (comme à Leers, 9350 habitants). On est cependant loin du compte : le gouvernement lui-même évalue à 322 000 le nombre de places à créer, et à 500 000 si aucun enfant de deux ans n'était plus scolarisé en maternelle... Le projet de "droit opposable" concernant la garde d'enfant, concrètement très flou, a été abandonné. Demeure la menace d'une déqualification des petites et moyennes sections de la maternelle, transférées dans des jardins d'enfants offrant davantage de places mais avec une moindre ambition éducative.

Au-delà des institutions, la créativité sociale et politique

Nous connaissons une période de désinvestissement des valeurs de libération, de fraternité et d'égalité, d'abord et avant tout sur les lieux d'éducation et de travail, mais aussi dans l'espace public et médiatique, et dans la culture la plus répandue. Nous sommes canalisés, comme jamais auparavant, par la boucle rythmique "imitation/désir puis satisfaction/frustration", qui est stimulée sans temps mort par les médias numériques et une pression aggravée de la publicité.

D'autres valeurs sont délibérément encouragées par imitation des "riches" abondamment médiatisés : égoïsme m'as-tu-vu, triche et agressivité (surtout, être plus malin que les autres et niquer les lois).

Dans cette foire d'empoigne, beaucoup d'appelé/es et peu d'élu/es. Le ressentiment de celles et ceux qui "tiennent les murs"[3] tournerait facilement à l'émeute s'il n'y avaient la surveillance, la répression et "l'animation sociale". Comment espérer que nos institutions politiques actuelles, qui reflètent cet état des lieux, apportent des contributions décisives à un changement de société ? Il y règne surtout les discours d'experts et la volonté d'étouffer tout conflit.

3. Les désœuvré/es, majoritairement masculins...

Remise en cause des acquis féministes en France : deux exemples

La crise a touché en priorité les emplois industriels, plus masculins, mais ce sont bien les emplois féminins qui sont atteints lorsque intérims et CDD ne sont pas renouvelés, ou quand il est fait pression pour diminuer les temps partiels (une dégradation qui apparaît peu dans les statistiques).

Comme le rappellent des chercheurs de l'OFCE[1], "la crise risque de reléguer au dernier plan la question de l'égalité professionnelle. Il y a un an, en mars 2008, la loi sur l'égalité salariale avait été votée, la conférence sociale nationale sur l'égalité venait d'avoir lieu, et l'on discutait du *Rapport de situation comparée des conditions générales d'emploi et de formation des femmes et des hommes,* que les entreprises devaient élaborer tous les ans pour constater les inégalités et négocier dans l'entreprise. Une bonne base, pouvait-on espérer, qui ne ferait certes pas évoluer d'elle-même la situation, mais dont pouvaient s'emparer les syndicats et les associations. (...) Mais qu'est devenue l'annonce, qui avait fait grand bruit à l'époque, selon laquelle toutes les entreprises qui ne se seraient pas engagées dans une démarche égalitaire à la fin de 2009 seraient sanctionnées financièrement en 2010 ?"

Autre problème : alors que plus de 200 000 avortements sont encore nécessaires aujourd'hui en France, "la logique de rentabilité et la tarification à l'activité auxquels sont soumis les établissements hospitaliers imposent des restructurations, fusions, regroupements" et "cette politique démantèle les centres d'IVG" qui se retrouvent noyés dans les services de gynécologie obstétrique où l'avortement, non rentable, est loin d'être une activité prioritaire. Pour un centre IVG sauvé comme à Lyon récemment, combien seront démantelés malgré les luttes des personnels et des associations ? Dans les réponses à notre enquête, l'importance de l'information sur la contraception et l'avortement n'est mentionnée que par deux élues, de la région Île-de-France et de la ville de Lyon. Ainsi qu'en témoigne Michèle Loup, conseillère régionale, "la situation de l'IVG dans notre région Île-de-France est très mauvaise, à tous points de vue. Avec la disparition d'un très grand nombre de centres, les femmes doivent partir à l'étranger car elles ne sont pas reçues dans les délais et plus de 50 % des IVG sont réalisées dans le secteur privé faute de places dans le secteur public..."

Et ailleurs ?

Le Bulletin de liaison international de la Marche mondiale des femmes 2009, dans son n°1, remarque que "les femmes sont de plus en plus cantonnées dans le travail précaire, atypique, flexible, à domicile, informel". Plus largement, "le capitalisme tire profit du racisme et du patriarcat et vice-versa. La féminisation de la pauvreté, de la maladie, et en particulier des migrations, en constitue un exemple. Ces migrations légales et illégales des femmes constituent aujourd'hui la moitié des migrations totales. Chaque année par exemple, des milliers d'aides domestiques et des milliers d'entraîneuses de bar émigrent vers des pays du Nord ou de l'Ouest pour travailler dans des conditions qui se rapprochent bien souvent de l'esclavage. La traite et le trafic de femmes et de filles à des fins d'exploitation sexuelle sont en croissance partout dans le monde."

1. *Clair&net@OFCE,* article du 5 mars 2009, de Françoise Milewski et Hélène Périvier.



Manifestation lors de la Journée de la Femme (2004)

Mais si tout cela fait système, ce n'est jamais absolu et, dans les marges et les interstices, apparaissent la désertion et la non-collaboration, en même temps que l'invention d'une civilisation moins nuisible. S'y trouvent entre autres visés l'égalité des genres et le dépassement du seul dualisme homme/femme. Et il arrive que nos institutions politiques, témoins de ces alternatives, les encouragent au lieu de les ignorer ou de les réprimer. A force de patience et d'influence, par le nombre et par l'argumentation, on parvient à des avancées. Désormais, par exemple, la mairie de Rouen et d'autres villes proposent une réception symbolique à tous les couples contractant un Pacs...

Silence entend donc, par ce dossier, valoriser la manière dont quelques élu/es relayent, si peu que ce soit, les progrès vers l'égalité des genres qui apparaissent dans notre société.

Marie-Pierre Najman ■



D.R.

Affiche du Festival "Brisez le silence"

Et les associations féministes dans tout ça ?

Lors d'un rassemblement à Vénissieux, dans le cadre du festival *Brisez le silence*, j'ai pu interroger des membres de 5 associations présentes, parmi d'autres : le Frisse (Femmes, réduction des risques et sexualité), le Planning familial, Filactions, FCI (Femmes contre les intégrismes) et l'UFCS (Union féminine civique et sociale), aujourd'hui incluse dans Familles rurales.

Quelles sont premières attentes envers les élu/es ? La demande de subventions est évidemment générale, mais aussi celle de locaux et de moyens de communication.

Pour les associations féministes, la problématique de l'égalité devrait être mise en avant au moins une fois par an dans toutes les communes avec des initiatives s'adressant au public.

Au-delà, dans le contenu des politiques, il faudrait prêter attention aux genres pour chaque action : ne pas penser par exemple "les jeunes", car alors le point de vue masculin l'emporte très souvent, mais distinguer un public de filles *et* de garçons, ou d'hommes *et* de femmes dans l'élaboration de toute action, dans son déroulement et dans son bilan.

Dans leur ensemble, les associations rêvent de signes plus forts, d'une collaboration plus lisible et plus durable de la part des élu/es.

A quand une loi-cadre sur les violences conjugales, avec une seule juridiction au lieu des trois possibles actuellement, une loi globale et cohérente ?

Plus généralement, les associations attendent qu'ils ou elles soient sensibles à leurs luttes mais savent qu'il faut une mobilisation importante de citoyen/nes pour que les interpellations d'élu/es locaux soient suivies d'effets ou remontent la hiérarchie institutionnelle. Récemment, des manifestations et plus de 100 000 signatures en ligne, relayées par des élu/es, ont permis que la ligne budgétaire qui enlevait leurs moyens aux établissements d'information et d'éducation à la sexualité soit rétablie. Et la résistance est en cours pour le maintien de tous les centres d'IVG...

Les violences au cœur de l'évolution des relations avec les élu/es

L'accueil par les élu/es est de plus en plus positif. Le souci de l'égalité des genres progresse dans les collectivités territoriales, il est mieux compris, il y a moins d'idées reçues sur les violences conjugales : moins de "elle l'a cherché", et plus du tout de "elle aime ça"...

Souvent, l'organisation de groupes de paroles est confiée à des associations. Mais un nombre grandissant de régions ou de communes agissent aussi, comme en Île-de-France, pour que les personnels des services sociaux sachent écouter sans préjugés les femmes victimes de violence. Cette confiance initiale, cette écoute, insiste aussi une élue de Leers (59), sont primordiales pour pouvoir espérer que ces femmes poursuivent leur démarche de libération avec une aide plus spécialisée.

Un problème tout aussi crucial est celui du logement. La région Île-de-France a, par exemple, un programme de création d'hébergements réser-

La pétition pour le maintien des centres IVG se trouve là :

http://orta.dynalias.org/petition-structures-ivg/home

Et pour la loi-cadre, de nombreux sites proposent la pétition du Collectif national pour les droits des femmes. Par exemple, ici, avec des courriels de signataires :

http://www.pcf.fr/spip.php?article2303

Manifestation à Madrid (8 mars 2009)



Marche mondiale des femmes à Québec (2009)



Marche mondiale en Galicie (Espagne)



vés aux femmes, sans lesquels on ne peut faire face aux situations de violence et d'abandon. La ville de Rouen envisage, quant à elle, une convention avec la consultation spécialisée sur les agressions du CHU local pour distinguer des femmes qui doivent être prioritaires dans les commissions d'attribution de logements. Hélas, en général, l'offre de logements accessibles aux très bas revenus fait défaut et, ainsi que le rappellent *Droit au logement* ou *Emmaüs*, il faudrait une volonté politique beaucoup plus forte pour voir évoluer favorablement la situation de manque. En outre, ne seraient-ce pas les hommes violents qui devraient quitter le logement familial pour des foyers thérapeutiques, la collectivité aidant alors les femmes seules à payer le loyer et les charges ?

Pendant ce temps, dans la publicité, "ça se dégrade", remarquent les associations, et des mesures pourraient être prises par les élu/es locaux, au moins pour diminuer la pression dans nos espaces publics.

Sans doute devrions-nous aussi, en ces temps de crise, nous méfier de toute valorisation de la famille par le gouvernement. Nous savons que le huis clos est dangereux pour les femmes. Les violences conjugales envers elles concernent 10 % de la population française, elles ne dépendent pas des catégories sociales : si vous n'en voyez pas autour de vous, c'est que vous n'y prêtez pas attention ; rendez donc visite aux associations...

Le danger de "perdre son âme" par trop d'institutionnalisation est ressenti par le Planning, mais tout/e militant/e peut s'efforcer de continuer à demeurer sensible à ses impressions, dans son entourage et dans son contact avec le public, pour éviter les routines et inventer de nouvelles manières d'interagir.

M.-P. N. ■

Contacts

■ **Frisse** (Femmes, réduction des risques et sexualité), 15 bis, rue René-Leynaud, 69001 Lyon, tél. : 08 77 35 95 77.

■ **Mouvement français pour le Planning familial,** 2 rue Lakanal, Villeurbanne, tél. : 04 78 89 50 61, www.planning-familial.org.

■ **Filactions,** 6, rue des Fantasques, 69001 Lyon, tél. : 04 78 30 63 50, www.filactions.org.

■ **FCI** (Femmes contre les intégrismes), 6, rue des Fantasques, 69001 Lyon, tél. : 04 78 27 74 13 www.fci-asso.org

■ **UFCS** (Union féminine civique et sociale), 11, rue Auguste-Lacroix, 69003 Lyon, tél. : 04 78 62 61 61.

L'Institut Emilie-du-Châtelet

Le vice-président du Conseil régional (groupe Verts) à la Recherche a créé un dispositif, les "DIM" (domaines d'intérêt majeur). Parmi ceux-ci, l'un a pris la forme d'un institut qui est une fédération de recherches sur le genre, réunissant une quinzaine d'universités franciliennes. Il s'appelle *IEC – Institut Emilie-du-Châtelet.*

Il délivre des allocations de recherche doctorales et postdoctorales sur le genre et organise, une fois par an, une journée "Jeunes recherches" destinée à faire connaître les travaux les plus avancés des allocataires.

Sous le titre "Quarante ans de recherches sur les femmes, le sexe et le genre", il propose des conférences mensuelles visant à faire connaître le parcours et les recherches d'un/e chercheur/e et son apport à la connaissance des rapports sociaux de sexe.

Il s'y déroule un séminaire de recherche mensuel : *Sexe et genre, pour un carrefour interdisciplinaire, au carrefour des sciences de la vie et des sciences humaines.*

L'IEC finance des traductions en français de travaux de recherche de renommée internationale.

Chaque année, il organise aussi des *Assises pour l'égalité des sexes.*

L'année dernière, le thème central était "Les résistances à l'égalité femmes/Hommes" : *www.iec-assises.fr*. Cette année, le thème est "Egalité des sexes et sexualités".

Le site internet de l'Institut est : *www.emiliedu-chatelet.org,* avec de nombreuses vidéos en ligne.

Son local se trouve au *Muséum national d'Histoire naturelle, 57 rue Cuvier, Paris 5*[e].


D.R.

Une élue dans la ville

Thérèse Rabatel, adjointe au maire de Lyon pour l'Egalité des femmes, les temps de la ville et les handicaps, membre du groupe Gauche alternative écologique citoyenne, est appréciée par les associations féministes locales pour son implication sur le terrain. Nous l'avons rencontrée.

Silence : **Comment voyez-vous l'évolution de la parité politique, dans les milieux que vous fréquentez ?**

Thérèse Rabatel : Pour obtenir la parité, la loi est indispensable. Les habitudes résistent, on le voit dans l'attribution des compétences. Lyon se félicite donc d'avoir *un* adjoint à la petite enfance : Yves Fournel. Dans la communauté du Grand Lyon, il y avait 45 élues sur 155 en 2001 et actuellement plus que 35... Les maires sont surtout des hommes.

Avec l'élection de conseillers territoriaux en 2014, il va y avoir des changements...

Cette nouvelle réforme promet d'être une catastrophe. Avec le scrutin uninominal à un tour des futurs conseillers territoriaux, on aura un retour en force des hommes. En compensation, on nous dit que les villes de moins de 3500 habitants auront enfin une élection sur liste paritaire, mais ça revient à renvoyer les femmes au niveau communal, et ça ne compensera pas la dégradation au plus haut niveau.

Lyon n'a pas signé la Charte européenne pour l'égalité des femmes et des hommes dans les collectivités locales ?

Cette charte a été signée par le Conseil régional. A Lyon, nous avons commandé un audit sur la question de l'égalité des genres pour pouvoir préparer un plan d'action qui sera prêt au moment où la ville signera la charte. Nous ne voulons pas signer pour signer, ce qui semble souvent le cas, car nous avons cherché des exemples de plan d'actions et nous n'en avons pas trouvés... Celui de Lyon devrait donc être le premier !

Mais j'imagine que la ville agit depuis un moment pour l'égalité des genres ?

L'audit a déjà mis en évidence que Lyon consent des efforts notables contre les stéréotypes dans sa communication par affiches ou dans son journal interne *(Reflets)*. L'évolution est plus lente dans *Lyon-Citoyen,* notre journal grand public, mais elle est en cours. Je trouve important qu'on féminise à chaque fois que nécessaire les noms de grades et de fonctions : Madame la Directrice des Beaux-Arts, etc. Nos personnels sont demandeurs de formation sur les questions d'égalité femmes/hommes, nous en avons organisé récemment une avec le Centre d'information sur les droits des femmes (CIDF), pour des volontaires de tous les services, et nous poursuivrons dans cette voie.

De nos jours, quelles avancées vous semblent les plus urgentes à obtenir vers cette égalité que nous visons ?

Je les situe sur quatre plans. D'abord, celui des violences faites aux femmes et, par voie de conséquence, aux enfants. L'Etat se contente aujourd'hui de petites mesures et d'un peu de battage médiatique. Alors qu'il faudrait enfin une loi-cadre, avec le recours à un/e seul/e juge au lieu de trois. Certains magistrats nous objectent que ce serait un tribunal d'exception, mais cela existe en France

La Charte européenne pour l'égalité entre hommes et femmes dans la vie locale : peut mieux faire...

Lors de la Conférence mondiale à Pékin en 1995, la résolution finale avait repris le texte du réseau associatif *Femmes informations liaison*, dont la France s'était fait le champion, un texte qui posait clairement que la domination des hommes sur les femmes était un problème à résoudre inscrit dans l'histoire de l'humanité, autrement dit un "rapport historique", un problème de société, et non de psychologie ou de communication.

La Charte européenne pour l'égalité s'inscrit en prolongement de cette reconnaissance.

Elle a été publiée en 2006 par le Conseil des communes et régions d'Europe. C'est un instrument proposant "une méthodologie pour la mise en place de politiques d'égalité des femmes et des hommes aux niveaux local et régional".

Que contient cette charte qui soit un peu contraignant ?

La première partie du texte rappelle des principes généraux, par exemple que "l'égalité des femmes et des hommes est un droit fondamental pour tous et toutes, et constitue une valeur capitale pour la démocratie. Afin d'être pleinement accompli, ce droit ne doit pas être seulement reconnu légalement mais il doit être effectivement exercé et concerner tous les aspects de la vie : politique, économique, sociale et culturelle".

La deuxième partie du texte présente la procédure à engager, à savoir, dans les deux ans après la signature, l'élaboration d'un plan d'actions tel "que tous les sujets pertinents contenus dans la charte y soient traités".

Dans la troisième partie, l'égalité des genres est déclinée en fonction des rôles assumés par les collectivités locales et régionales : responsable politique, consommateur et prestataire de biens et de services, employeur etc.

Mais n'est-il pas pour le moins curieux que les mots "contraception" et "avortement" ne figurent nulle part dans la charte ? Le mot "maternité" non plus. Il est seulement préconisé "une information adéquate sur les questions de santé"...

Aucun passage ne concerne les impôts : or, aller vers la généralisation de l'imposition séparée responsabiliserait à égalité les femmes et les hommes, dans leur indépendance comme dans leur coopération.

Le rôle disproportionné des femmes envers les personnes âgées est souligné mais c'est le recours au marché qui est mis en avant (vers d'autres systèmes de prise en charge "de grande qualité et financièrement abordables"...). Il n'est pas envisagé d'encourager au simple partage de notre humanité commune (congés et allocations équitablement partagées, démarches facilitées pour obtenir du matériel et un soutien médical).

Pour la garde des enfants, il est recommandé de "faire la promotion" d'alternatives pour "contrer les stéréotypes", par exemple en contrôlant les matériels éducatifs.

En arrêtant là les exemples, ce texte témoigne d'une réelle avancée dans l'expression des (bonnes) intentions politiques mais permet aussi de réaliser, par ses non-dits et ses euphémismes, l'ampleur des résistances auxquelles se heurte déjà toute volonté de concrétisation. Il semble qu'il s'agisse d'avancer par simple déploiement de bonne volonté. De conflits et de luttes, il n'est pas question... C'est là le principal danger de cette culture politique consensuelle : entraver le déploiement des conflits, qui sont à la fois des accélérateurs de changement et des écoles de citoyenneté véritable, où l'on apprend sa puissance d'agir.

En France, la charte a recueilli, à ce jour (fin nov. 2009), 64 signatures, du village à la région.

Cette signature donne souvent lieu à des audits, et le plan d'action qui s'ensuit à des certifications (voir le site de l'Afnor dont le label "égalité professionnelle" est, par exemple, demandé par la ville de Rouen). Autrement dit : il y a un *marché de l'égalité hommes/femmes !* Personnellement, cette débauche de "fonctionnement" me glace, tellement elle me paraît témoigner de notre trop grande passivité collective...

Références :

La Charte est lisible là : http://www.ccre.org/docs/charte_egalite_fr.pdf

La liste des signataires ici : www.ccre.org/docs/charter_for_equality_list_signatories.pdf

pour les enfants, et aussi pour les femmes dans un pays comme l'Espagne.

La deuxième urgence concerne l'éducation à la sexualité et à la contraception. Le droit à l'avortement doit être concrètement assuré, mais ce n'est pas l'idéal de la contraception. Il y a encore beaucoup d'avortements en France parce que l'éducation sexuelle est insuffisante. Une journée du mois de septembre a récemment été choisie comme temps fort sur ces thèmes. J'aimerais que la ville de Lyon s'en saisisse en 2010 pour intervenir clairement dans l'espace public, par exemple avec une grande campagne d'affichage comme récemment en Île-de-France, pour promouvoir clairement la contraception en même temps que le droit à l'avortement.

Le troisième point qui me préoccupe, c'est évidemment la question de l'emploi des femmes, trop souvent précaire ou partiel. C'est un problème transversal qui concerne plusieurs domaines politiques. Un des obstacles à l'emploi des femmes, c'est le manque de structures d'accueil de la petite enfance. La ville de Lyon a effectué de gros progrès : entre 2001 et 2008, le nombre de places en crèche a doublé, avec un budget actuel de 39 millions d'euros que nous avons pour objectif de doubler encore, aussi vite que possible. L'offre péri- et extrascolaire a été considérablement développée en quelques années. Une partie devrait, c'est vrai, devenir payante, mais en fonction du quotient familial.



Marche pour la défense du droit à l'avortement (2000)

Enfin, un quatrième projet me tient à cœur : promouvoir l'écoute des femmes, qui sont très présentes, voire majoritaires, dans les conseils de quartier. Leur parole doit être relayée et prise en compte dans la vie municipale. J'ai par ailleurs créé un conseil pour l'égalité femmes/hommes à Lyon, qui rassemble 40 associations, des syndicats salariés et patronaux (ce qui n'est pas sans difficulté), ainsi que des chercheurs (comme ceux du Centre Louise-Labé). Notre objectif est de connaître nos différentes manières d'aborder la problématique de l'égalité, mais aussi de parvenir à élaborer des propositions concrètes...

Voyez-vous aussi la nécessité, et la possibilité, d'influer sur les comportements privés, le fameux partage des tâches par exemple ?

En tant qu'élu/e, nous ne sommes pas que des caisses de résonance, nous avons une responsabilité. Nous pouvons sensibiliser, faciliter des progrès, même sur les comportements privés. Je pense avant tout aux violences faites aux femmes et aux enfants. Mais j'ai aussi donné une conférence[1] en juin 2009, intitulée "Le temps a-t-il un sexe ?" et, auparavant, j'avais, en 2007, participé au débat "Prenons le temps de vivre..."[2]. La pression sur le temps des femmes doit pouvoir être desserrée à plusieurs niveaux : celui de l'Etat et des lois, mais aussi dans les entreprises, où patronat et syndicats ont leur part à jouer et, bien sûr, au niveau des couples.

N'y a-t-il pas une vigilance à avoir concernant les "micropouvoirs", par exemple la réception des interventions orales des femmes ?

Quand une femme parle, c'est clair, elle est plus souvent interrompue qu'un homme. Si notre raisonnement est en deux parties, pas facile d'aller au-delà de la première... Passer pour la féministe de service, c'est toujours être connotée un peu négativement, avec un brin de moquerie : une "emmerdeuse", comme on dit. Mais c'est surtout des élus de droite qui me répliquent presque à

Parité, où en est-on en France ?

La loi du 6 juin 2000 contraint les partis politiques à compter une moitié de candidates *seulement pour les élections qui ont lieu au scrutin de liste* (municipales, régionales, européennes et sénatoriales dans les départements qui élisent plus de quatre sénateurs).

En 2009, si l'on compte 47,6 % de femmes dans les conseils régionaux (contre 27,5 % en 1998), une seule est à la tête d'une région, contre trois auparavant.

Les communes de 3500 habitants et plus, concernées par le loi du 6 juin 2000, ont vu leur nombre de conseillères municipales nettement augmenter : de 25,7 % en 1995 à 47,4 % en 2001. Par contre, seuls 10 % des maires sont des femmes, et celles-ci ne dirigent que 44 villes de plus de 15 000 habitants (soit 0,3 %) et 4 des 37 communes de plus de 100 000 âmes.

La parité apparaît donc moins souvent au niveau de l'exécutif ou des adjoints. L'exemple de Saint-Jean-de-Luz, avec une majorité de femmes parmi les adjoint/es, est encore rare, et l'attribution des postes y reste traditionnelle. Ailleurs, on se félicite dès qu'une spécialité dite masculine est attribuée à une femme (comme les finances à Rouen), l'inverse étant plus rare (comme la petite enfance à Lyon). Les responsables techniques sont en grande majorité des femmes à Poissy, mais le contraire est beaucoup plus fréquent.

Au niveau départemental (conseils généraux), les plus féminisés sont les Hauts-de-Seine (33,3 % d'élues) et le Finistère (29,6 %).

Les quatre départements les moins féminisés sont le Gard (2,2 %), le Tarn-et-Garonne, la Haute-Corse et l'Ariège avec… 0 élue.

Sinon, lors des législatives 2007, pas de scrutin de liste, et la proportion de femmes élues a atteint 18,5 %. Un progrès par rapport à 2002, où l'on atteignait 12,5 %...



Michel Bernard

Marche pour la Solidarité (2000)



Sylvain Thévoz, Parti socialiste de la ville de Genève, www.ps-geneve.ch

Marche des élues genevoises de toutes tendances pour la parité lors des élections cantonnales d'octobre 2009.

La nouvelle réforme territoriale menace la parité en politique

Un comité pour la réforme des collectivités locales présidé par Edouard Balladur et comprenant onze personnes (dont une seule femme), a émis des propositions pour aller vers la fusion des conseils généraux et régionaux en un seul conseil territorial par région. Il n'y aurait qu'une élection en 2014, et on passerait de 6000 à 3000 élus environ.

Comment faire avaler la pilule aux futurs éjectés ? En privilégiant la réélection des notables au détriment des femmes !

Avec un mode de scrutin uninominal majoritaire, on a actuellement 87,7% d'hommes et seulement 12,3% de femmes dans les conseils généraux...

C'est donc ce dernier mode de scrutin qui est préconisé pour l'élection de 80% des futurs conseillers territoriaux, seuls les 20% restants le seront sur des listes départementales paritaires comme pour les actuels conseils régionaux.

Ce texte a été présenté au sénat le 21 octobre 2009 et, depuis, la résistance s'organise. Une pétition est en ligne là :

http://www.egalitee.fr/petition_200911.php

chaque fois : "Et les hommes ?", comme si ça justifiait leur incurie. Il faut avoir de l'humour ; avec le sourire, on trouve des alliés. L'égalité ne se fera pas sans les hommes ! Je dis souvent : "égaux et différents et, en principe, délicieusement complémentaires". Il s'agit de se libérer ensemble. En Iran, par exemple, c'est le vécu de tous qui est appauvri par le voilement et la minoration des femmes dans l'espace public...

Quel est votre rapport à l'écologie ?

Je me suis toujours clairement prononcée, par exemple, contre les OGM qui ne seront en aucun cas une solution au problème de la faim. Et je suis inquiète : face aux problèmes environnementaux, je crains qu'on ne continue à prendre des mesures à la petite semaine, sans rapport avec l'ampleur de la catastrophe en cours. Ça y est, à Lyon, on ne plante presque plus que des essences méditerranéennes. Mais bien des problématiques, dont on s'occupe tranquillement aujourd'hui, devront bientôt être traitées dans l'urgence. A quel prix ? Je sais aussi qu'à l'échelle planétaire, la vigilance écologique ne progressera pas sans amélioration de la condition des femmes...

Entretien réalisé par M.-P. N. ■



Communiquer en toute égalité : un défi politique encore peu relevé

Sur proposition du groupe des Verts, le Conseil régional d'Île-de-France diffuse un dépliant quatre pages intitulé "Le genre dans la communication". Une initiative bienvenue.

Ce dépliant explique comment veiller à la parité et à l'anti-sexisme dans "la rédaction et le choix des visuels" de travail interne et d'information publique de la région.

Les trois premières pages résument clairement l'enjeu (l'égalité des hommes et des femmes, sachant que "la population francilienne est composée d'une majorité de femmes") et les écueils à éviter (invisibilité, stéréotypes, rôles sexués, inégalités qui en découlent et hiérarchisation).

Dans la langue employée, le dépliant préconise de toujours juxtaposer deux noms, masculin et féminin (ex. : "lycéens et lycéennes"), plutôt que se contenter de l'un ou l'autre, et d'utiliser "les formes féminines reconnues des noms de métiers, de fonctions etc.", en se référant au Journal officiel. Dans le contenu des textes et des images, est recommandée l'alternance d'interventions ou d'exemples pris dans les deux genres, et plutôt à contre-courant des normes.

Quelle évaluation ?

Comment mesurer une progression dans la prise en compte de ces règles ? Question décisive pour juger du sérieux de la démarche. Le document invite donc à intégrer un bilan de l'application des dix règles d'or "dans l'évaluation annuelle de la mise en œuvre de la charte européenne pour l'égalité des femmes et des hommes dans la vie locale [voir notre article], et si possible dans tous les documents officiels traitant de ces questions". A lire cette déclaration, on s'étonne : la nécessité de regarder tous les documents officiels n'est-elle que "possible" ? Et faut-il restreindre leur prise en compte à ceux traitant de l'égalité des genres ? Tout cela ne manquerait-il pas un peu de rigueur, voire de courage politique ? Il est probable évidemment que ce n'est que du *réalisme*, et que les forces manquent, comme les budgets, pour suivre et évaluer avec soin la mise en œuvre d'intentions par ailleurs excellentes...


Adrienne Barman

Une gageure : féminiser l'expression écrite

L'utilisation du slash (/) est le caractère que Michèle Loup, conseillère régionale des Verts en Île-de-France, trouve le plus lisible et le meilleur symboliquement car, argumente-t-elle :

- les femmes ne se mettent pas entre parenthèses : donc pas de "ami(e)s francilien(ne)s ou européen(ne)s" !
- les femmes n'ont pas à être "unies" aux hommes : donc pas de "ami-e-s francilienne-s ou européen-ne-s" non plus, ce qui est d'ailleurs difficilement lisible ;
- les femmes doivent être "autonomes" : le / , signe de l'autonomie, se lit facilement.

Ce qui donne, par exemple : "Ami/es francilien/nes ou européen/nes..."

(Pas de complication, on ne double pas le / : donc pas de "ami/e/s francilien/ne/s ou européen/ne/s... ").

Certains conseils régionaux (Bretagne, Midi-Pyrénées) et des revues telles *Travail, genre et sociétés* (CNRS) utilisent déjà ces conventions, ainsi que récemment l'Agence de développement des relations interculturelles pour la citoyenneté (ADRIC), dans une excellente brochure d'environ 150 pages : *Face aux violences et aux discriminations : accompagner les femmes issues des immigrations* (voir leur site : www.adric.eu).

Au-delà des règles d'or

On sent bien toute l'importance des initiatives individuelles pour obtenir des avancées dans un contexte sociopolitique caractérisé par une grande inertie, voire une franche réaction, avec une mise en concurrence budgétaire permanente. Ainsi, Michèle Loup, conseillère régionale, recommande-t-elle, dans le groupe des Verts, des règles d'expression allant au-delà de celles évoquées ci-dessus (voir l'encadré n° 1).

Egalité entre hommes et femmes ou égalité des genres ?

Pour revenir aux règles d'or, on y constate, comme dans presque toutes les productions institutionnelles, que la réflexion sur les sexes ("biologiques") et les genres ("construction sociale") n'utilise que les catégories d'homme-femme et de masculin-féminin. S'attaquer aux stéréotypes dans les rôles sociaux, revient à ouvrir ces derniers "aux deux sexes" et à lutter contre leur hiérarchisation, dont la langue témoigne au premier chef. Mais est-ce que la binarité ne favorise pas la hiérarchie ? Un plus, un moins, c'est facile... N'y aurait-il pas, pour ébranler cette binarité, à valoriser la diversité des sexes et des genres minoritaires ? Ouvrir l'éventail des rôles sociaux en renonçant à la simplicité statistique qui ne voit que *deux* genres fondés sur *deux* sexes biologiques, c'est là une tâche colossale, mais elle est déjà en train. Dans l'iconographie et la documentation, ce sera plus facile que dans la langue. Certes, on ne s'attend guère à ce que des élu/es valorisent des options encore marginales dans la société, mais on se permet d'espérer un peu d'audace au service de la cohérence d'une visée politique, ici l'égalité des genres.

Dans les contenus et dans la langue, sortir du dualisme hétérosexuel homme et femme rend plus difficile la hiérarchisation et met clairement en avant l'émancipation de tous. On ne devrait jamais traiter de l'inégalité masculin-féminin sans relativiser autant que possible la binarité biologique qui la sous-tend, sans brouiller la dualité des rôles. Cela suppose, par exemple, de montrer autre chose que des "femmes-femmes" (avec le sourire de rigueur), de montrer la variété, de montrer l'ambigu. La contamination par l'esthétique publicitaire règne hélas dans la communication politique. En témoignent le côté prospère et propret des personnes mises en avant, et la théâtralisation gentille des poses et des fonds : rien de surpris, rien d'à-peu-près, que de la vie en conserve qui ne doute de rien, (et surtout pas de la croissance ?). Et ce ne sont pas les procédés numériques qui arrangent les choses. Fonds lisses et graphismes guillerets : on continue visiblement à viser un monde sans humus, pas d'odeurs – rien que des parfums –, et plus d'insectes – rien que des peluches...

Et l'oralité ?

Le dépliant ici examiné ignore les problèmes qu'impliquent les contextes d'échanges oraux, que ce soit pour les femmes ou plus largement pour les personnes symboliquement déconsidérées. Or,

Discussion, débat, conversation : un enjeu égalitaire majeur

Corinne Monnet est l'auteure d'un document que publie entre autres *infokiosques.net,* et qui décrit, références d'études à l'appui, "la répartition des tâches entre les femmes et les hommes dans le travail de la conversation" (tel est son titre).

Cette répartition reflète la domination masculine historique qui caractérise toutes les sociétés humaines : il y a non seulement une répartition différenciée des tâches, mais aussi une hiérarchie dans l'appréciation et la prise en compte de ces tâches.

En couple, et *a fortiori* en collectif mixte :

- les hommes parlent davantage (et une femme parlant autant qu'un homme sera perçue comme faisant une contribution plus longue) ;
- les hommes interrompent souvent les femmes, quel que soit leur statut professionnel, et l'inverse a lieu beaucoup plus rarement ;
- les femmes se servent de signes et de sons brefs pendant que leur interlocuteur parle, pour montrer leur intérêt, elles questionnent deux fois plus que les hommes, tout cela visant à maintenir et à ouvrir l'interaction ;
- les hommes emploient peu ces procédés ou ne les placent pas à un moment propre à encourager le sujet abordé, ils tendent à minimiser l'interaction mixte ;
- les arguments et sujets introduits par les femmes ne sont repris qu'en décalé par les hommes, quand ils ne sont pas négligés ;
- les hommes, interrompus par des interlocuteurs masculins, réintroduisent leurs arguments et leurs sujets, mais beaucoup de femmes se réfugient plutôt dans le silence, au minimum dans de longues pauses…

En résumé : le tour de parole des femmes est vécu comme non essentiel dans la conversation, et celles-ci sont obligées de pratiquer un style coopératif en raison du style égoïste des hommes, pour peu qu'elles tiennent à tenir des conversations mixtes...

Quand les femmes renoncent à leur style stéréotypé, qu'elles s'accrochent à leur sujet et le rappellent, qu'elles ne se taisent pas après avoir été interrompues et ne livrent plus de marques de soutien, elles sont vite jugées insupportables, et pas toujours seulement par les hommes. En général, les comportements qui, au masculin, ont des connotations de pouvoir, prennent une connotation sexuelle quand ce sont les femmes qui les adoptent. On tente de rapporter toute manifestation de puissance d'une femme à une visée séductrice, sinon castratrice.

Et si les comportements d'humains plutôt hommes ou plutôt femmes peuvent à bon droit être comparés à ceux de cultures différentes, ce sont deux cultures qui ne sont pas séparées mais qui s'élaborent mutuellement dans un rapport de domination de l'une sur l'autre, et non d'"incommunication".

Aussi, "lors d'une discussion, nous sommes engagé/es dans une activité politique conséquente qui peut permettre la renégociation de la réalité sociale. Si les interactions peuvent prendre part à la construction du genre et de sa hiérarchie, elles peuvent aussi œuvrer à sa déconstruction".

En tant que citoyen/nes, avoir compris cela exige que nous prenions des mesures techniques pour garantir autant d'égalité que possible dans nos débats, que nous soyons dans des collectifs, des partis ou des institutions, *a fortiori* si nous impliquons un public. Les deux axes en sont : ralentir l'interaction et la rendre aussi lisible que possible. On usera par exemple, d'un bâton de parole, d'une facilitation avec affichage évolutif des sujets et des arguments, etc.

beaucoup se joue au stade des micropouvoirs, incarnés dans des dispositifs concrets (bureaux, tribunes etc.) et circulant dans les comportements de prise de parole (voir l'encadré n° 2). Il y aurait à effectuer un travail culturel de représentation de ce qui a lieu dans ces échanges oraux, en privilégiant l'humour plutôt que la tragédie (bien présente...), pour faciliter la compréhension des enjeux et stimuler l'invention de défenses et l'utilisation de procédures émancipatrices *pour tous*. Tout cela est heureusement en train dans les marges (comme on dit), et non sans débats, comme en témoigne notre précédent dossier sur le consensus et les réactions qu'il a suscitées.

M.-P. N. ■



D.R.

Prix Tournesol



Les Verts ont remis leur prix Tournesol lors du salon de la BD d'Angoulême, le 30 janvier dernier. C'est la série *Climax* en quatre volumes qui a reçu le prix (présentée dans *Silence* 364 et 373). Cette série, de Brahy, Corbeyran et Braquelaire, aux éditions Dargaud, raconte une enquête complexe sur les possibilités de modifier volontairement le climat et sur les manipulations des grandes multinationales sur le sujet. Elle a devancé en finale *La main verte* d'Hervé Bourhis dont nous avions fait la BD du mois dans le n°374.

Creuse

Le temps des cerises

Lorsque nous abordons la question des alternatives à la voiture à la campagne, une idée revient toujours : que l'on remette en route les commerces itinérants comme cela s'est fait jusque dans les années 1960. Eh bien l'idée commence à se concrétiser : Olivia Garnier a lancé une épicerie itinérante *Le temps des cerises* qui depuis novembre 2008 dessert les communes autour de Felletin. En plus, elle propose des produits bio et locaux. Ses itinéraires sont pensés en fonction des marchés qu'elle fait (Eymoutiers en Haute-Vienne, Bourgagneuf et Felletin). Le prix : le même que dans un magasin, ce qu'elle dépense en plus pour le transport est compensé par l'économie d'un magasin. *Le Temps des cerises, tél. : 06 47 00 31 91, olivia@millevaches.net.*

Saône-et-Loire

Perquisition chez Terre du Ciel



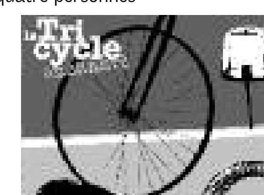
Terre du Ciel

Le Centre de Chardenoux géré par l'association *Terre du Ciel* que nous avons présenté dans notre numéro 370 a été l'objet d'une vaste opération de perquisition par une brigade de recherche, une brigade financière, l'Urssaf, l'inspection du travail avec un spécialiste de l'informatique et un médiateur psychologue, le 7 janvier 2009. Tous les fichiers, chèques, ordinateurs ont été saisis… sans explication. L'opération a duré de 9h à 18h. En 2009, le centre avait déjà été l'objet de deux contrôles fiscaux, deux contrôles URSSAF et une visite de l'inspection du travail. Il semble que l'opération soit dirigée par Miviludes, mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires. Mission qui se caractérise par ses excès et qui a déjà été épinglée pour les informations mal interprétées qu'elle publie dans ses rapports annuels. *Terre du Ciel, Domaine de Chardenoux, 71500 Bruailles, tél : 03 85 60 40 33, www.terre-du-ciel.fr.*

Dordogne

Le tri-cycle enchaîné

L'association *Le tri-cycle enchaîné* a été créée en 2006 par des personnes désireuses de prouver qu'il est possible de mener des actions solidaires et écologiques pouvant générer des emplois en proposant des alternatives à la surconsommation. Aujourd'hui quatre personnes travaillent en CDI et de nombreuses autres avec différents statuts (bénévoles, services civils volontaires…). Outre son activité de recyclerie, elle loue pour des fêtes des toilettes sèches et de la vaisselle réutilisable. Adhérente au réseau Graine, elle propose des actions de sensibilisation autour de la réduction des déchets, du compostage… L'association a son siège dans un village médiéval. *Le Tri-cycle enchanté, Grand Rue, 24310 Bourdeilles, tél : 05 53 03 73 04, www.tri-cycle.org.*



Du Vert dans les oreilles

Le jardin collectif de Saint-Jean du Gard : cultiver le dialogue

Si les jardins partagés et leurs bénéfices sociaux commencent à faire jaser en milieu urbain, leur utilité en milieu rural est moins reconnue. Pourtant, ce milieu est lui aussi de plus en plus hétérogène : entre ruralité choisie et subie, "indigènes" et néo-ruraux, isolement ou pauvreté, les sources de tensions, voire de divisions, y sont nombreuses. Parallèlement, les espaces de mixité sociale se raréfient : vie associative en déclin, fermeture de magasins... C'est en partant de ce constat que l'association de réinsertion Offres et Demandes a créé un jardin collectif dans le village de Saint-Jean-du-Gard (au sud des Cévennes) pour des bénéficiaires du RMI et des familles des alentours. Pour elle, toute réinsertion professionnelle passe avant tout par une solide réinsertion dans le tissu social local.



D.R.

Lieu de production, lieu de vie

"Ce qui est bien c'est que les gens ne se choisissent pas et ne se connaissent pas. Ça oblige à rencontrer l'autre, le voisin que l'on croise depuis des années. Et en fait, on va discuter pour la première fois avec lui en venant au jardin". Avec son bagage d'animateur agricole et social, Frédéric est présent tous les jours de semaine sur les parcelles pour épauler les jardiniers bénévoles. Il se dit là pour leur apporter un soutien technique. En réalité, c'est aussi un véritable travail social voire moral qu'il mène chaque jour. Car le jardin n'est souvent qu'un prétexte à la rencontre, une excuse pour rompre l'isolement quotidien : "Quand les gens viennent ici, on va parfois passer une heure à travailler et deux heures à discuter. Ça peut être une discussion très profonde avec quelqu'un qui a un souci, mais ça peut être un simple moment d'échange de blagues, de discussion de surface, autour d'une salade, d'une tomate... Ce jardin est un lieu de production mais aussi un lieu de vie. Il est ouvert à tous et on essaye de l'ouvrir le plus possible aux habitants du village. Surtout qu'il y a de plus en plus de problèmes d'écarts sociaux, de tensions entre personnes, les RMIstes sont souvent perçus comme des profiteurs du système... là, ça montre qu'il y a un investissement de leur part sur un travail qui demande du temps et un effort. Souvent, les visiteurs sont étonnés par la taille du jardin et sa production".

Coups de bêches et petites pensées

"Finalement, la récolte et le fait que ce soit gratuit n'est pas ce qui motive les adhérents. C'est vraiment le plaisir de venir jardiner" nous explique Frédéric. Au cours de la semaine que nous avons passée sur le jardin, nous avons rencontré une étonnante diversité de jardiniers : néo-ruraux fraîchement arrivés, décroissants convaincus, personnes en recherche d'emploi, habitants du village de longue date... Entre deux coups de bêche, les langues se délient, des réflexions se font mais aussi des remarques, voire des reproches, à ce voisin à qui l'on ose pas parler d'habitude. Mais si les conflits s'explicitent, c'est souvent pour mieux être soignés...

Le petit jardin foisonne de vie, au rythme des saisons ou des travaux, et notre micro n'a pas eu de mal à recueillir les confidences de jardiniers. Comme Etienne, qui nous explique la différence de temporalité qu'il perçoit en jardinant seul ou en groupe. Ou encore Olivier qui évoque ce contact retrouvé avec des cycles naturels et qui, à propos des financement du Conseil Général et de la CAF pour ce jardin, finit par nous livrer une réflexion pleine de sens : "Pourquoi faut-il toujours des prétextes sociaux pour faire des choses utiles à tous ?".

Goulven Maréchal et Alexis Lis

Vous pouvez écouter l'entretien effectué sur ce lieu sur : *www.duvertdanslesoreilles.fr.*

■ Association Offre et Demande, tél. : 04 66 85 06 14.

Lozère

Dômes et charpentes en demi-cercle

Dans le numéro de janvier, page 10, on peut voir en photo une serre en forme de dôme, construite avec des perches en châtaignier ; page suivante, le toit de la maison de Fabienne selon une technique où chaque branche repose sur la suivante. Ces constructions sont l'œuvre de Mathieu Boutet, qui peut assurer un chantier depuis la coupe du bois jusqu'à la finalisation de la construction. *Mathieu Boutet, Croix des Runes, 48220 Fraissinet-de-Lozère, tél. : 06 45 92 47 18 ou 04 66 45 60 84.*

Emissions radios

■ **Montpellier : Niveau Eko.** Cette émission sur la radio L'Eko (88.5 et www.ekodesgarrigues.com) se définit ainsi : "Nous sommes fatigués par les discours actuels sur le développement durable, cette mode de vouloir tout repeindre en vert, y compris les choses les plus polluantes". Niveau Eko propose une rencontre avec un homme ou une femme loin de la fatalité que l'on nous présente." Le lundi à 16h, rediffusion le dimanche à 10h. *L'Eko, BP 5555, 34072 Montpellier cedex 3, info@ekodesgarrigues.com.*
■ **Montpellier : Terra One.** Cette radio associative présente plusieurs émissions consacrées à l'environnement. Elle est en pleine bataille avec le CSA qui lui a refusé une longueur d'onde fin 2009. Elle émet pour le moment sur internet : *www.terraone.fr.*
■ **Clermont-Ferrand : Radio-Arvène.** Puy-de-Dôme environnement, la Confédération paysanne, Nature & progrès et Attac 63 animent une émission sur les questions d'environnement le jeudi de 12h30 à 13h et le dimanche de 7h30 à 8h. 100.2 à Clermont-Ferrand, 89.8 dans les Combrailles. *Puy-de-Dôme environnement, 19, rue Chabrol, 63200 Riom, tél. : 04 73 63 09 75.*
■ **Isère : Radio Grésivaudan.** Cette radio-associative propose une autre information et différentes émissions comme *Evasion nature* sur la randonnée et la rencontre avec des acteurs locaux ; *La télé au placard* pour donner toutes les occasions de sortir et de vivre dans le monde réel : *les voisins d'à côté* pour lutter contre les discriminations et connaître les actions de solidarités locales ou plus lointaines ; *ondes et vous* une émission réalisée chez un auditeur avec ses choix de débats et de musique ; *primevère,* rediffusion des conférences du salon Primevère à Lyon ; etc. On peut l'entendre de Grenoble à Chambéry. *Radio-Grésivaudan, 94, rue du Brocey, 38920 Crolles, tél : 04 76 08 91 91, www.radio-gresivaudan.org.*



Pesticides

La France, mauvaise élève

L'Union européenne a publié en juillet 2009, les données concernant la présence de pesticides dans notre alimentation. Les dépassements des LMR, limites maximales de résidus, sont en légère baisse dans l'Union européenne passant de 4,7 % en 2006 à 4,2 % en 2007... Ces taux montent à 7,6 % pour les fruits en France en 2007 (contre 6 % en 2006), 8,16 % pour les céréales en France (contre 1,37 % dans l'UE et 1 % en 2006 en France). De son côté, la DGCCRF, Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes, estime elle qu'en 2007, 52,1 % des fruits et légumes contiennent des résidus de pesticides et 52,5 % des céréales.

Haute-Saône

La Ferme de Château-Gaillard

Cette ferme, abandonnée pendant une trentaine d'années, a été remise en état depuis 2000 sous forme d'une exploitation bio, avec Accueil paysan (gîte et camping) et vente de viande de moutons directement sur la ferme. *Marguerite Pierrel et André Henry, Ferme de Château-Gaillard, 70240 Genevreuille, tél. : 03 84 74 35 29, http://pierrel.marguerite.free.fr.*

Meurthe-et-Moselle

Jardin sauvage

En lien avec le mouvement biodynamique, Dominique Lecante cherche à mettre en place un jardin partagé sur une parcelle disponible de 600 m² avec l'idée de respecter les plantes sauvages et d'en présenter l'intérêt pour le sol, pour la nature, pour la consommation. *Dominique Lecante, 12, rue de Lunéville, 54360 Einvaux, tél. : 03 83 72 84 15.*

Var

Regain de l'Esterel

L'association *Regain de l'Esterel* s'est constituée pour aider à la mise en place de jardins partagés. Autour de la culture biologique, elle espère aussi développer des activités dans d'autres domaines écologiques, faire circuler l'information, favoriser des rencontres... *Jean-Paul Raoust, Regain de l'Esterel, mairie, place de la mairie, 83600 Les Adrets-de-l'Estérel, tél. : 04 94 40 94 72.*

Isère

Biscru

Tout le monde connaît les biscuits. Mais les biscrus ? Eh bien, ce sont des pâtisseries composées de produits végétaux bio (sarrasin, tournesol, lin, psyllium...) qui sont agrégés par une simple déshydratation à basse température (40°C) pour garder les qualités nutritives des ingrédients. Une gamme de produits est réalisée à partir de produits locaux. *Biscru, ZA L'Aubépin, 38710 Cornillon-en-Trièves, tél : 04 76 34 04 23, www.biscru.com.*

Rennes

Liens social et biodiversité

Laurent Pétremant veut lancer une association qui viserait à faire participer les propriétaires de jardins à la mise en place de corridors écologiques favorisant l'interconnection entre ces parcelles privées et d'autres publiques, ceci afin de favoriser d'une part la biodiversité, de l'autre les liens sociaux. *Laurent Pétremant, 107, rue de Vern, 35200 Rennes, tél. : 02 99 50 77 87, laurentp.petremant@free.fr.*

Calvados

Le verger de Roncheville

Ce verger cultivé en bio dispose de plus de 400 variétés différentes. Outre la fabrication de jus de pomme, on y trouve aussi une activité d'apiculture (les abeilles ont un rôle essentiel dans la vie du verger), des plantes médicinales, un verger Gon (Groupe ornithologique normand) où sont protégées des oies de Bavent, une espèce en voie de disparition. Le verger de Roncheville est aussi le siège de l'association régionale de promotion de l'écoconstruction. *Bruno Frémont, Verger de Roncheville 14860 Bavent, tél. : 02 31 78 84 22.*


D.R.



Habitants en yourtes

L'association Cheyen, coordination des habitants/usagers en yourte sur espaces naturels a vu le jour le 10 janvier 2010 pour échanger autour des questions de logement, autosuffisance alimentaire et agriculture biologique,


D.R.

autonomie partagée, simplicité, transmission des savoirs, protection de la biodiversité... La yourte articule tradition et modernité, artisanat et technologies pionnières des énergies renouvelables, relocalisation des activités et réduction des pollutions à la source, mais ne bénéficie pas encore d'une reconnaissance économique, sociale et juridique. L'association a pour objectif la mutualisation et la mise en réseau des pratiques, des usages et des expériences des habitants en yourte, la défense du droit au logement en tente ou habitat léger écologique lié au droit à la terre, et l'élaboration de solutions et d'évolutions socio-écologiques solidaires. *Association Cheyen, La Cantonade. 30160 Bessèges, tél. : 04 66 54 84 77(matin sauf jeudi). Infos à consulter sur: Catégorie Cheyen dans www.yurtao.canalblog.com.*

Bruxelles

Quartiers durables

L'association *Bruxelles-Environnement* a mis en place le concept de "quartiers durables" et incite les gens à se constituer en groupe de quartiers pour faire des propositions pour faire évoluer leur environnement vers un mode de vie plus durable. Les meilleurs projets sont présentés lors d'exposition publique. *Kurt Custers, Bruxelles Environnement, Gulledelle 100, 01200 Bruxelles, tél. : 0032-2-7757818, www.bruxellesenvironnement.be.*

Rhône

Immeuble coopératif en chantier

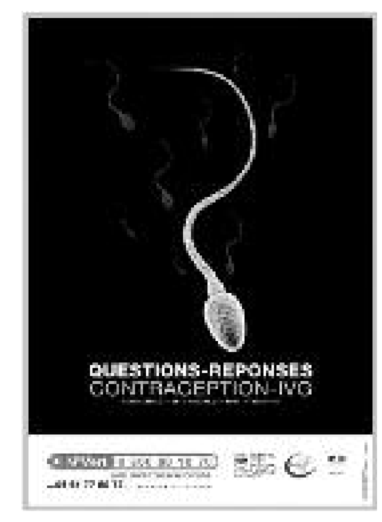
Le 27 janvier 2010, le permis de construire d'un immeuble ayant un statut coopératif a été déposé par l'association *Le village vertical.* Ce bâtiment basse consommation qui se construira dans le quartier Maison-Neuves à Villeurbanne comportera 38 logements. 24 seront en accession



sociale à la propriété dont la gestion est assurée par la coopérative HLM Rhône-Saône habitat. 14 logements et des parties collectives seront gérés par l'association. L'immeuble disposera d'une station d'autopartage et d'un toit solaire avec 600 m² de photopiles sur le toit. Le bâtiment sera à énergie positive. Le prix de revient est estimé à 2,3 millions. Pour en savoir plus : *www.village-vertical.org.*



IVG : manque d'informations ?



Selon une étude publiée par l'IGAS, Inspection générale des affaires sociales, le 2 février 2010, environ 200 000 avortements légaux sont pratiqués chaque année en France. Surprenant : 72 % des femmes concernées avaient une méthode de contraception et celle-ci a été défaillante. Le rapport dénonce des temps d'attente trop longs, un manque de connaissance des jeunes : deux tiers des jeunes filles de niveau troisième pensent qu'elles ne peuvent pas tomber enceinte dès leurs premiers rapports sexuels ! Environ 40 % des femmes ont avorté au moins une fois dans leur vie.

Ariège

Planning familial

En Ariège l'association locale du planning familial est née en 2009. Le lieu d'accueil est une caravane, qui se déplace où le vent la mène : manifestations publiques, marchés, grandes fêtes... L'actuel petit groupe accepte tous les soutiens. *MFPF 09, maison des associations, 09200 Saint-Girons, 06 29 26 79 78.*

Allemagne

Les femmes passent à l'ouest

Après la chute du mur, de nombreuses villes de l'ex-RDA ont vu fondre leur population... mais pas de manière égale : ce sont les femmes de 18 à 40 ans qui sont parties en plus grand nombre, des femmes généralement plus diplômées que les hommes. Résultat : un déséquilibre important entre les sexes, mais également entre niveau de diplômes et entre âge avec un taux de chômage masculin extrêmement important dans les régions de l'Est.

Succès du PACS

Dix ans après sa création, le Pacs est un succès. En 2009 dans le 11ᵉ arrondissement de Paris il a même devancé le mariage, avec 583 Pacs pour 521 mariages. Considéré comme le "mariage des gays" à sa création, le Pacs est aujourd'hui devenu une forme d'union comme une autre. A Paris les Pacs entre hommes ne représentent que 13,5% de l'ensemble, le Pacs entre femmes que 3,8%. A l'échelle de la France, il n'y a que 5,62% de Pacs homosexuels.

Prix Artémésia

Le 3ᵉ prix *Artémisia* de la bande dessinée féminine a été remis mardi 12 janvier 2010 à Laureline Mattiussi pour son œuvre *L'île au Poulailler* (éd. Glénat, coll. Treize étrange). La présidente du jury, Chantal Montellier a rappelé à cette occasion que seuls 10 % des auteurs de BD sont aujourd'hui des femmes. 13 dessinatrices avaient été sélectionnées. *L'Ile au poulailler* raconte l'histoire de pirates dirigés par une femme. Les rapports de sexe compliquent la routine ordinaire des pilleurs de la mer.



Paris

Jeudi noir condamné



D.R.

L'association *Jeudi noir* a été condamnée le 18 janvier 2010 à être expulsé de l'immeuble de la place des Vosges qu'elle occupe depuis le 27 octobre 2009. Le tribunal d'instance du 5e arrondissement les condamne en plus à payer un loyer de 3500 euros par mois d'occupation... et de 25 000 euros par mois en cas de maintien de l'occupation. L'avocat de l'association a fait appel, rappelant au préfet que si le tribunal considère qu'il s'agit d'une occupation avec loyer opposable, il ne peut procéder à l'expulsion qu'après relogement de la trentaine d'étudiants qui y résident. L'avocat a aussi dénoncé un mensonge : le tribunal se justifie en disant que la propriétaire Mme Cottin doit venir y habiter. Non seulement, elle ne l'a jamais fait depuis 1'achat de l'immeuble en 1963, mais, aujourd'hui âgée de 87 ans, elle est en maison de retraite et sous tutelle. Anne Hidalgo, adjointe au maire de Paris, tête de liste PS pour les élections régionales, a fait remarquer au tribunal que les occupants ont entretenu les lieux, ont été respectueux du patrimoine et des riverains... alors que la propriétaire a laissé l'immeuble à l'abandon. L'avocat a demandé que l'on applique la loi sur les réquisitions de logements vides.

Micro-entrepreneurs, micro-revenus !

En 2009, plus de 200 000 personnes ont opté pour le nouveau statut de micro-entrepreneur. Du côté des impôts, on indique que seuls 43% des 70 000 qui ont choisi ce statut au premier trimestre ont déclaré un chiffre d'affaires, ce qui laisse supposer que les autres ont arrêté en moins d'un trimestre. Et pour ceux qui ont déclaré un chiffre d'affaires, la moyenne n'est que de 4200 euros par trimestre... ce qui ne vous laisse absolument pas de quoi vivre.

Vieux fainéants !

Alors que le gouvernement nous joue une nouvelle fois le manque d'argent pour financer les retraites, le peuple ne semble pas partager son opinion. Selon un sondage paru dans *L'Humanité* du 25 janvier 2010, 79 % des sondés aimeraient pouvoir partir à la retraite à 60 ans s'ils en ont la possibilité. Pour trouver des financements, 31 % sont favorables à une augmentation des cotisations, 50 % sont pour mettre à contribution les revenus financiers. Pour rappel, le déficit des caisses de retraites est de 3,5 milliards en 2010. A comparer avec les 35 milliards de dividendes que se sont versés les actionnaires du CAC40 (voir ci-après).

Quelques riches...



D.R.

Le Monde du 12 janvier 2010 a révélé que 98 personnes détiennent 43 % des droits de vote dans les conseils d'administration des entreprises du Cac40. Quatre dirigeants de BNP Paribas sont présents dans les conseils d'administration de 12 des 40 sociétés. Il y a au total 560 administrateurs (dont 53 femmes). Un administrateur perçoit en moyenne 55 000 euros par an uniquement pour assister aux réunions. En plus, en 2008, ils se sont partagé 35 milliards d'euros de dividendes soit une moyenne de 62 millions d'euros chacun... Au total, en 2008, ces 560 personnes ont donc touché autant que sept millions de 'bénéficiaires' du RSA ou autres minima sociaux. Et les 98 "riches" du départ autant que 3 millions de "pauvres".

Bidoche (5)

Abracadabra, les antibiotiques sont là

Le mystère, car c'en est un, est gardé dans quelque coffre-fort. À moins que les chiffres n'aient été transformés en une boule de papier qu'un serviteur de l'industrie de la viande aura avalé pour effacer toute trace ? Je ne plaisante qu'à peine. Le mystère est bel et bien là, amis de *Silence*. Prenez donc l'exemple des lapins, dont tout le monde se contrefiche éperdument. Les lapins. Comment auraient-ils échappé à l'industrialisation ? Ces petits animaux placides ne représentent que 1 % des effectifs de l'élevage, mais ils ingurgitaient pourtant en 2003, selon des chiffres officiels, 7,5 % du tonnage d'antibiotiques destinés à toutes les espèces, du poulet au bœuf. Dans le domaine du « médicament » destiné aux animaux, tout n'est que surprise. Le plus simple reste de ne pas chercher, ce qui a l'immense avantage de ne pas trouver. En France, figurez-vous qu'il a fallu attendre 1999 pour que nos glorieuses administrations commencent un suivi de la consommation d'antibiotiques dans les élevages. Avant ? Nul ne sait ni ne saura jamais.



Mais après n'est pas mal non plus. Selon un rapport officiel et consultable, 1167 tonnes d'antibiotiques destinés aux animaux d'élevage ont été vendus en France en 2006. Soit une baisse ridicule d'une trentaine de tonnes par rapport aux premiers contrôles de 1999. Mais la farce ne s'arrête pas en si bon chemin, car en 2005, le chiffre était de 1232 tonnes et surtout, de 1261 tonnes en 2007. Autrement dit, plus on fait attention aux antibiotiques, plus on en consomme. Encore convient-il de jeter un voile pudique sur les trafics florissants et perpétuellement renaissants. En janvier 2004, *Le Nouvel Observateur* rapporte un cas banal portant sur l'administration sauvage d'antibiotiques à... 100 000 veaux. Qui dit mieux ?

Vous l'auriez compris sans moi, il s'agit d'un système. Qui durera ou qui sera détruit. Selon moi, en tout cas. Quand on entasse 30 000 poulets dans un hangar, avec 25 oiseaux par mètre carré, il est assez évident que des mesures extrêmes doivent être prises pour éviter épidémies et maladies diverses, innombrables à la vérité. Dans ce domaine, il arrive que le salut vienne de Bruxelles, la capitale honnie de l'Europe. L'Union européenne a en effet interdit à partir de 2006 l'usage d'antibiotiques destinés à forcer la croissance des animaux. Ah, je ne vous avais pas dit : les antibiotiques ne servent pas seulement à prévenir ou soigner les maladies de l'élevage concentrationnaire. Certaines goûteuses préparations donnent également un coup de fouet à la croissance des muscles. Comme c'est bon !

Bref, l'Union a interdit. Génial, non ? Non. Car comment expliquer alors que la consommation globale, dans un pays comme la France, ait notablement augmenté en 2007, soit après l'interdiction ? L'explication est peut-être dans cet extrait d'une étude publiée en 2001 par l'Institut technique du porc, organisme parapublic créé par l'industrie porcine : *« Le présent travail a montré qu'aucun additif non antibiotique connu, considéré seul, ne procurait les mêmes avantages zootechniques ni surtout économiques que les antibiotiques (à performances égales, le coût de ces additifs non antibiotiques est plus élevé). Or, dans le contexte actuel d'internationalisation des marchés, les produits agricoles sont l'enjeu d'une concurrence croissante ; les coûts doivent donc être contenus à un niveau minimum et compétitif ».*

Et voilà donc pourquoi votre fille est muette. Et voilà donc pourquoi les médicaments destinés à l'élevage atteignent 60 % du marché total du médicament vétérinaire, soit une manne de 650 millions d'euros (2006) pour la France. Antibiotiques, mais aussi vitamines, hormones, vaccins, insecticides et pesticides sont l'avenir du monde. De ce monde-là.

Fabrice Nicolino

Fabrice nicolino est l'auteur du livre *Bidoche, l'industrie de la viande menace le monde* (édition Les liens qui libèrent, Paris)



▼ *Vélo couché de rando*



D.R.

Les vélos couchés, véhicules de demain ?

Après la première guerre mondiale, alors que l'automobile est jugée trop chère, des innovateurs mettent en place les premiers vélos couchés. En 1933, un vélo couché gagne Paris-Limoges. La même année, un vélo-couché bat le record de l'heure en parcourant 45 km. En 1934, ces vélos sont interdits en compétition car ils s'avèrent beaucoup plus efficaces que les traditionnels vélos de course. Ces derniers n'ont plus évolué dans leur forme depuis maintenant plus de 80 ans... alors que les vélos couchés ont progressé avec notamment la mise en place d'un carénage permettant d'améliorer l'entrée dans l'air. Alors que le record de l'heure sur un vélo de course classique est de 56,375 km (Chris Boardmann, 1996), le record pour un véhicule à propulsion humaine a atteint lui 90,697 km à Romeo, aux Etats-Unis, le 19 juillet 2009. Ce record est détenu par un Canadien, Sam Whittingham. Alors que le record de vitesse sur 200 m est de 79 km/h, le même cycliste a atteint avec un vélo couché caréné 133 km/h !
Même s'il s'agit de records sportifs, cela montre qu'il est possible de penser à des véhicules de transport individuels non polluants en cherchant à améliorer ces vélos carénés couchés. Même sans entraînement, il est en effet facile de se déplacer à une vitesse d'une trentaine de km/h, vitesse largement suffisante en ville. Pour la campagne, où il peut être intéressant de rouler plus vite, les tricycles couchés et carénés peuvent comporter deux ou plus de pédaleurs, un coffre pour les bagages et se déplacer à plus de 50 km/h. Une limite pour le moment à ces véhicules est que la route est dangereuse pour eux : ils sont en effet plus bas que les voitures classiques et donc peu visibles.



D.R.

▲ *Sam Whittingham*



D.R.

▲ *Le Twike, commercialisé en Suisse, peut atteindre 80 km/h grâce à son assistance électrique.*

Pays-Bas

Toujours plus de cyclistes

Dans ce plat pays, chaque habitant a parcouru en moyenne 902 km à vélo en 2006. Sur 16 millions d'habitants, 1,2 million vont travailler à vélo dont 100 000 font quotidiennement plus de 10 km. *(Fnaut-infos, octobre 2009)*

Paris

Des "lignes de vélo"

La ville de Paris a lancé l'idée de "lignes de vélos" dans la capitale : une carte téléchargeable sur internet montre une dizaine de parcours utilisant uniquement des pistes cyclables ou des bandes cyclables dans la ville... un réseau qui se caractérise au fil des années par une plus grande continuité. *www.deplacements.paris.fr.*

OGM

Irlande sans OGM

Le gouvernement irlandais a lancé le 13 octobre 2009 un processus pour déclarer le pays sans OGM. Il a annoncé également la mise en place d'un étiquetage "animaux nourris sans OGM". Il devrait faire le dépôt d'une clause de sauvegarde auprès de la Commission européenne.

Allemagne

Premières peines de prison

Michel Grolm et Christian Pratz, deux faucheurs volontaires du mouvement Gendreck weg ont été condamné à de la prison ferme (un mois pour le premier, quinze jours pour le second) pour avoir fauché du maïs Mon810, un maïs interdit dans neuf pays européens... dont depuis l'action, l'Allemagne. Comme l'a dit le premier au tribunal : "Il est plus facile d'enfermer les opposants aux OGM que de faire enfermer les pollens des OGM".

Caen

Faucheurs relaxés

Le 11 janvier 2010, la cour d'appel de Caen a confirmé le jugement de relaxe prononcé en première instance de François Dufour et Pierre Jarre, faucheurs d'OGM ayant refusé un prélèvement d'ADN.

Gers

Interdiction légale

Le 6 janvier 2010, le Conseil d'Etat a donné raison au Conseil général du Gers dont l'arrêté anti-OGM sur son territoire avait été attaqué par l'Etat. Le conseil d'Etat estime qu'un département a la compétence pour prendre ce genre de décision. Précédemment, le tribunal administratif de Pau puis la cour d'Appel de Bordeaux avaient donné raison à l'Etat. L'Etat a été condamné à verser 3000 € au département. Philippe Martin, président socialiste du conseil général du Gers a annoncé que cette somme servira à la promotion de l'agriculture biologique.

Ardèche

Parc naturel sans OGM

Une loi du 25 juin 2008 permet à un parc naturel régional d'interdire l'arrivée sur son périmètre de nouvelles cultures. Une loi dont entend bénéficier le parc régional des Monts d'Ardèche qui, après deux ans de débats avec la chambre d'agriculture, a pris la décision, fin septembre 2009, à l'unanimité d'interdire les OGM sur son territoire. La direction du parc s'attend à des recours juridiques, mais estime avoir tout fait pour se placer dans la légalité. Si cela se confirmait, cela pourrait faire tache d'huile dans les autres parcs.





Palestine

De Giza à Gaza, il n'y a qu'une marche !

En juillet 2009, l'association états-unienne Codepink et des militants palestiniens décident d'organiser une *Marche Internationale pour la Liberté à Gaza* pour demander la levée du blocus qui enserre ce territoire. Cette action se déroulerait le 31 décembre 2009, un an après les terribles bombardements israéliens de l'opération *Plomb durci*.
L'action — relayée en France principalement par Europalestine[1] — rassemblera 1400 personnes de 43 pays, dont 400 Français et 600 Etats-uniens (notamment plusieurs rabbins anti-sionistes). L'appel de l'action[2] faisait référence à la marche du sel de Gandhi, à Martin Luther King et à la non-violence. De nombreuses personnalités ont fait le voyage : notamment Mgr Gaillot, le groupe de rap MAP[3]. La présence de plusieurs *Désobéissants*[4] fut également très appréciable pour l'organisation d'actions sur place.

La marche est bloquée, mais le blocage a marché !

La délégation française s'était donnée rendez-vous devant l'ambassade de France, dans le quartier Giza, au Caire, le 27 décembre. L'Egypte avait clairement annoncé son désaccord et bloquent donc les bus.
Réponse immédiate : les manifestants bloquent la rue, une artère importante où le trafic est très dense. Après plusieurs heures de négociations, ils se replient sur une bande de trottoir de 100 mètres sur 5. Un grand nombre de journalistes arrivent, la circulation reprend et de très nombreux automobilistes klaxonnent pour témoigner leur soutien ! Certains se feront arrêter pour ce motif.
Les militants resteront sur ce trottoir toute la semaine, ce qui fera les gros titres des journaux du monde arabe pendant plusieurs jours. Côté français, le relais médiatique sera très limité. Beaucoup d'associations de Gaza et quelques membres du gouvernement palestinien envoient de poignants messages de soutien et de remerciements.
Un des points forts de la semaine aura sans doute été la fraternisation avec les soldats : plusieurs manifestants parlant l'arabe littéraire racontent à ces jeunes appelés (trois ans de service obligatoire) le but de leur présence. Contrairement à leur gouvernement qui a montré par ses agissements son soutien à Israël[5], 90 % des Egyptiens soutiennent la cause palestinienne.

Pendant ce temps...

D'autres délégations sont éparpillées, bloquées dans leurs hôtels ou dispersées par la police. Plusieurs petits rassemblements ont lieu, notamment devant le siège de l'ONU au Caire. Une octogénaire juive, Eddy Hepstein, rescapée de la Shoah, y entame une grève de la faim de 3 jours. Quelques courageux grimpent sur les pyramides et y déploient un gigantesque drapeau palestinien, d'autres organisent un petit marathon symbolique de protestation à travers les rues du Caire.
Finalement, le 31 décembre au matin, une manifestation rassemble 300 personnes au Caire en même temps que la marche des Gazaouis et celle des pacifistes Israéliens à Erez. Au Caire, la manifestation est violemment réprimée par la police. Le lendemain, une dernière manifestation rassemble 350 personnes devant l'ambassade d'Israël et se déroule cette fois sans heurts.

Aujourd'hui, deux perspectives d'action semblent s'imposer dans la lutte pour la justice et la paix : la dénonciation de la participation de la France au mur de Rafah et du soutien de l'Europe au blocus, et le relais massif de la campagne de boycott des produits israéliens qui s'inspire directement du boycott appliqué à l'Afrique du Sud à l'époque de l'Apartheid[6].

Jean Baptiste Nedelcu


D.R.

Sur les trottoires du Caire et entourés de soldats...


D.R.

les manifestants agitent des drapeaux palestiniens


D.R.

Devant l'ambassade de France au Caire

1. mais aussi AFPS, CCIPPP, Génération Palestine, Désobéissants, CANVA…
2. voir http://europalestine.com
3. Ministère des Affaires Populaires, www.map-site.fr
4. www.desobeir.net
5. L'Egypte construit un mur souterrain à sa frontière afin d'empêcher les tunnels qui permettaient d'acheminer de la nourriture et des médicaments. Cette construction est financée par les USA et soutenue techniquement par la France.
6. www.bdsfrance.org

Suisse

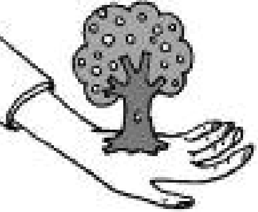
Poursuite des ventes d'armes

Après avoir réussi à obtenir un référendum pour ou contre la suppression de l'armée, le *Groupe pour une Suisse sans armée* a relancé la procédure pour cette fois faire voter les Suisses sur la poursuite ou non des ventes d'armes. Les résultats du vote du 29 novembre 2009 sont clairs : 68,2% n'ont pas de problème à gagner de l'argent sur le sang des autres. Ils sont quand même 837 000 a avoir voté pour la fin des ventes d'armes. Les meilleurs scores ont été réalisés à Genève (48,2%), Bâle-ville (46,9%). *GSSA, case postale 151, 1211 Genève 8. Local : Maison des associations, 17, rue des Savoises, 1er étage, tél. : +41 (0)22 320 46 76, www.gssa.ch/spip).*

Landes

Radar occupé

Le 1er décembre 2009, une dizaine de militants du collectif "Non au missile M51" ont réussi à pénétrer sur le site militaire de Biscarosse et à occuper tôt le matin un radar nécessaire pour effectuer un nouvel essai de tir de missile. Les "désobéissants" ont réussi à rester sur place une heure avant d'être arrêtés par les gendarmes venus en nombre. Plus : *www.nonaumissilem51.org.*



environnement

Biocoop

Fin des bouteilles d'eau

Le réseau des magasins Biocoop a totalement supprimé la présence de bouteilles d'eau dans leurs magasins, estimant que le bilan écologique n'est pas bon. Biocoop a décidé de soutenir les actions qui visent à avoir de l'eau de qualité au robinet. *www.biocoop.fr*.

Dunkerque

Discrète dioxine

Ce n'est que fin octobre 2009 que la Commission locale d'information de l'usine d'incinération de Dunkerque a annoncé un dépassement des rejets de dioxine… en juillet 2009. Ce dépassement a été découvert presque par hasard au cours de l'un des deux contrôles annuels réglementaires… ce qui peut laisser supposer qu'il y avait dépassement depuis longtemps. Le Cniid, Centre national d'information indépendante sur les déchets rappelle que ce manque de transparence est généralisé: seuls trois des 130 incinérateurs ont rendu publiques leurs mesures en dioxines et furanes pour… 2007. Les autres résultats, pourtant légalement obligatoires ne sont pas connus. Le Cniid rappelle également qu'avec un inspecteur pour 500 installations classées en France, le risque est grand que des pollutions graves nous échappent. *Cniid, 21, rue Alexandre-Dumas 75011 Paris, tél. : 01 55 78 28 60, www.cniid.org.*



D.R.

Pays Basque

Le TGV ne passe décidément pas !

Les études de RFF, Réseau ferré de France, concernant le passage d'une ligne à grande vitesse reliant Bordeaux à l'Espagne soulève de nombreuses questions : les voies actuelles sont loin d'être saturées et une modernisation de celles-ci éviterait des travaux destructeurs. Ce qui est derrière ce projet, c'est un projet de liaison rapide Paris-Madrid d'une utilité fort contestable. La population basque a très mal ressenti la présentation le 11 janvier 2010 d'un fuseau de 1000 m de large où passerait la nouvelle ligne et une importante manifestation a réuni plus de 15000 personnes et 73 tracteurs à Hendaye le 23 janvier 2010. Parmi les slogans : "la vitesse, c'est dépassé !". Les manifestants, dont de très nombreux maires locaux, ont appelé au boycott des candidats aux élections régionales qui ne prendrait pas position contre ce projet. Les élus ont annoncé l'organisation de référendum le même jour que les élections régionales. De précédents référendums locaux avaient montré une très vive opposition au projet. Le gouvernement a décidé d'envoyer un médiateur… pour faire accepter le projet ? Le préfet avait essayé de refuser l'agrément d'association de protection de la nature au Cade, Collectif des associations pour la défense de l'environnement, principal coordinateur de la mobilisation.Le 31 décembre 2009, la cour administrative d'appel de Bordeaux a cassé la décision du préfet, le condamnant à payer 1500 euros de dommages et intérêt à l'association. *Cade, Victor Pachon, 64990 Mouguerre, www.voiesnouvellestgv.webou.net.*



climat

Un deuxième Camp action climat

Total étant le plus gros émetteur de gaz à effet de serre de France, les animateurs du *Camp action climat* ont décidé de se mobiliser autour de la plus grosse raffinerie de Total qui se trouve à Gonfreville-l'Orcher, près de la zone portuaire du Havre, en Seine-Maritime. Le camp pourrait durer plus longtemps que l'année dernière et s'amorcer en participant à la Vélorution parisienne qui se tiendra du 1er au 4 juillet 2010 (cette vélorution correspond aussi au départ de l'AlterTour). Un départ cycliste se ferait alors de Paris, le camp se tiendrait après la mi-juillet… et pourrait donner lieu au départ d'un voilier pour la prochaine conférence sur le Climat prévue à Mexico en novembre prochain. Plus d'infos : *www.campclimat.org.*



D.R.

Colonialisme

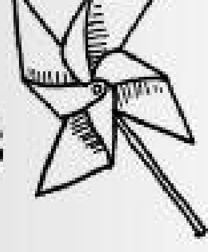
Le plan climat adopté par l'Union européenne en décembre 2008 prévoit que 40 % de l'effort de réduction des émissions de gaz à effet de serre puisse se faire en dehors des pays de l'Union. Concrètement, cela signifie qu'une firme qui pollue ici peut "compenser" en favorisant des réductions des émissions dans des pays où cela revient moins cher. Evidemment, les pays où cela est moins cher sont surtout les pays dits du Sud. Outre la question coloniale que sous-tend cette pratique, un autre problème est sous-jacent : si actuellement les pays du Sud sont dispensés de devoir réduire leurs émissions, lorsque leur tour viendra, cela risque d'être plus difficile puisque les économies les plus faciles auront déjà été utilisées par les industriels du Nord. Enfin, cette méthode présente d'autres inconvénients : laisser la pollution continuer à faire des dégâts au Nord (elle ne pose pas seulement des questions de climat, mais également de santé) ; il est difficilement vérifiable qu'une initiative lointaine soit l'équivalent d'une de proximité : rien n'a été prévu pour vérifier la réalité des dires des industriels. Cette mesure montre surtout le souci des grands de ce monde de trouver des solutions qui les gênent le moins possible.

Températures

Selon Météo-France, l'automne 2009 aura été le deuxième le plus chaud depuis 1900 après celui de 2006, avec une température moyenne excédentaire de 1,5°C par rapport à la normale. Si septembre et octobre ont été doux, c'est surtout en novembre que les températures ont été exceptionnellement élevées. Sur les trente dernières années, 22 automnes ont présenté des températures supérieures aux normales contre huit inférieures.

nucléaire

énergie



Les projets tombent à l'eau...

La "relance" du nucléaire n'existe plus, la crise, la réalité financière et la concurrence des énergies renouvelables sont passées par là. Depuis l'été 2009, les annonces se sont succédées : abandon de projets en Afrique du Sud, au Texas, au Missouri, au Japon, en Ontario, en Bulgarie, en Turquie...

Démantèlement

Tellement dément

Mais qui va pouvoir payer le démantèlement des centrales nucléaires ? Le gouvernement britannique estime que pour ses propres réacteurs, trois fois moins nombreux qu'en France, il va falloir 103 milliards d'euros... ce qui laisse supposer pour EDF une ardoise de l'ordre de 300 milliards... A comparer avec le chiffre d'affaires d'EDF : 65 milliards en 2008 et avec son bénéfice (sa marge de manœuvre) : 3,4 milliards.

Train bloqué

Condamnation

Pour avoir bloqué un train transportant des déchets nucléaires italiens le 1er juillet 2008, quatre militants du Groupe d'actions nonviolentes antinucléaires ont été condamnés en appel à 2500 € d'amendes (dont 2000 avec sursis). Le tribunal n'a pas accordé de dommages et intérêts à la SNCF (alors qu'elle avait obtenu 7700 € en première instance).

Déchets

Réversabilité du stockage en question

L'Allemagne avait stocké des déchets dans une mine de sel à Asse, de 1967 à 1978. Aujourd'hui, on sait que l'eau s'y infiltre et corrode les fûts. Le 15 janvier 2010, l'Office allemand de protection contre les radiations a demandé à ce que les 126 000 fûts soient remontés en surface et reconditionnés. Cela va coûter très cher : les fûts sont à 500 m de profondeur et certains seraient déjà fragilisés. De quoi s'interroger sur l'intérêt pour la France à vouloir enfouir ces déchets dans la région de Bure.

A quand l'accident grave ?

Le comité d'hygiène et de sécurité de la centrale de Flamanville a exercé son droit d'alerte le 6



octobre 2009. Le délégué CGT du personnel, Philippe Page, dans Ouest-France du 7 octobre explique que la situation dans les centrales nucléaires est en train de devenir intenable : "Des salariés pleurent au boulot. Certains en viennent aux mains parce qu'ils manquent d'outillage. Le personnel est à cran, la pression intense (...) C'est la course permanente contre le temps. Il faut tout faire vite, et par conséquent mal" (...) C'est la première fois qu'un droit d'alerte est déposé sur l'ensemble d'un arrêt de tranche. Nous dénonçons le manque de moyens, le manque de compétences de certaines entreprises qui interviennent pour la première fois en zone nucléaire. (...) Plus grave, nous avons externalisé trop de tâches. Nous sommes confrontés à la perte de savoir-faire du personnel EDF. Voici dix ans, la centrale de Flamanville disposait de 150 exécutants spécialisés capables de venir en appui des sous-traitants, ils ne sont plus que 29 aujourd'hui". Pour maintenir sa productivité, EDF fait n'importe quoi, alors qu'il n'y a pas de mystère : plus un réacteur vieillit et plus son entretien coûte cher. Mal entretenir un réacteur, c'est aller à la panne, voire à l'accident...

USA

Les renouvelables passent en tête

Avec 104 réacteurs nucléaires, les Etats-Unis sont le premier pays pour le nombre de réacteurs (devant la France, 58, et le Japon, 55). En 2009, pour la première



D.R.

fois, la production des énergies renouvelables a dépassé celle de l'énergie nucléaire ! Alors qu'aucune centrale nucléaire n'a plus été construite depuis 1973 (37 ans), les centrales éoliennes se multiplient. Ainsi Eon (compagnie allemande) a inauguré en octobre 2009, dans le Texas une plantation de 627 éoliennes sur 400 km² pour une puissance de 780 MW, General Electric a lancé un chantier à Shepherds Flat dans l'Oregon pour un parc de 845 MW avec seulement 338 turbines sur 80 km² qui soit être inauguré en 2012.

Eolien

■ **Potentiel éolien.** Des chercheurs états-uniens ont calculé la puissance électrique théorique que l'on pourrait obtenir en installant des éoliennes partout où cela est possible, c'est-à-dire en dehors des zones glacées, densément peuplées ou forestières. Résultat : avec les techniques actuelles, en se limitant à la hauteur des piliers actuels, globalement, nous pourrions produire 40 fois l'électricité consommée sur la planète. Les pays les plus avantagés sont la Russie, l'Australie, les Etats-Unis, l'Argentine... Malgré son énorme consommation électrique, les Etats-Unis pourraient disposer de 23 fois sa consommation... Ce calcul théorique ne tient toutefois pas compte de la concordance entre les moments ventés et les besoins de consommation. (source : *www.maxisciences.com*)

■ **L'Ecosse mise sur le vent.** Le gouvernement écossais a annoncé le 21 janvier 2010 le lancement de nouveaux parcs offshore d'éoliennes pour une puissance totale de 4,8 GW. Ces projets s'ajoutent aux chantiers déjà en cours d'une puissance de 6,4 GW. Ceci devrait permettre à l'Ecosse d'atteindre son objectif de 31 % d'énergies renouvelables en 2011 et de 50 % en 2020.

■ **Grande Bretagne : programme éolien géant.** Voulant se positionner résolument dans l'après-pétrole, le gouvernement britannique a délivré le 8 janvier 2010 les licences pour la construction de neuf champs d'éoliennes où seront installées 6400 machines pour une puissance de 32000 MW (soit des machines de 5 MW). Cela s'ajoute aux 9000 MW déjà en cours de construction ou en fonctionnement. L'ensemble devrait fonctionner en 2020. Cela doit permettre de fermer des réacteurs nucléaires anciens (19 réacteurs pour 10 000 MW), mais aussi une partie des centrales thermiques (gaz, charbon, fuel) existantes. Cela produira alors environ 25 % de la consommation électrique du pays.

■ **Picardie : parc éolien en régie publique.** Après sept ans de concertations, la région Picardie a lancé le 27 janvier 2010 la construction d'un parc éolien à Montdidier. Pour la première fois, un parc éolien sera la propriété d'une collectivité publique, contrairement aux multiples autres parcs éoliens qui appartiennent le plus souvent à des multinationales, de rares fois à des coopératives.

Chauffage électrique

L'association Négawatt a calculé que lors du pic de puissance électrique du 7 janvier 2009 à 92400 MW, le chauffage électrique représentait 36 % de cette demande. Actuellement, selon les chiffres gouvernementaux, 70 % des logements neufs sont construits avec du chauffage électrique, ce qui ne fera qu'augmenter le problème. Le chauffage électrique venant en consommation de pointe, l'électricité provient essentiellement de centrales au gaz... fortement émettrices de CO_2, avec un rendement inférieur à 30 % : ce qui signifie que l'on pourrait polluer trois fois moins en installant directement des chauffages individuels gaz.



agenda


santé

dans la rue

femmes


politique, société

habitat

paix


fêtes, foires, salons

nord / sud

films, spectacles, culture

Genève : pour l'indépendance de l'OMS, tous les jours depuis le 26 avril 2007, vigile devant le siège de l'OMS pour demander l'abrogation de l'accord de 1959 qui l'oblige à soumettre ses informations à l'AIEA, Agence internationale de l'énergie atomique. Pour participer : *Paul Roullaud, tél. : 02 40 87 60 47, www.independentwho.info.*

Drôme : Avec les réfugiés climatiques, jusqu'au 30 mai, exposition photo du collectif Argos sur les régions où des déplacements de population sont déjà en cours. *Centre du patrimoine arménien, 14, rue Louis-Gallet, 26000 Valence, tél. : 04 75 80 13 00, www.patrimoinearmenien.org.*

Barcelone : tribunal Russell sur la Palestine, 1er au 3 mars. Etude des responsabilités de l'Union européenne et de ses Etats membres dans la poursuite de l'occupation des territoires palestiniens et des violations par Israël du droit international. Programme : *www.russelltribunalonpalestine.org.*

Paris : l'économie autrement, 2 mars au Café Le Progrès, 1, rue de Bretagne, Paris 3e, conférence de Francine Bavay, vice-présidente Verte chargée de l'économie sociale et solidaire au conseil régional. *Europe-Ecologie, www.europeecologie.fr.*

Toulouse : l'assainissement écologique, 2 mars à 18h45, à Friture, formation pratique, *Friture, 22, place du Salin, 31000 Toulouse, tél. : 09 54 62 04 01, www.friture.net.*

Toulouse : OGM cachés et privatisation du vivant, 2 mars à 20h30, salle du Sénéchal, 17, rue de Rémusat, soirée organisée par les *Amis du Monde diplomatique, Attac et le collectif anti-OGM 31.*

Paris : écoquartiers, quartiers durables, 3 mars à 14h30, pavillon du Lac, parc de Bercy, Paris 12e. Un autre urbanisme est en marche. Quels sont les enjeux de ces nouvelles constructions ? Conférence gratuite. *Service de l'écologie urbaine de la ville de Paris, tél. : 01 71 28 50 56.*

Toulouse : Zapatisme, 3 mars à 18h18, débat sur la situation actuelle au Chiapas à *La cantine du Salin, 3, rue de la Fonderie, 31000 Toulouse.*

Toulouse : histoire sociologique du vélo, 4 mars à 19h, conférence sur la place du vélo en milieu urbain dans un projet d'écologie politique avec Marc Rivère, l'association Vélo et la SCOP Movimento. *La Maison du vélo, 12, rue Bonrepos, 31000 Toulouse.*

Lyon : Silence la violence, 5 mars à 20h à la mairie du 8° arrondissement, 12, avenue Jean Mermoz, conférence "Est-il possible de prévenir la violence par l'éducation ?" avec Isabelle Filliozat, psychothérapeute, auteure de Au cœur des émotions de l'enfant et L'intelligence du cœur. *Man-Lyon, 04 78 74 77 09 ou contact@silencelaviolencelyon.fr. ou http://silencelaviolencelyon.fr.*

Ardèche : le projet de naissance, 5 mars, à 19h, aux Jardins intérieurs, quartier les Buis, à Saint-Privat. Rencontre entre parents, futurs parents et professionnels de santé. *Réseau naissance allaitement, tél. : 04 75 93 16 86 (Emilie).*

Paris : pourquoi faut-il préserver la biodiversité ? 5 mars à 19h30 à la mairie du 2e, 8, rue de la Banque, débat avec Jane Lecomte, professeur d'écologie à Paris-Sud 11, et Claude Bourquard, co-président GRAINE Ile-de-France, entrée gratuite. *Ecolo Café, tél. : 06 77 49 83 90, www.ecolocafe.org.*

Corrèze : travailler peu, vivre beaucoup, 5 mars à Egletons, pièce de théâtre créée à partir de la pièce de L'Augmentation, de Dino Buzzati. *SCOP La Chélidoine, Lestrade, 19200 Saint-Angel, tél. : 05 55 72 55 84, www.lachelidoine.fr.*

Bas-Rhin : rénovation écologique, 5 mars à 14h, formation à Sparsbach, *Ecotidienne, Lydia Christmann, 15, rue Principale, 67370 Sparsbach, tél. : 03 88 89 20 83, www.ecotidienne.fr.*

Nîmes : 18e Sésame, 5 au 8 mars, parc des expositions, bio, santé, habitat... *Goral-Expo, 126, impasse Juvénal, 30900 Nîmes, tél. : 04 66 62 07 16, www.goral-expo.com.*

Puy-de-Dôme : les semences en question, 5 et 6 mars pour la 1ère Utopiade de Vertolaye, vendredi à 18h, film *La fin des haricots* suivi d'un débat à 20h30 avec Olivier Bidaut, de Robin des Graines. Samedi à 16h, bourse aux graines. *Office de tourisme du pays d'Olliergues, 28, avenue Rhin-et-Danube, 63880 Olliergues, tél. : 04 73 95 56 49.*

Nantes : vélorution, 6 mars. En restant groupés avec nos vélos (ou tandem, roller...), nous créons une zone libérée de l'automobile, montrant ainsi que son règne n'est pas une fatalité. N'hésitez pas à décorer votre vélo et à venir avec de sympathiques banderoles ! Rendez-vous chaque premier samedi du mois à 14h, place Royale. *www.velorution.org.*

Paris : vélorution, 6 mars à 14h, place du Châtelet, *www.velorution.org.*

Tours : semaine de l'environnement, 6 au 14 mars, extraits : jeudi 4, à 20h, film nos enfants nous accuseront et débat avec le réalisateur. Samedi 6, 14h15 : vélorution. Dimanche 7 à 9h, sortie découverte des plantes médicinales, 15h30 : visite maison en écoconstruction. Lundi 8 à 19h30 : conférence sur les aménagements de la Loire. Mardi 9 à 19h, jeu Radio-conso. Mercredi 10 à 10h, forum des ateliers sur l'autonomie ; 19h : conférence *Marre de chauffer dehors !* Jeudi 11 à 19h : film *Simplicité volontaire et décroissance* et débat avec des objecteurs de croissance. Vendredi 12 à 18h30 : débat *Après Copenhague, que fait-on ?* 19h : repas insolent. Samedi 13, 13h30, action des Déboulonneurs de pub, zone de gratuité et débats sur les modes de consommation. *Association Apnée, UFR Sciences et Techniques, avenue Monge, 37200 Tours, http://wapne.notmyidea.org.*

Rennes : guide-composteurs, 6 mars et 7 avril, à l'Ecocentre de la Taupinais, deux demi-journées pour comprendre comment faire un compost et pour ensuite l'expliquer autour de soi. *Centre d'information sur l'énergie et l'environnement, 96, canal Saint-Martin, 35700 Rennes, tél. : 02 99 54 42 98, http://ciele.nuxit.net.*

Paris : pas de pub à la télé, 6 mars, 11-12h, place de la Sorbonne, m° Luxembourg, heure de silence pour la campagne du Man : "Télévision : pas de publicité à destination des enfants". *Man, 114, rue de Vaugirard, 75006 Paris, tél. : 01 45 44 48 25.*

Gard : habiter, paradoxes et perspectives, 6 et 7 mars, à Saint-Jean-du-Gard, dans le cadre des rencontres "alternatives pour se débarrasser du capitalisme", trois axes : gérer besoins et usages ; organiser l'espace ; faire société. Projection de films. Présentation de démarches alternatives. *Aderoc, Colette Verseils, séminaire, Le Paussanel, 30140 Mialet, http://habiter.les-oc.info.*

Bio **Gard : du blé à la panification,** 6-7 mars, séminaire dans les Cévennes animé par Jean-Pierre Bolognini. *Association Kokopelli, Oasis, 131, impasse des Palmiers, 30100 Alès, tél. : 04 66 30 64 91 ou 04 66 30 00 55.*

Haute-Garonne : chaîne humaine contre les "Portes de Gascogne", 6 mars à 12h, plateau de la Ménude, trois départs : à pied de La Poste de Plaisance à 11h, de l'Intermarché de La Salvetat à 11h, en voiture de l'Isle-Jourdain, maison de l'emploi à 10h30. Manifestation pour dénoncer la création d'un gigantesque centre commercial qui détruira les emplois locaux et obligera à utiliser la voiture et donc à polluer. *www.gardaremlamenude.com.*

Moselle : vannerie, 6 et 7 mars, formation à Meisenthal, locaux d'Artopie, *Ecotidienne, Lydia Christmann, 15, rue Principale, 67370 Sparsbach, tél. : 03 88 89 20 83, www.ecotidienne.fr.*

Lille : cuisine sauvage, 6 mars à 15h, au Jardin écologique, rue du Guet, présentation de plantes sauvages comestibles, recettes de glaneurs et de chefs cuisiniers. *PPJEG, 23, rue Gosselet, 59000 Lille, tél. : 03 20 40 21 80, http://jardin-ecologique.org.*

Vaucluse : rencontre habitats groupés sud-est, 6 mars à 9h, à Bedoin (près de Carpentras), salle municipale, échange sur les projets d'habitats groupés de la région. *Anne-Françoise Gay et Florence Koch, tél. : 04 72 38 26 81, www.habitat-groupe.org.*

Montreuil : journée internationale des femmes, du 6 au 13 mars à la Maison des femmes, Le féminisme allemand (6 mars à 16h), manif de rue (8 mars en soirée), débat et concert avec les Babayagas (9 mars), Le mouvement des femmes de 1970 à 2004, film de Denise Brial (11 mars à 19h), la presse féministe avec des rédactrices de différentes revues (13 mars à 16h). *Maison des femmes, 24/28, rue de l'Eglise, 93100 Montreuil, tél. : 01 48 58 46 59.*

Paris : pollution et allergies respiratoires, 7 mars à 15h, pavillon du Lac, parc de Bercy, Paris 12e. Les causes de l'augmentation des allergies. Conférence gratuite. *Service de l'écologie urbaine de la ville de Paris, tél. : 01 71 28 50 56.*

Montpellier : semaine de l'environnement, du 7 au 13 mars. Extraits du programme : Mardi 2 en avant première, 19h30, théâtre *Pic qui court n'amasse pas lourd* et concert. Dimanche 7, forum associatif à partir de 10h, esplanade Charles de Gaulle, ateliers, courts-métrages, animations... 15h : table-ronde *Les luttes paysannes en Hérault.* 16h30 : *les luttes paysannes dans le monde.* Lundi 8 à 21h, conférence débat sur le commerce équitable. Mardi 9, 11h30, pique-nique bio et local, 17h : procession anti-pub. Mercredi 10, à 18h, conférence d'Alain Marcom du réseau Eco-bâtir. Jeudi 11 à 18h30 : théâtre-forum sur consommation étudiante et nouvelles technologies, 20h30 : film *Un siècle de progrès sans merci.* Vendredi 12, 20h, film *L'eldorado de plastique sur les serres d'Andalousie.* 19h, souper cabaret. Samedi 13, 13h : ateliers construction bois, entretien vélo, 15h : vélorution... et plein d'expos un peu partout. Programme complet : *L'Ouvre Tête, www.reseaugrappe.org, tél. : 06 74 61 24 23 ou 04 67 14 41 39.*

Partout : lancement de la marche mondiale des femmes, entre le 8 et le 18 mars, différentes marches sont organisées pour lancer l'édition 2010 qui se poursuivra jusqu'au 17 octobre. *Coordination française de la Marche mondiale des femmes, 25/27, rue des Envierges, 75020 Paris, tél. : 01 44 62 12 04, 06 80 63 95 25, www.mmf-france.fr.*

Paris : l'invisibilité des femmes d'hier et d'aujourd'hui, 8 mars de 9h à 17h, journée organisée par le conseil régional et le centre Hubertine Auclert au *Conseil régional, 57, rue de Babylone, 75007 Paris.*

Yvelines : 8e regards de femmes, 8 au 15 mars, à Trappes et Saint-Quentin-en-Yvelines, spectacles, débats, projections, ateliers, expositions... *La Merise, place des Merisiers, 78190 Trappes, tél. : 01 30 13 98 53, http://lamerise.com.*

La Rochelle : charte européenne pour l'égalité, 8 mars à 20h30, à la salle de l'Oratoire, rue Albert-1er, table-ronde. *Coordination femmes 17, 32, avenue de Metz, 17000 La Rochelle, tél. : 05 46 34 91 59.*

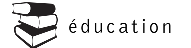
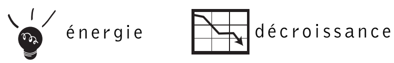
Drôme : femmes de l'eau, 8 mars à 15h, cinéma Galaure, avenue Désiré-Valette à Saint-Vallier. La vie des femmes batelières, un film de Jean-Louis Vey. Soirée organisée par *Femmes solidaires, maison des sociétés, bureau 201, rue Saint-Jean, 26000 Valence, tél. : 04 75 80 04 19.*

Bouches-du-Rhône : Nous sommes de celles, 8 mars à 18h30 à l'Espace François-Mitterrand, traverse de la Chapelle-des-Filles, à Allauch, version théâtrale des chansons d'Anne Sylvestre par la Cie Baba Yaga. Entrée gratuite. *Maison du Tourisme Louis Ardissone, tél. : 04 91 10 49 20.*

Toulouse : semaine de l'environnement, 8 au 12 mars. Extraits : lundi 8 à 18h30, table-ronde : développement durable, comment en parler ? Mardi 9, 18h30 : table ronde sur la crise de la biodiversité ; à 20h30, à Friture, table-ronde : quelles consommations, quelles alternatives ? Mercredi 10, 19h, conférence *De la biopiraterie du vivant à la biodiversité* avec Jean-Pierre Berlan. Jeudi 11, 18h30, débat *Manger bio, c'est pas du luxe,* 20h30 : film *Herbe.* Vendredi 12 à 19h : repas insolent. Programme complet : *sde.toulouse @gmail.com, www.reseaugrappe.org, tél. : 06 24 58 06 63.*

Essonne : ouverture du marché de l'électricité, 9 mars à 20h, Pépinière d'entreprises, 31, avenue de Gaulle, à Viry-Châtillon, choix, avantages, inconvénients de cette décision deux ans après. *SoliCités, 13, rue Nungesser-et-Coli, 91170 Viry-Châtillon, tél. : 01 69 56 97 91, www.solicites.org.*

Paris : 7e festival au féminin, 9 au 13 mars, au Lavoir moderne parisien, spectacles : Bintou de Koffi Kwahulé, théâtre, 6 mars à 20h30 ; Elle n'est, d'Adeline Walter, théâtre performance, 7 mars à 18h ; Paroles de femmes présentation du travail réalisé en atelier d'expression théâtrale et vidéos de Créteil, 8 mars à 14h ; Femmes de paroles, danse Slam, mise en

 éducation 





Si vous désirez présenter *S!lence* lors d'un de ces rendez-vous n'hésitez pas à nous contacter : 04 78 39 55 33 (Béatrice, le mardi et le jeudi de préférence)

agenda

scène de D' de Kabal, 8 mars à 20h30 ; Le dit de l'impétrance d'Enzo Cormann, par la Cie Desamorces, 9 au 13 mars à 20h30. *Le lavoir moderne, 35, rue Léon, 75018 Paris, tél. : 01 42 52 09 14, www.rueleon.net.*

Paris : l'affaire de l'actrice Sund, 9 mars à 19h30 à l'Institut finlandais, projection d'une fiction de Taneli Haro, une actrice essaie d'être l'élève modèle des messages publicitaires... Alors qu'elle savoure la modernité, elle est arrêtée par la police au nom d'une loi écologique. Suivi d'un deuxième film *Notre futur commun* de Iikka Vahkalahti : comparaison du mode de vie occidental et chinois, que se passerait-il si ces derniers consommaient autant que nous ? *Institut finlandais, 60, rue des Ecoles, 75005 Paris, tél. : 01 40 51 89 09, www.institut-finlandais.asso.fr.*

Lille : pour une autorité éducative, 9, 16 et 23 mars de 19h à 22h, formation sur les relations éducatives, les pièges de l'autorité, la transgression, la sanction, les messages... *IFMAN, tél. : 03 20 95 91 46.*

Paris : biodiversité urbaine et petites bêtes, 10 mars à 14h30, pavillon du Lac, parc de Bercy, Paris 12e. Les petites bêtes jugées repoussantes de nos habitations font partie de la biodiversité urbaine. Conférence gratuite. *Service de l'écologie urbaine de la ville de Paris, tél. : 01 71 28 50 56.*

Lyon : Les parents face à la violence des jeux des enfants, 10 mars à 17h30, centre social Mermoz, 1, rue Joseph-Chalier, Lyon 8e, *Man-Lyon, 04 78 74 77 09 ou contact@silencelaviolencelyon.fr. ou http://silencelaviolencelyon.fr.*

Drôme : quel climat pour demain ? 11 mars à 20h à l'Université Stendhal, 87, avenue de Romans, à Valence, conférence de Claude Lorius, climatologue. *Centre du patrimoine arménien, 14, rue Louis-Gallet, 26000 Valence, tél. : 04 75 80 13 00, www.patrimoinearmenien.org.*

Saint-Denis : journées intersyndicales Femmes, 11 et 12 mars à 9h, à la Bourse du Travail, M°Porte de Paris, formation syndicale autour des thèmes suivants : les femmes et la crise, 40 ans de mouvement féministe, la parentalité dans l'entreprise, la 3e marche mondiale des femmes. Une initiative CGT, FSU, Solidaires. *Solidaires, Bourse du travail, 9/11 rue Genin, 93200 Saint-Denis, tél. : 01 55 84 41 33 et 06 82 42 60 25.*

Avignon : écohabiter, urgence ou utopie ? 11 mars à 19h à la médiathèque Jean-Louis-Barrault, *CREA, Citoyens responsables écologie Avignon, 556, chemin de la Verdière, 84140 Montfavet, tél. : 06 88 88 86 01, http://creavignon.free.fr.*

Paris : Déboulonneurs en procès, 12 mars à 9 h, à la 13e chambre du palais de justice, procès de deux barbouilleurs arrêtés volontaires pour des actions sur un panneau situé sur les Champs-Elysées, le 26 janvier 2008. *Collectif des déboulonneurs, 24, rue Louis-Blanc, 75010 Paris, www.deboulonneurs.org.*

Bas-Rhin : initiation construction bottes de paille et enduits de terre crue, 12 mars à 10h, formation à Sparsbach, *Ecotidienne, Lydia Christmann, 15, rue Principale, 67370 Sparsbach, tél. : 03 88 89 20 83, www.ecotidienne.fr.*

Lyon : La violence à l'école, 12 mars à 18h30, école Jean-Giono, 14 rue Stéphane-Coignet, Lyon 8e, avec le Man et l'association des parents d'élèves. *Man-Lyon, 04 78 74 77 09 ou contact@silencelaviolencelyon.fr. ou http://silencelaviolencelyon.fr.*

Perpignan : semaine de l'environnement, 13 au 21 mars. Extraits : Samedi 13 : forum associatif place de la République et théâtre de rue. Lundi 15 : 19h, conférence sur l'économie sociale et solidaire, 21h, film *L'Ortie fée de la résistance.* Mardi 16, à 12h30, film *L'assiette sale,* 19h : débat *Sortir du nucléaire,* 21 h : film *Les brebis font de la résistance.* Mercredi 17, 12h, film *Tous comptes faits,* 19h : conférence de Christian Jacquiau sur le commerce équitable, 21h : film *Sous les pavés... la Terre.* Jeudi 18, 12h, film *Equitable,* 14h: table-ronde sur la consommation étudiante, conférence *Nord-Sud et agriculture,* 21 h : film *Noir coton.* Vendredi 19, 12h, film *Pour quelques grains d'or,* 19h : conférence Christian Vélot sur les OGM... et différents spectacles, promenades... *Association Energie Citoyenne, Maison des Etudiants, local X25, Université de Perpignan, tél. : 04 68 08 25 12, energie_citoyenne@yahoo.fr.*

Ille-et-Vilaine : je construis une maison, 13 et 14 mars, puis 10 et 11 avril, jardin de Saules à Bazouges-sous-Hédé, *Les amis du petit patrimoine, 2, rue de la Lande, 35630 Bazouges-sous-Hédé, tél. : 02 99 45 52 22, http://lesamisdupetitpat.free.fr.*

Vaucluse : communiquer sans violence, 13 et 14 mars à Grambois, comment éviter que la parole n'envenime la situation, comment respecter la parole de l'autre, la communication non-verbale, comment exprimer ses émotions. *IFMAN Méditerranée, Le Pey Gros, 13490 Jouques, tél. : 04 42 67 66 40, www.ifman.fr.*

Lyon : Initiation aux jeux coopératifs, 13 mars et 3 avril à 15h, école Alain-Fournier, 28, rue Berty-Albrecht, Lyon 8e, *Man-Lyon, 04 78 74 77 09 ou contact@silencelaviolencelyon.fr. ou http://silencelaviolencelyon.fr.*

Lille : sans papiers, ne plus vivre cachés, 13 mars au Jardin Vauban et bois de Boulogne, exposition de photographies d'Abdoulaye Sima de 17 sans-papiers de Lille. Interpellation des candidats aux élections régionales. *Ligue des droits de l'Homme, 23, rue Gosselet, 59000 Lille, tél. : 03 20 53 84 30, http://ldh.npdc.free.fr.*

Ain : prise de décisions par consensus, 13 au 17 mars, à l'écocentre du Tiocan (Thoiry), formation de 40 h selon la méthode enseignée par Jack Reed, stage facilité par Emilie Galan. Pour recréer des relations saines les uns avec les autres, où les jeux de pouvoir et d'ego disparaissent et où tout le monde gagne, la pratique du consensus est un outil transformationnel puissant. Limité à 10 personnes. *Association Objectif Gaia, place du Belvédère, route Forestière, 01710 Thoiry, tél. : 04 50 41 48 09, www.objectifgaia.info.*

Limoges : 32e fête de l'amitié entre les peuples, 13 mars à partir de 17h, pavillon de Buxerolles, thème de l'année : ma planète, mon village. Stands associatifs, expositions, débats... *MRAP, 28, rue des Papillons, 87000 Limoges, tél. : 05 55 37 56 91, http://mrap87.blog4ever.com.*

Paris : la dépollution biologique, 14 mars à 15h, pavillon du Lac, parc de Bercy, Paris 12e. Conférence sur le rôle des plantes et bactéries vis-à-vis des pollutions par les métaux lourds, les hydrocarbures, les substances radioactives, les engrais, les pesticides. *Service de l'écologie urbaine de la ville de Paris, tél. : 01 71 28 50 56.*

Rennes : semaine de l'environnement, 14 au 21 mars, sur le campus universitaire et dans le centre ville. Extrait du programme : Dimanche 14 de 10h à 20h, apprendre à faire son pain bio. Lundi 15, à 12h : repas bio au resto U à prix libre ; 18h : film *Food inc* ; 19h : repas insolent. Mardi 16, à 12h, repas-débat sur la citoyenneté responsable ; 14h : atelier pour apprendre à faire ses produits d'entretien ; 16 h, ... ses cosmétiques ; 18h : table-ronde sur les formes actuelles de militantisme ; 20h, film *Nos enfants nous accuseront.* Mercredi 17, 12h, repas-débat autour de la biodiversité, 18h : débat sur l'homme, la nature, la biodiversité, les responsabilités ; 20h : débat sur les algues vertes. Jeudi 18, 12h, repas-débat sur entreprises et développement durable ; 15h : fabrication et pose de composteur dans la ville ; 18h30 : débat économie sociale et solidaire. Vendredi 19, 12h, repas-débat sur la santé ; 14h, conférence sur les additifs alimentaires ; 18h : conférence sur les ondes électromagnétiques. Samedi 20, 12h, repas-débat sur les énergies ; 14h : course de lenteur ; 15h : Vélorution ; 17h30 : film et débat sur les agrocarburants, 20h : concert de clôture. Programme complet : *Association Ar Vuez, 263, avenue Leclerc, 35042 Rennes cedex, www.arvuez.org.*

Tours : "fille de…", 15 mars de 18h30 à 20h30 au Congrès, 1, place Leclerc, débat sur ce thème. *Café des femmes, http://pagesperso-orange.fr/cafedesfemmes/index.htm.*

Villeurbanne : 18e semaine de la solidarité, Microcosmos, 15 et 16 mars à 18h30 sur le campus de la Doua (Tram Gaston-Berger), projection de films africains et débats. Le 17 à partir de 14h, ateliers avec enfants des centres sociaux, à 20h, soupe de la solidarité. Le 18 à 13h30, défilé de rue puis à 20h, soirée africaine et concert. Le 19 à 20h, soirée électro. Le 20 à 13h30, ateliers jonglage, 20h : scène ouverte. *Karnaval humanitaire, BDE Insa, 20, avenue A.-Einstein, 69100 Villeurbanne, karnaval_insa@yahoogroupes.fr.*

Paris : ma vie sans pétrole, 16 mars à 19h30 à l'Institut finlandais, projection d'un documentaire de John Webster, une famille finlandaise essaie de voir comment se priver du pétrole et de ses produits dérivés pendant un an. Le pari devient vite tragicomique, l'harmonie familiale est mise à rude épreuve... *Institut finlandais, 60, rue des Ecoles, 75005 Paris, tél. : 01 40 51 89 09, www.institut-finlandais.asso.fr.*

Paris : croissance, décroissance, 16 mars à 17h30, salle des fêtes de la mairie du 10e, *4D, cité européenne des Récollets, 150-154, rue du Faubourg-Saint-Martin, 75010 Paris, tél. : 01 44 64 74 94, www.association4d.org.*

Nantes : des abeilles dans la prairie, 16 mars à 20h, Muséum d'histoire naturelle, 12, rue Voltaire, conférence de Gilles Mahé, naturaliste de Bretagne vivante sur la surmortalité des abeilles et les causes possibles. *Bretagne vivante, 186, rue Anatole-France, BP 63121 Brest cedex3, tél. : 02 98 49 07 18, www.bretagne-vivante.org.*

Lyon : Silence la violence, 17 mars à 20h30, MJC Monplaisir, 25 avenue des Frères-Lumière, projection du film "Ça commence aujourd'hui" et débat avec le réalisateur Bertrand Tavernier. *Man-Lyon, 04 78 74 77 09 ou contact@silencelaviolencelyon.fr. ou http://silencelaviolencelyon.fr.*

Corrèze : pacification en Algérie, 17 mars à 20h30 à la Salle Latreille de Tulle, film d'André Gazut et débat avec l'auteur. *Peuples et culture Corrèze, 51 bis, rue Louis-Mie, 19000 Tulle, tél. : 05 55 26 32 25.*

Bas-Rhin : fabriquer ses produits d'entretien, 17 mars à 14h, formation à Sparsbach, *Ecotidienne, Lydia Christmann, 15, rue Principale, 67370 Sparsbach, tél. : 03 88 89 20 83, www.ecotidienne.fr.*

Côtes-d'Armor : jardins de paix, 18 mars, à la Corbinière des Landes, inauguration avec la fondation Kerjean Polignac et Terre et humanisme d'un jardin de paix dans le cadre de la décennie pour des initiatives de paix. Présence de Pierre Rabhi. *Corbinière des landes, 22230 Goméné, tél. : 02 96 26 56 84.*

Toulouse : construction écologique, la question des parois, 18 mars à 19h15, à Friture, formation pratique, *Friture, 22, place du Salin, 31000 Toulouse, tél. : 09 54 62 04 01, www.friture.net.*

Lyon : désobéissance au travail, 18 mars à la MJC Vieux-Lyon, salle Léo-Ferré. Film d'Isaac Isitan sur l'auto-organisation du travail en Argentine après la crise de décembre 2001. Entrée gratuite. *MJC Vieux-Lyon, 5, place Saint-Jean, 69005 Lyon, tél. : 04 78 42 48 71.*

Lyon, Les femmes de la Brukman, 18 mars à 20h, film d'Isaac Isitan sur la reprise d'une usine par des femmes après leur licenciement lors de la crise économique de 2001 en Argentine, suivi d'un débat avec Ciné Travail. *Salle Léo-Ferré, MJC du Vieux Lyon, 5 place Saint-Jean, 69005 Lyon, tél. : 04 78 42 48 71.*

Lyon : expédition de S!lence. 18 et 19 mars. Jeudi à partir de 15h, repas bio et végétarien offert à 20h30. Vendredi à partir de 9h30, repas de midi offert.

Saint-Etienne : salon Bois énergie 2010, 18 au 21 mars au Parc Expo, plus de 220 exposants. *BEES, BioEnergie Evénements et Services, tél. : 03 84 86 89 30, www.boisenergie.com.*

Reims : 35 rhums, 18 mars à 19h30 à la Maison de la vie associative, 122, rue du Barbâtre, projection-débat autour du film de Claire Denis organisée par *Attac-Reims, MJC Transvesle, 55, place Mozart, 51100 Reims, tél. : 03 26 06 31 58.*

Paris : 23e Vivre autrement, 19 au 22 mars, au Parc floral de Paris (bois de Vincennes). 400 exposants. Conférences sur l'emploi autrement, les vacances autrement, 50 ateliers pratiques et créatifs. *Spas, tél. : 01 45 56 09 09.*

Bas-Rhin : enduits de terre crue, 19 mars à 10h, formation à Sparsbach, *Ecotidienne, Lydia Christmann, 15, rue Principale, 67370 Sparsbach, tél. : 03 88 89 20 83, www.ecotidienne.fr.*

Paris : nos enfants nous accuseront, 20 mars à 15h, pavillon du Lac, parc de Bercy, Paris 12e. Dangers des pesticides et alternative biologique. Projection gratuite. *Service de l'écologie urbaine de la ville de Paris, tél. : 01 71 28 50 56.*



Dijon : semaine de l'environnement, du 20 au 27 mars, samedi 20, 18h, conférence : développement durable contre écologie démocratique. Dimanche 21 à 18h, repas insolent. Lundi 22, à 20h, film *Désentubages cathodiques* suivi d'un débat sur médias et écologie. Mardi 23, 16h : film *Déchets à ménager* suivi de démonstration de lombricompostage ; 17h30 : débat sur la gestion des déchets dans l'agglomération. 19h30 : rencontre avec Terres de lien et débat sur l'accès à la terre. 20h15 : film *Solutions locales pour un désordre global* et débat avec Coline Serreau. Mercredi 24, 20h, conférence *L'homme et la nature*. Jeudi 25, 12h45 film *Surplus, la consommation par la terreur,* 18h : manif ironique, messe à la consommation ; 19h30 : conférence *Agriculture paysanne et sécurité alimentaire.* Vendredi 26, 19h, conférence *Alternative à la croissance énergétique* avec l'association Négawatt. Samedi 26, 15h, vélorution. Programme complet : *Association Kir, tél. : 06 13 82 25 11, www.assokir.info.*

Ille-et-Vilaine : je réalise ma salle de bains, 20 et 21 mars puis 3 et 4 avril puis 17 et 18 avril, puis 15 et 16 mai, lotissement écologique de Bazouges-sous-Hédé, *Les amis du petit patrimoine, 2, rue de la Lande, 35630 Bazouges-sous-Hédé, tél. : 02 99 45 52 22, http://lesamisdupetitpat.free.fr.*

Lyon : pour une 'éducation' authentique, 20-21 mars, organisation et fondements du CREA (Cercle de réflexion pour une 'éducation' authentique), renseignements-inscriptions: *Annie, 04 78 37 95 31 ou 06 08 18 06 35, annie.dorey@gmail.com.*

Paris : Alliance végétarienne, 20 mars à 9h30, assemblée générale de la principale association végétarienne à l'Ageca, 177, rue de Charonne, Paris 11e. *Alliance végétarienne, BP 4, 77390 Chaumes-en-Brie, www.vegetarisme.fr.*

Partout : semaine sans pesticides, 20 au 30 mars. De très nombreuses actions au niveau des jardins, particuliers et publics, des collectivités, des jardineries... Programme sur *www.semaine-sans-pesticides.com.*

Arles : les services publics locaux, 20 mars de 10h à 17h30, à Saint-Martin-de-Crau, formation régionale organisée par *Attac Pays d'Arles, Maison de la vie associative, boulevard des Lices, 13200 Arles, tél. : 04 90 49 63 45.*

Rhône : 21e foire au miel et produits bios, 21 mars, salle Pierre-de-Coubertin et salle Sivos, à Chazay-d'Azergues. Exposants, associations, ateliers. 15 h : conférence de Vincent Tardieu auteur de "L'étrange silence des abeilles". 16h15 : conférence de Jean-Marie Colin, auteur de "la bombe, l'univers opaque du nucléaire". *Altern'info, André Abeillon, 8, rue Jean-de-la-Fontaine, 69380 Chazay-d'Azergues, tél. : 04 78 43 02 19.*

Corrèze : vidéomapping, 21 mars à 15h30, domaine de Sédières, à Clergoux, films d'animation autour de la question de la Palestine. *Peuples et culture Corrèze, 51 bis, rue Louis-Mie, 19000 Tulle, tél. : 05 55 26 32 25.*

Lille : vélo-tour des jardins partagés, 21 mars avec deux départs : l'un à 10h du jardin des Mille Lieux à Lambersart (84 bis, rue des Martyrs de la Résistance), l'autre à 14h, du Jardin du Pré muché à Lille. Parcours familial facile, venir avec son vélo. *AJONC, 13, rue Montaigne, 59000 Lille, tél. : 03 28 550 330, www.ajonc.org.*

Paris : les enjeux planétaires de l'eau, 22 mars à 14h30, pavillon du Lac, parc de Bercy, Paris 12e. Conférence gratuite. *Service de l'écologie urbaine de la ville de Paris, tél. : 01 71 28 50 56.*

Loire-Atlantique : 4e festival du film d'environnement, 22 au 29 mars à l'Atlantic Ciné, à Châteaubriant. Films et débats autour de grands thèmes : le jardinage, l'alimentation, l'écoconstruction. *Atlantic Ciné, 21, rue de la Vernisserie, 44110 Châteaubriant, tél. : 02 40 28 96 21.*

Strasbourg : semaine de l'environnement, le 22 à 18h, à l'Institut Le Bel, conférence sur la démocratie participative ; le 24 sur le parvis de la fac de droit, 10h-17h : bourse aux vélos et déversement de tracts publicitaires ; le 25, repas sobre en carbone au Resto U du FEC et de la Gallia ; à 18h, film *Tous comptes faits* à l'Institut Le Bel suivi d'une conférence avec des rédacteurs de *l'Age de Faire* et de *Silence*. *Campus vert, http://campusvert.u-strasbg.fr.*

Avignon : semaine de l'environnement, 23 mars à 14h, table ronde consommer équitable. Mercredi 24, 10h, ateliers écolos, 17h30 : repas insolent. Jeudi 25, 11h, carnet de voyage, après-midi : documentaires. *Association Latitudes, www.assolatitudes.org.*

Drôme : utilisation d'un compteur Geiger, 24 mars, 14h à 18h, comprendre les différents types de rayonnements, faire des comptages, interpréter les résultats, évaluer les risques... *Crii-Rad, Le Cime, 471, avenue Victor-Hugo, 26000 Valence, tél. : 04 75 41 82 50, www.criirad.org.*

Bio **Paris : jardiner écologique,** 24 mars à 14h30, pavillon du Lac, parc de Bercy, Paris 12e. Astuces écologiques pour entretenir vos plantes. Conférence gratuite. *Service de l'écologie urbaine de la ville de Paris, tél. : 01 71 28 50 56.*

Bouches-du-Rhône : découverte des invertébrés, 24 mars ou 21 avril ou 19 mai, Journée de découverte. *Le Loubatas, , BP 16, 13860 Peyrolles, tél. : 04 42 670 670, www.loubatas.org.*

Paris : le titanic apicole, la terreur pesticide, 24 mars à 14h30, pavillon du Lac, parc de Bercy, Paris 12e. Documentaire sur la disparition des abeilles. Projection gratuite. *Service de l'écologie urbaine de la ville de Paris, tél. : 01 71 28 50 56.*

Ille-et-Vilaine : Natura Zik, 24 et 28 mars, à Romillé et dans la forêt de Brocéliande. Stands, concerts, course de caddies équitables, conférences d'Eau et rivières de Bretagne, du Réseau sortir du nucléaire, du WWF, de Greenpeace, animation des petits débrouillards, repas africain et bio, entrée gratuite sauf soirée musicales. *Les Bâtisseurs d'événements, La Cour Chevé, 35850 Romillé, tél. : 02 99 23 15 11, www.naturazik.com.*

Toulouse : Palestine, 24 mars à 18h18, débat sur la situation actuelle en Palestine avec des volontaires de retour de mission à *La cantine du Salin, 3, rue de la Fonderie, 31000 Toulouse.*

Bio **Paris : jardiner écologique,** 24 mars à 14h30, pavillon du Lac, parc de Bercy, Paris 12e. Les bienfaits pour l'environnement et la santé du jardinage biologique. Conférence gratuite. *Service de l'écologie urbaine de la ville de Paris, tél. : 01 71 28 50 56.*

Isère : expérimenter la vie en communauté, 25 au 28 mars, à l'Arche de Saint-Antoine, avec des membres de la communauté, pour des jeunes de 25 à 35 ans qui souhaitent s'engager avec d'autres. *Arche de Saint-Antoine, 38160 Saint-Antoine-l'Abbaye, tél. : 04 76 36 45 97, arche-de-st-antoine.com.*

Essonne : les voyageurs de l'eau, 25 mars de 12h à 14h, MJC Maryse-Bastié, 12, place René-Coty, à Viry-Châtillon, deux ingénieurs ont fait un tour du monde autour des questions liées à la gestion de l'eau, lien avec les questions locales. Repas possible sur réservation. *SoliCités, 13, rue Nungesser-et-Coli, 91170 Viry-Châtillon, tél. : 01 69 56 97 91, www.solicites.org.*

Lyon : La relation parents-enfants, 25 mars 15h-16h30, école Philibert-Delorme, 159, route de Vienne, Lyon 8e, *Man-Lyon, 04 78 74 77 09 ou contact@silencelaviolence-lyon.fr. ou http://silencelaviolencelyon.fr.*

Toulouse : économie supportable ? 25 et 26 mars au centre des congrès Pierre-Baudis, pour son 34e congrès national, France nature environnement présentera un travail de réflexion transversal sur les scénarios possibles pour aller vers une économie supportable et désirable. Des interventions sont prévues de la part de représentants de la CFDT, de la CLCV... mais aussi de BNP et Lafarge ! *FNE, 81-83 bd Port-Royal, 75013 Paris, www.fne.asso.fr.*

Drôme : les réfugiés climatiques, nouveaux indésirables ? le 26 mars sur le Vercors, table-ronde avec Michel Agier, anthropologue et Hélène Flautre, députée européenne. *Centre du patrimoine arménien, 14, rue Louis-Gallet, 26000 Valence, tél. : 04 75 80 13 00, www.patrimoinearmenien.org.*

Loiret : rencontre du mouvement Colibris, 26 mars à 19 h à Semoy. Présentation de réalisations concrètes, interrogation sur les valeurs développées, débat autour de projets... *Colibris, le Mouvement pour la Terre et l'humanisme, 95, rue du Faubourg-Saint-Antoine, 75011 Paris, tél. : 01 42 15 50 17.*

Bas-Rhin : préparer ses peintures naturelles, 26 mars à 10h, formation à Sparsbach, *Ecotidienne, Lydia Christmann, 15, rue Principale, 67370 Sparsbach, tél. : 03 88 89 20 83, www.ecotidienne.fr.*

Pas-de-Calais : chantier assainissement naturel, 26 et 27 mars à Maninghem, de 10h à 18h, dans le cadre de la quinzaine de l'éco-construction, comprendre le fonctionnement de l'assainissement naturel, plantations des espèces végétales. *A petit pas, tél. : 03 21 41 70 07.*

Partout : une heure pour la planète, 27 mars de 20h30 à 21h30, 100 jours après le sommet de Copenhague, chacun-e est invité-e à couper le maximum de consommation électrique pendant une heure. *WWF, tél. : 01 55 25 84 64.*

Aix-en-Provence : éducation et non-violence, 27 et 28 mars, comment prévenir et réguler les conflits dans la relation éducative, comment développer chez l'enfant des aptitudes de respect et de coopération. *IFMAN Méditerranée, Le Pey Gros, 13490 Jouques, tél. : 04 42 67 66 40, www.ifman.fr.*

Rhône : l'autorité, 27 mars, Lyon 8e. La formation permet à la fois de travailler sur les attitudes spontanées lors des confrontations et sur ce qu'il est possible de mettre en place dans la durée pour construire un climat plus serein et asseoir son autorité, avec des enfants ou en situation éducative. *Ifman Rhône-Loire, 20, rue de l'Ancienne-Gare, 69200 Vénissieux, tél. : 04 77 89 20 28, www.ifman.fr.*

Drôme : radioactivité et radioprotection, 27 mars, 9h à 18h, notions de base sur la radioactivité, détection des rayonnements, manipulation des appareils de mesure, effets sanitaires, mode d'exposition et risques, normes en vigueur... *Crii-Rad, Le Cime, 471, avenue Victor-Hugo, 26000 Valence, tél. : 04 75 41 82 50, www.criirad.org.*

Lyon : L'autorité, 27 mars, 9h-17h30, école Alain-Fournier, 28, rue Berty-Albrecht, Lyon 8°, formation organisée par l'Ifman, institut de formation du Man. *Renseignements et inscription obligatoire par téléphone au 04 77 89 20 28 ou par courriel à ifman.rl@wanadoo.fr.*

Partout : 10e nuit de la chouette, 27 mars, en début de soirée, plusieurs centaines d'animations en lien avec les réserves naturelles et la Ligue pour la protection des oiseaux. *www.parc-naturels-regionaux.fr ou www.lpo.fr.*

Partout : no-sarkozy-day, 27 mars à partir de 14h, place de la Bastille à Paris, ailleurs en France devant les préfectures et sous-préfectures, à l'étranger devant les ambassades, rassemblement pour demander le rétablissement des valeurs de la République : liberté, égalité, fraternité, laïcité, démocratie et la démission de celui qui ne représente pas ces valeurs. *www.no-sarkozy-day.fr.*

Toulouse : ni pauvre, ni soumis, 27 mars, à 11H30 devant la préfecture, place Saint-Etienne, cortège jusqu'à la place du Capitole, arrivée vers 15h. Manifestation festive de soutien aux handicapés de toutes sortes, appelée par un large collectif d'associations. *http://nipauvrenisoumis.mp.free.fr.*

Bas-Rhin : vannerie paysagère, 27 mars à 9h30, formation à Sparsbach, *Ecotidienne, Lydia Christmann, 15, rue Principale, 67370 Sparsbach, tél. : 03 88 89 20 83, www.ecotidienne.fr.*

Gironde : 3e journée antipesticides, 28 mars de 10h à 18h, dans le cadre de la Semaine des alternatives aux pesticides, journée pour échanger...et changer, diffuser des informations relatives aux alternatives aux pesticides. Marché bio, stands associatifs, diffusion de film, conférences débats, animations pour les enfants et ateliers pratiques. restauration sur place. Entrée libre, salle des fêtes et alentours. *Association Alternatives Pesticides 33, Fabienne H. Hardy, tél. : 06 01 94 50 27.*

Paris : le Titanic apicole, la terreur pesticide, 28 mars à 15h, pavillon du Lac, parc de Bercy, Paris 12e. La disparition des abeilles et le rôle des produits chimiques déversés par l'homme dans la nature. Projection gratuite. *Service de l'écologie urbaine de la ville de Paris, tél. : 01 71 28 50 56.*

Lyon : Silence la violence, 30 mars à 18h30, Collège Longchambon, 24 rue Stéphan-Coignet, Lyon 8°, "La violence à l'école" par Daniel Ephritikhine, psychologue clinicien, spécialisé dans l'accompagnement d'équipes éducatives sur la prévention de la violence. *Man-Lyon, 04 78 74 77 09 ou contact@silencelaviolenceylon.fr. ou http://silencelaviolencelyon.fr.*

Toulouse : Urgence liberté, 31 mars à 18h18, débat sur les restrictions actuelles des libertés avec la Ligue des droits de l'Homme à *La cantine du Salin, 3, rue de la Fonderie, 31000 Toulouse.*

Paris : la pollution des sols, 31 mars à 14h30, pavillon du Lac, parc de Bercy, Paris 12e. Conférence gratuite. *Service de l'écologie urbaine de la ville de Paris, tél. : 01 71 28 50 56.*

annonces

Vivre ensemble

■ **Finistère.** Nous avons acheté un magnifique terrain à Lennon il y a quatre ans, à cinq personnes — trois foyers. L'idée était d'habiter et de vivre chacun à sa façon sur le terrain mais pas isolé et permettant ainsi à des projets communs de naître plus facilement. Aujourd'hui il y a une maison en paille avec une famille nombreuse, un dôme en bois super tranquille, un cabanon avec toutes les commodités pour le collectif (électricité, eau chaude courante, douche...), une biquette et encore beaucoup de potentiel. Il y a eu une grande yourte qui se libère et donc une part à vendre. Offre : 33 % d'un terrain de 1 ha avec des prairies — dont une parcelle constructible disponible —, des ruines habitables à retaper, du bois... Tout cela se trouve en centre Finistère, à 1 km du bourg de Lennon, au bout du hameau de Kermagon. Si le statut d'indivision est un problème, on peut changer. Si des envies de potager, de poulailler, de faire du bois, de faire de la zic ou autre sont présentes, tant mieux ! Le prix de la part est de 20 000 €. Contact : *teiaguitton@yahoo.fr*.

■ **Maine-et-Loire.** Le petit Ecart est un projet d'habitat groupé intergénérationnel, "chacun chez soi avec une démarche collective réfléchie pour un réel désir de mieux vivre ensemble", échanges intellectuels, montage de projets, mutualisation d'idées, de compétences et de matériel. Cherchons des personnes intéressées pour réfléchir, créer, rechercher et mettre en route ce projet... Demandons rencontre préalable pour confronter nos différences et nos personnalités. *Tél. : 02 41 82 73 85, lepetitecart@gmail.com, http://lepetitecart.free.fr/blog/.*

Agir ensemble

■ Ex-salariée d'association (expérience organisation d'événements culturels et édition), actuellement en formation CAP cuisine, cherche structure alternative ayant besoin d'une seconde de cuisine dynamique et passionnée de belles et bonnes nourritures à faire partager. Disponible à partir du 15 juin 2010 (après obtention du CAP). Etudie toutes propositions. *Régine Gondeau, tél. : 06 72 18 81 59.*

■ En installation agricole sur une petite ferme préservée, nous recherchons des personnes motivées par le retour à la terre, pour échanges, coups de main, chantiers collectifs (bâtiments, clôtures, bois, animaux, potagers, etc.). Hébergement : camping, toilettes sèches, douche solaire. Nombreuses possibilités si entente (et courage!). Précision : nous visons à l'action, ce n'est pas un lieu de ressourcement ou de thérapie, ni un gîte, mais un chantier. *La ferme du Conté, 16420 Saint-Christophe.*

■ **Région Alençon-Argentan,** Silencieux-(ses), écolos, aimant arts (peinture, littérature, musique...), énergies douces, rencontrons-nous un verre à la main dans ferme étrange... *Tél. : 06 78 35 55 76.*

■ **Gard,** couple un enfant de 2,5 ans, offre emplacement sur terrain pour yourte, tipi ou logement mobil-home à personne seule ou couple, enfants bienvenus, sans animaux et sans dépendances (alcool, tabac...), en échange de présence et entretien (jardin...) lors de nos absences. A convenir durée, possibilité de faire un jardin bio exclusivement. *Florence Viard, chemin des Malautières, 30130 Saint-Paulet-de-Caissons, tél. : 04 66 39 16 01, spiflo@voila.fr.*

Recherche

■ *S!lence* et le *Cedrats* cherchent pour leur documentation *les bulletins de l'Apre,* Agence de presse pour la réhabilitation écologique, édités hebdomadairement à partir de 1975. Nous cherchons également une collection de *Combat non-violent* paru dans les années 1970 (il nous manque les numéros 1 à 88 puis après 134). En échange, le *Cedrats* peut vous offrir quelques livres disponibles en double. *Ecrire à S!lence.*

Partage

■ **Saône-et-Loire.** Logement meublé T2 duplex 50 m², neuf, dans propriété confortable, plein sud, au sud de la Bourgogne, à 71300 Mary, à personne seule ou couple, non-fumeur, contre aide au jardinage-bricolage et éventuellement ménage (20h/hebdo, consommation eau, chauffage, électricité, à charge de l'occupant). Bref séjour possible (WWOOF). *Jean-Pierre : lepoub71@yahoo.fr, 03 85 79 92 17.*

Logement

■ **Lyon.** Je m'appelle Stéphanie, 26 ans. Je fais un break dans ma vie côté boulot. Actuellement en colocation à Lyon, aux Terreaux, je souhaite m'isoler un moment afin de faire mûrir quelques projets : je cherche à sous-louer un appartement ou un studio à Lyon, de préférence dans les pentes de la Croix-Rousse. Proposition idéale dans le cadre de votre projet de voyage ou de stage. Je suis très soucieuse de la qualité de mon espace vital, je m'occuperai de faire vivre votre lieu avec beaucoup de respect et d'harmonie. Je n'ai pas de portable et suis joignable à *sgourmelen@hotmail.fr.*

Immobilier

■ **Sud de la Haute-Vienne.** A vendre 22 ha d'un tenant : 4 ha de bois, 2 ha de Plu obtenu, le reste en prairies et terres agricoles. Pas d'entrant depuis cinq ans (possibilité d'obtention du label AB) source, rue, puits, maison 100 m² au sol + 1er étage, grange 400 m². Diverses annexes dont four à pain. le tout en bon état et en construction traditionnelle. 280 000 € *possibilité reprise en SCI. Contact patrchabriand@laposte.net.*

■ **Haute-Loire,** entre Brioude et La Chaise-Dieu, 600 m d'altitude, 22 ha (19 d'un seul tenant), bois, terres à défricher, rivière, petite maison restaurée, sur sol et deux niveaux, SdB, wc, 5 pièces. Eau : pompe photovoltaïque sur puits et citerne de récupération des eaux de pluie. Environnement beau et préservé, nombreuses possibilités : forestière, agricole, apicole... Village à 5 km, bourg tous commerces 10 km. 200 000 €. *Tél : 06 48 33 94 86 le matin.*

Pour commander un ancien numéro

Seuls ces numéros sont disponibles.
Ils sont à commander à
Silence, 9 rue Dumenge, 69317 Lyon Cedex 09.

Cochez le(s) numéro(s) désiré(s).
Faites le total (4,60 € l'exemplaire).
Ajouter les frais de port (2 € pour un ex., 3 € pour 2 ex., 4 € pour 3 ex. et plus).
Indiquez le total de votre règlement :

VOS COORDONNÉES — MERCI D'ÉCRIRE EN MAJUSCULES

Nom :

Prénom :

Adresse :

Code Postal :

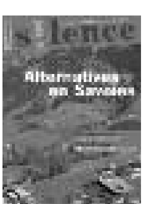
Ville :

Ne faites qu'un seul chèque si vous vous abonnez également... voir en page 47. Chèque à l'ordre de Silence.

Numéros régionaux

- ☐ 325 Nord-Pas-de-Calais
- ☐ 331 Ariège et Hautes-Pyrénées
- ☐ 337 Paris
- ☐ 348 Centre
- ☐ 353 Haute-Garonne et Gers
- ☐ 359 Seine Saint-Denis
- ☐ 364 Savoies
- ☐ 370 Nièvre et Saône-et-Loire
- ☐ 375 Gard et Lozère









☐ 351 ☐ 354 ☐ 355 ☐ 356 ☐ 357 ☐ 360

☐ 361 ☐ 362 ☐ 363 ☐ 365 ☐ 366 ☐ 368

☐ 369 ☐ 371 ☐ 372 ☐ 373 ☐ 374 ☐ 376

Le détail des sommaires est consultable sur : www.revuesilence.net

Les faucheurs se ramassent à l'Appel

Le 27 août 2007, des membres du collectif des *Faucheurs Volontaires* neutralisent un champ de maïs génétiquement modifié appartenant à la firme Monsanto, sur le site de Poinville en Eure-et-Loire. Suite à cette action, 58 d'entre eux se rendent volontairement à la gendarmerie afin de décliner leur identité et de revendiquer leur acte.

■ Pour renouveler le stock de faucilles vous pouvez envoyer un chèque à l'ordre de "Comité de soutien aux faucheurs de Pithiviers", à l'adresse : *Comité de soutien aux faucheurs de Pithiviers, s/c Loiret Nature Environnement, 64, route d'Olivet, 45100 Orléans.*

Silence remercie les dessinateurs Maëster et Gilles Rebechi pour leur aimable autorisation de reproduire ici leurs croquis.

Les faucheurs volontaires et les dessin'acteurs sortiront un livre sur les "aventures" de ce mouvement social, mêlant dessins et témoignages, au mois de mai 2010. Vous en entendrez parler ! Voir *www.dessinacteurs.org.*

Le 5 juin 2008, le tribunal correctionnel de Chartres les relaxe pour cette action, ainsi que ceux qui avaient refusé de se soumettre au prélèvement ADN lors de leur garde à vue, et déboute Monsanto. Il reconnaît l'état de nécessité, estimant qu'il répond à des intérêts sociaux et environnementaux de valeur constitutionnelle définis dans la Charte de l'environnement.

Le procureur fait pourtant appel, et nous retrouvons nos Faucheurs à la cour d'appel de Versailles du 18 au 20 novembre 2009 pour de nouvelles aventures juridiques. Malgré la régularité des condamnations en appel, quelques espoirs subsistent et l'espoir d'une décision positive pouvant faire jurisprudence plane dans les esprits.

Pour l'organisation du procès, c'est l'association Yvelines sans OGM qui assure : accueil et logement des prévenus, logistique, coordination des activités… Le "Centre 8" est le point névralgique. Y sont organisés repas, conférences et échanges pratiques. Des journées thématiques y sont tenues, sur l'actualité des OGM, la relocalisation de l'agriculture et de l'alimentation (avec Yann Fiévet d'Action Consommation, Guy Kastler du réseau Semences Paysannes, Aurélie Trouvé d'Attac, Serge Latouche…), la désobéissance civile (avec Jean-Baptiste Libouban…).

Des ouvriers de Continental sont présents en soutien, des travailleurs sans-papiers en grève viennent quant à eux témoigner de leur combat devant une assemblée attentive. La solidarité n'a pas de frontières.



Jean-Baptiste Libouban




Gilles Rebechi

Une marche assez suivie accompagne les 57 prévenu-e-s (l'un d'entre eux est décédé depuis l'action) au tribunal. La première journée est consacrée à l'audition de leurs témoignages. Apparaît alors une mosaïque de visages, de parcours étonnants par leur variété. Un paysage de résistances et de biodiversité…



Gilles Rebechi

Durant les trois journées que durera le procès, la présidente offrira une écoute mêlée d'ennui et ne coupera jamais la parole.

Le deuxième jour d'audience est consacré à l'audition des témoins de Monsanto, puis de la défense. Une confrontation est organisée entre scientifiques. Christian Vélot, Gilles-Eric Séralini et Pierre-Henri Gouillon apportent un crédit scientifique inestimable à l'action des faucheurs.

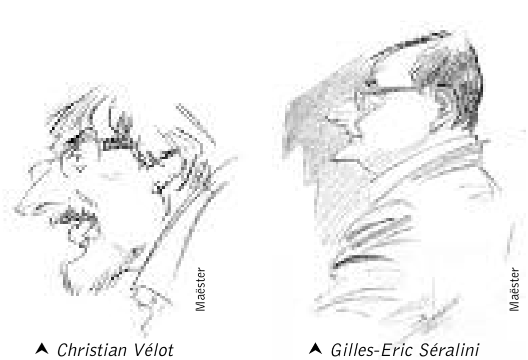
Puis suivent quelques témoins politiques mettant en valeur la difficulté du pouvoir politique face aux lobbies (la sénatrice Marie-Christine Blandin), les répercussions des OGM sur l'alimentation mondiale (Aurélie Trouvé), la désobéissance civile, la question du prélèvement ADN (Mathieu Bonduelle, du syndicat de la magistrature)...



Nicolas Gallon

Maëster

Ce sont les avocats qui, le dernier après-midi, ont droit à la salve finale : l'avocate de la "victime" Monsanto, puis les trois avocats de la défense, orchestrée avec virtuosité par Nicolas Gallon, jeune collaborateur de François Roux.



⮝ Christian Vélot ⮝ Gilles-Eric Séralini

On se quitte au bout de trois jours avec l'impression d'avoir vécu un moment de solidarité, d'apprentissage de la résistance et de tissage de liens. C'est déjà ça de gagné.

Les médias quant à eux répercutent timidement l'action. Le bon peuple versaillais ne se montre que de loin en loin, sans aucun doute terrassé par la grippe A. Sinon, quelle liesse ç'aurait été ! On n'imagine même pas.

22 janvier 2010, 14 h : le verdict tombe. Et les illusions avec. La cour a suivi les réquisitions du procureur en condamnant 53 militants à trois mois de prison avec sursis et 1000 € d'amende chacun. Pour les quatre reconnus comme récidivistes, c'est 120 jours-amendes à 30 € 11 000 € de préjudice moral et matériel et 3000 € pour les frais de procès doivent par ailleurs être payés solidairement par les prévenus. Une paille, certes, comparé aux 1,3 millions réclamés par Monsanto ! Par contre concernant l'ADN, les "grévistes de la salive" ont été relaxés. Allez, le cour d'appel fait des progrès, la prochaine fois, ce sera les deux ?

André Croutant ■



⮝⮟ L'avocate de Monsanto







Aousserd, c'est où ça ?

Jeunes femmes sahraouis

En 1989, à Berlin, tombe le "mur de la honte". Mais depuis, d'autres "murs de la honte", l'ont remplacé : en Palestine, le plus connu, entre le Mexique et les USA, moins connu, ou encore, pratiquement ignoré, celui du Sahara. Depuis 1987, le "mur des sables", long de plus de 2700 km, gardé par plus de 100 000 soldats, "contient" 120 000 personnes hors de leur territoire (c'est son originalité), au beau milieu du désert.

En 1975, l'Espagne qui "administrait" le Sahara Occidental se retire. Au mépris des populations sahraouies qui vivaient alors sur ce territoire, le Maroc revendique et envahit la partie Ouest (la côte), la plus riche (pêche et phosphate notamment) ; la Mauritanie envahit la partie Est. Depuis, la Mauritanie a rendu le territoire, mais le Maroc continue à occuper "sa" partie et à s'opposer à un référendum sur l'autodétermination du peuple natif du lieu et qui y vivait. Pourtant, depuis 1991, soit depuis bientôt vingt ans, les Nations Unies "préparent" un référendum sur l'autodétermination du peuple sahraoui — auquel la France oppose régulièrement son veto. Statu quo donc, au bénéfice des intérêts économiques, politiques, hégémoniques… directs du Maroc et indirects de la France, amie du Maroc[1]. Les dirigeants sahraouis y trouvent certainement aussi des avantages, comme tous les dirigeants des peuples opprimés. Autant de raisons donc pour que la situation perdure.

Comment vivent ces êtres humains, dans la chaleur ou les vents de sable du désert, sans eau, sans arbres ni autres plantes, sans ressources naturelles, financières, humaines, presque oubliés de tous et de l'histoire ?

Aousserd est l'un des cinq campements de réfugiés Sahraouis, à l'extrême Sud-Ouest de l'Algérie. On y vit comme partout ailleurs : production, approvisionnement, distribution, politique, déchets, famille, école, religion, énergie, déplacements… Seules les modalités diffèrent de celles d'autres endroits. Illustrations.

Dépendance alimentaire

Rien ne pousse dans le désert, à cause surtout des vents de sable qui détruisent tout. Les quelques essais de production protégée (sous serre) reviennent plus cher que d'importer des légumes.

Toute la nourriture est donc "importée" d'ailleurs — pour l'essentiel offerte par divers pays et organisations intergouvernementales. Pour les pays donateurs, c'est, sans doute, politiquement plus "intéressant" que de rendre sa terre et l'autonomie alimentaire à ce peuple. Quelques produits "frais", une fois par semaine : pommes de terre, oignons, carottes, dattes. Sinon : farine, riz, hari-

1. Le président français et son épouse ont passé leurs vacances de Nouvel An 2010 chez leur ami, le roi du Maroc…



Dans une boutique…

cots, lentilles… Biscuits énergétiques et soja sont distribués, à l'occasion, dans les écoles.

On peut aussi acheter, dans quelques boutiques, de la salade, des tomates, des fruits (des bananes d'Équateur, par exemple)… venus d'Algérie, le pays "hôte".

On se brosse les dents avec la tige qui porte les dattes ou bien avec une tige d'arbre venu d'une partie du désert encore boisé.

Pour les toilettes, on creuse un simple puisard, alimenté depuis une cuvette "à la turque", avec un récipient d'eau pour se nettoyer (pas de papier toilette évidemment). Le même abri sert aussi pour la "douche" — deux bouteilles de 1,5 l pour les hôtes —, avec une seconde évacuation pour l'eau savonneuse.

L'eau provient de forages, installés par des Espagnols. Des camions-citernes la distribuent dans des citernes familiales de 1000 litres. Elle est propre et potable. Ensuite, on remplit des bidons. Pour la boisson, la toilette, la vaisselle, la lessive, la cuisine… avec parcimonie.

S'abriter

Le vêtement est fourni aussi par l'aide extérieure, de moins en moins, et acheté, de plus en plus, dans les boutiques.

Les hommes ont conservé le turban : 3 m de tissu qui entourent et protègent la tête et le visage.

Les femmes portent le foulard islamique, mais, à l'extérieur, se voilent complètement le visage et le corps (lunettes de soleil, gants, chaussettes…) surtout par coquetterie : pour éviter de bronzer et ainsi rester blanches. L'un des cosmétiques sert d'ailleurs à se blanchir le visage avec un fond de teint blanc.

La "ville" est faite de maisons en terre et de quelques tentes (données par l'aide internationale). Les nouveaux couples et leur famille s'installent généralement à côté de la maman de l'épouse. On imagine le "plan" d'urbanisme, les encombrements et les réinstallations obligées sur des espaces plus grands.

La vie de famille

Le mariage est une grande fête, coûteuse pour le futur mari : vingt "robes", vingt couvertures, 2 tapis, 2 services à thé, des valises de vêtements et de produits de toilette et cosmétiques pour la mariée et sa maman… un dromadaire et cinq moutons ou chèvres pour la fête…

Naissent une bonne dizaine d'enfants. Dans cette famille, Khadija, l'aînée, dit à sa maman d'arrêter après le 11e enfant, mais la maman, elle-même seule survivante d'une fratrie de onze lui dit : "tu ne sais pas ce que c'est de ne pas avoir de frères et de sœurs". Alors, Khadija ne dit plus rien.

L'amour (conjugal) n'est pas un sentiment connu ni cultivé. Les mariages sont surtout des unions de raison, néanmoins librement consenties. Le mari peut rompre le mariage du jour au lendemain et sans explications ; la femme doit, en principe, rendre alors ce qu'elle a reçu.

Les enfants grandissent librement, les plus grands s'occupent des plus petits, et ils sont traités avec beaucoup de compréhension.

L'une des filles de la famille s'occupe de ses parents jusqu'à leur mort, généralement sans se marier.

La femme tient le foyer, l'homme part ramener ce qu'il peut — notamment la maison elle-même et son contenu (murs, toit, portes, tapis, coussins, ustensiles de cuisine, cuisinière, etc.). Ainsi, le mari de Khadija est parti en Espagne, le lendemain du mariage. Depuis des années maintenant, il y cherche du travail pour, un jour, revenir et construire la maison du "couple".

Sobriété énergétique

La majorité des personnes se déplacent à pied, dans la "ville". Pour les déplacements inter-villes, il y a des taxis collectifs, un bus parfois, ainsi que quelques voitures particulières ou officielles. Les voitures sont offertes par des amis étrangers ou par des membres de la famille expatriés.

Le gazole est à 0,50 € le litre. Le charbon de bois est à 10 € le sac de 20-25 litres (pour faire le thé, car, dit-on, "l'eau bouillie avec du charbon de bois a meilleur goût que celle bouillie sur le gaz !").

L'électricité n'existe que dans deux villes (dont le centre administratif) et partiellement dans une troisième (2 fois par jour). Le reste du temps et ailleurs, comme à Aousserd, on utilise des capteurs photovoltaïques qui chargent une batterie, laquelle permet alors, avec un transformateur (en 220 volts) de charger les téléphones portables, dans la journée, et, le soir, de s'éclairer et de regarder la télévision.

Deux émetteurs de téléphone pour l'ensemble des camps, donc plusieurs "villes" sans téléphone. À certains endroits, à Aousserd, en montant sur une dune, on peut obtenir une connexion téléphonique.

Pour en savoir plus

- Elisabeth Peltier, *Malgré tout Dakhla existe, chronique d'un campement sahraoui,* Paris, L'Harmattan, 2009, 242 p., à commander de préférence, au même prix (22 €), chez l'auteur : de cette manière, 6 € sont employés à des actions d'accompagnement en faveur des défavorisés sahraouis, tél. : 04 90 70 37 81 ou 06 62 67 64 58, jelv@club-internet.fr.
- Régine Villemont, *Avec les Saharouis. Une histoire solidaire de 1975 à nos jours,* L'Harmattan, 2009, 354 p., 29 €.
- Annaïg Abjean, *Zahra Julien, Sahraouis : exil, identités,* L'Harmattan, 2004.

Sites :

- www.arso.org (association de soutien à un référendum libre et régulier au Sahara Occidental)
- www.sahara-info.org, le bulletin de l'association française des amis de la RASD.
- www.spsrasd.info (agence de presse de la RASD)



Distribution de légumes



Groupes d'hommes jouant… aux Dames.

Le gaz butane est distribué gratuitement dans les foyers. Gaz, pétrole et dérivés, électricité (dans deux campements) sont offerts par l'Algérie.

Un maigre Etat

La République arabe sahraouie démocratique dispose d'un appareil d'Etat : présidence, ministres, parlement, ambassades…

Une "capitale" administrative et cinq "villes", chacune divisée en six "arrondissements", divisés, à leur tour, en quatre quartiers. La distribution des biens et services se fait au niveau des arrondissements ou des quartiers. Là s'organise la répartition entre les familles. Chaque "arrondissement" dispose d'une école maternelle et primaire et d'un dispensaire. La "ville" dispose d'un "hôpital" (sans moyens) et d'un tribunal (une audience hebdomadaire) et, pour certaines, d'un collège (classes de 6e exclusivement). A partir de la 6e, les élèves suivent une scolarité soit dans un internat (du "12 Octobre"), installé en plein désert lui aussi (c'est donc une 7e implantation), soit en Algérie (hors des camps).

Les études supérieures se suivent principalement en Algérie, en Espagne, à Cuba, en Libye.

Chaque année, des charters conduisent tous les enfants de 8 à 12 ans (autour de 12 000 enfants) deux mois de vacances, en juillet-août, dans des familles d'accueil d'Espagne, pour l'essentiel, un peu d'Italie et de France (voir ci-contre). À Pâques, les familles d'accueil espagnoles viennent, par charters, passer quelques jours dans la famille de l'enfant qu'elles reçoivent.

Une économie de solidarité

Il n'y a pas d'activités de production — quelques briques de terre et quelques rares dromadaires (pour la viande). Chaque famille a quelques chèvres pour la consommation familiale (lait, viande). Les chèvres valorisent tous les déchets de cuisine — et mangent même les cartons ou le tissu.

Quelques micro-projets de transformation, encouragés et financés par des ONG. Quelques "garages" de mécanique auto ou des ateliers de métallerie.

Un peu de commerce de charbon de bois — qui achève le déboisement du désert — ou de produits divers de première nécessité.

Le sens et l'idée du travail salarié n'existent pas puisque la nourriture est fournie gratuitement à tous et qu'il n'y a pas de "marché" monétaire (échanges de services et solidarités principalement). La monnaie utilisée est le dinar algérien.

L'armée, l'enseignement, la santé et les autres services publics sont assurés bénévolement en échange de quelques avantages en nature : uniforme (vêtement), biscuits et autres dons… et d'une indemnité trimestrielle de 100 à 150 €, payée avec un ou plusieurs mois de retard.

Les ressources de l'Etat proviennent de l'aide internationale (financière ou en nature).

Plus de 120 000 personnes, oubliées, derrière un mur de plus de 2700 km, vivent ainsi, exclusivement et artificiellement, mais aussi délibérément, suspendus à l'aide internationale, publique et privée (principalement espagnole), dans un désert hostile, sans eau courante, sans électricité, sans végétation, sans ressources, sans rien, mais avec, en revanche, des tempêtes de sable et des températures extrêmes…

Cette situation dure depuis trente-cinq ans.

Jusqu'à quand encore ?

Peut-être, par exemple, jusqu'à ce que les Français, du pays des "droits humains", exigent clairement de ceux qu'ils élisent pour les diriger de ne plus s'opposer au référendum d'autodétermination. L'ARSO (association de soutien à un référendum libre et régulier au Sahara occidental), par exemple, a besoin de mon aide pour cela. Et pour contribuer à alléger la vie des réfugiés, je peux aider, même modestement, l'AARASD (association française des amis de la RASD).

Jean-Pierre Lepri ■

L'accueil d'enfants sahraouis en France en été

Une partie de la population sahraouie "est en exil, son pays étant occupé depuis 30 ans par le Maroc". L'accueil en France d'enfants sahraouis réfugiés "est un acte humanitaire, mais aussi un geste politique : la reconnaissance de l'existence du peuple sahraoui et de son droit à s'autodéterminer et à vivre libre et indépendant dans son pays qu'est le Sahara occidental". Cette solidarité humanitaire et politique est déployée par l'AARASD *(Association française des amis de la RASD)* depuis 1980. Accueillis par de nombreuses associations, comités d'entreprises et familles, une bonne centaine d'enfants sahraouis séjournent en France, en juillet-août.

■ *Association française des amis de la RASD,* 356, rue de Vaugirard, 75015 Paris, Régine Villemont, tél. : 02 43 21 15 46, bur.aarasd@wanadoo.fr.



Les chèvres mangent tout. Même les nattes !

De plus en plus de voix pour l'abandon du projet d'aéroport

Le relais du débat sur l'aéroport de Nantes au niveau national a permis une dynamisation locale de l'opposition[1]. Une *Régionale Tracto-Vélo* sillonnera les Pays de la Loire et la Bretagne du 1er au 6 mars 2010 pour dénoncer l'absurdité du projet. Celui-ci s'annonce comme un sujet majeur des prochaines élections régionales.

Grâce au *Camp Action Climat* et à la *Semaine de résistance* de l'été 2009, l'absurdité du projet de nouvel aéroport — le seul en France — a trouvé un large écho dans les médias régionaux… et nationaux ! *Le Monde* en particulier critique régulièrement l'entêtement des principaux élus locaux à poursuivre ce projet inutile, anti-écologique, destructeur et ruineux.

Plus de 550 élus doutent de la pertinence du projet

En juin 2009, quatorze élus du département ont écrit à leurs collègues et lancé l'idée d'un Collectif d'élus doutant de la pertinence du projet d'aéroport (le Cédpa ; aeroportnddl.fr). Ils sont aujourd'hui plus de 550 et travaillent activement en lien avec les 32 associations et mouvements politiques opposés au projet.

Des pilotes citoyens

Alors que les porteurs du projet ont toujours prudemment évité d'interroger des professionnels sur la pertinence du projet, plusieurs pilotes ont pris l'initiative de parler dans les médias régionaux. Ils réfutent les justifications des porteurs du projet concernant la capacité des équipements actuels et de prétendus problèmes de sécurité. Ils qualifient le projet de *"folie des grandeurs"*, *"d'absurdité"*. Constitués en collectif informel, ils viennent désormais épauler les militants associatifs lors des présentations publiques.

Un diaporama très demandé

Deux des associations engagées pour l'abandon du projet, l'Acipa et Solidarités Ecologie, ont mis au point un diaporama qui présente l'historique du projet, son inutilité, sa nocivité et des solutions pour optimiser l'aéroport existant. Ce diaporama est très demandé, dans tout le département et au-delà, à l'initiative de toutes sortes d'associations ou d'élus. Il permet de donner une information factuelle, chiffrée, solide, de développer des arguments de bon sens. Les incantations des porteurs du projet pour *"le développement économique"*, *"le désenclavement"*, *"l'emploi"* pâlissent assez vite en général face à ce travail sérieux.

Des citoyens obstinément vigilants

Chaque jour, deux "citoyens vigilants" sont présents devant le Conseil général avec des panneaux. Obstinément. Cette vigie a fêté son premier anniversaire en octobre. Par cette action, les personnes qui travaillent au Conseil général, élus et administratifs, ne peuvent oublier le sujet, elles en parlent. Les Nantais sont également touchés et très nombreux sont ceux qui encouragent, soutiennent et signent la pétition.

En septembre et octobre 2009, chaque jour ou presque, des personnes se sont opposées de façon non violente aux sondages géotechniques. Ceux-ci n'ont pu se faire que sous très, très haute surveillance. Des maisons sont occupées en signe de résistance.

Enervements chez les porteurs du projet

Toutes ces actions suscitent des énervements chez les porteurs du projet. Ainsi, cet été, un certain nombre d'élus de Nantes Métropole ont reçu un *Argumentaire en faveur du transfert de l'aéroport actuel,* document ni daté, ni signé… Un mois plus tard, le même document a été remis aux militants socialistes lors de leur fête de la rose départementale. La Coordination des opposants au projet a ensuite adressé à tous les élus de Nantes Métropole un document de réponse à cet argumentaire.

A l'automne, des "espions" du Conseil Général ont assisté à bon nombre de présentations du diaporama en prenant des notes… et en fin d'année le Conseil général a créé son propre diaporama pour tenter de répondre aux arguments avancés.

En réponse au Collectif d'élus, le maire de Nantes a convaincu l'ensemble des maires socialistes de l'agglomération de signer un document disant leur attachement au projet. Des pressions innommables ont été exercées sur des militants PS non convaincus du projet, au point que certains ont donné leur démission. Le débat sur le sujet à l'intérieur du Parti Socialiste est interdit !

Une présence forte pour les élections régionales

La Coordination des opposants au projet a adressé à chacune des têtes de listes des prochaines élections, un courrier leur demandant de se positionner. Elle organise un tour de la région du 1er au 6 mars, pour sensibiliser les personnes des autres départements. La "Régionale Tracto-Vélo" traversera les principales villes de la région. A chaque étape, des associations locales et des élus organiseront une soirée de présentation du diaporama et d'échanges, intégrant des luttes locales. Il y aura de la musique. La régionale se terminera par une grande manifestation le 6 mars à Nantes.

Geneviève Lebouteux ■

La Régionale Tracto-Vélo du lundi 1er au samedi 6 mars 2010

La Régionale Tracto-Vélo est un tour de la région en tracteurs et vélos. Son objectif est d'informer la population sur l'aberration du projet de nouvel aéroport à Notre-Dame-des-Landes, de protéger la Terre, de lutter contre le réchauffement climatique, d'interpeller les responsables politiques et les électeurs en vue des élections régionales, d'amplifier l'action au niveau régional et national.

Les communes traversées seront les suivantes (en majuscules celles des étapes du soir) : Notre Dame des Landes, Blain, REDON, Guer, RENNES, Vitré, LAVAL, Sablé, ANGERS, Cholet, LA ROCHE-SUR-YON, Saint-Philbert-de-Grandlieu, NANTES.

Grande manifestation le samedi 6 mars à Nantes pour l'arrivée de la Tracto-Vélo. Rendez vous 14h30 place du commerce.

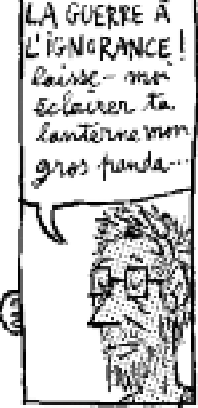


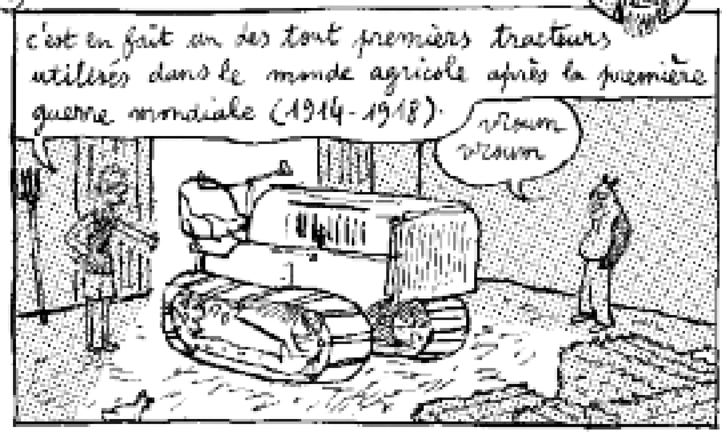
Vigies devant le Conseil Général

1. Voir en particulier le dossier sur l'avion dans le n°369 de *Silence* (juin 2009) et le compte-rendu des actions de l'été dans le n°372 de *Silence* (octobre 2009).

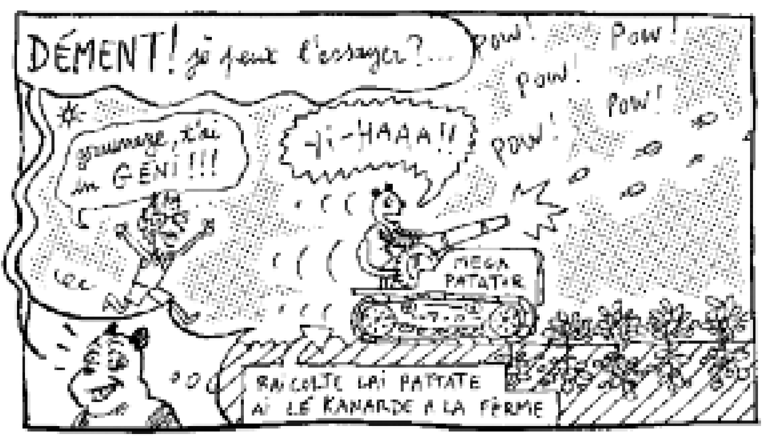


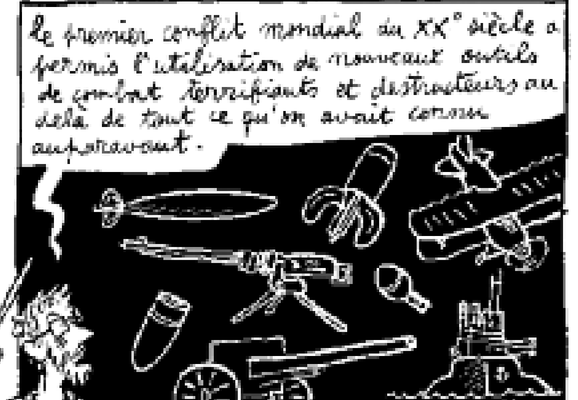
















et si à l'époque l'utilisation de ces produits est justifiable afin de RELANCER rapidement la production agricole d'un monde en pleine reconstruction, elle permet aussi aux très nombreuses usines de guerre de se reconvertir pour survivre et faire faire de beaux PROFITS aux marchands de ces substances...

...

ainsi la guerre donne l'opportunité à une production considérée au siècle précédent comme IMPOSSIBLE À RENTABILISER de voir le jour. il semblerait d'ailleurs que LIEBIG lui-même (l'inventeur du nitrate chimique) ai mis en garde quant à une utilisation accrue de l'AZOTE DE SYNTHÈSE – qui a un effet DESTRUCTEUR sur la vie des sols – et appelé par voie de conséquence à la SAGESSE de ne pas en faire une habitude...

LIEBIG ? comme le bouillon de légumes ?









Le purin d'ortie



préparation

- faites tremper des orties fraîches dans un récipient en bois, voire en plastique (pas de fer).

1KG d'orties pour 9L d'eau

- recouvrez, et remuez le mélange tous les deux jours.

signalons que le purin est plus efficace si les orties sont broyées!

utilisations

en insecticide et fongicide*

- diluer du purin de moins de cinq jours.

1 à 2L pour 10L d'eau

- répandre le mélange à l'arrosoir au pied des plantes, ou sur leur feuilles.

sauf sur celles des SOLANÉES**
grrrr!
hé! hé! une tomate qui parle...
AAAARGH!

* (= contre les champignons qui attaquent les plantes)
** (→ tomates, aubergines, patates...)

en fertilisant

- attendre que le purin sente bien fort. c'est prêt!



- diluer **1L pour 10L d'eau**

(⚠ pas de trop forte concentration)
→ ouf! ÇA NE SENT PLUS GRAND CHOSE...

- en arroser les cultures une fois par semaine (si possible après la pluie) ou y tremper les pots de ses plantes d'appartement pendant 15 min.



Un avenir incertain...



Magama Krakov

Le choix de viser la grande distribution pour promouvoir le "commerce équitable" a provoqué des réactions des grandes marques avec aujourd'hui un risque important de "dilution" du commerce équitable.

Si, dans un premier temps, de grandes chaînes de distribution ont accepté de diffuser des produits portant le logo *Max Havelaar,* ces mêmes grands magasins ont vite compris comment ils pouvaient détourner l'idée, soit en créant leur propre marque de "commerce équitable" (qui en principe garantit un revenu supérieur au producteur) soit en adoptant des logos moins contraignants (style "développement durable"), multipliant ainsi les offres et mettant le consommateur dans l'impossibilité de savoir ce qu'il soutient en achetant plutôt l'une ou l'autre des marques.

Cette confusion, soigneusement entretenue par les multinationales, leur permet, à peu de frais, de communiquer sur leur démarche éthique[1] sans pour autant remettre en cause l'essentiel de leurs pratiques : peser sur les marchés internationaux pour obtenir les produits aux prix les plus bas et engranger une marge maximale.

Retour à la case départ ?

Benoît Daviron et Isabelle Vagneon, chercheurs au CIRAD[2], estiment que se profile à l'horizon une remise en cause importante de la situation actuelle[3]. Avec un commerce équitable qui reste une niche dans le commerce mondial, les coopératives de producteurs auront toujours des problèmes pour écouler leur production et devront sans cesse essayer de s'adapter à de nouvelles exigences (bio et équitable, respect de la biodiversité, conditions de travail des salariés…). Ceci implique pour les producteurs de nombreuses démarches, formations, transports pour assurer leur certification… avec le risque qu'à la fin cela coûte plus cher que le bénéfice apporté par cette certification.

Des coopératives mexicaines de café équitable ont ainsi déjà enregistré des baisses de livraison de production, les intermédiaires classiques réussissant à convaincre les producteurs de leur revendre tout ou partie de leur production… sans contrôle.

Deuxième grand problème au niveau des producteurs : le manque de débouchés fait que le "commerce équitable" ne profite toujours qu'à un faible nombre de producteurs, alors que la majorité reste soumise au marché international, d'où des conflits locaux entre coopératives pour placer leur production certifiée… au risque de se heurter à de gros acheteurs (les multinationales) qui peuvent alors jouer les prix à la baisse.

Enfin, les révoltes de la faim constatées en 2008, dans de nombreux pays, après une hausse brutale des prix internationaux[4], a rappelé à l'évidence que miser sur des cultures d'exportation peut être dangereux et qu'il est important pour les producteurs locaux d'assurer d'abord leur indépendance alimentaire. Les grandes filières du commerce équitable ne répondent pas à cette préoccupation pourtant essentielle.

Dans son récent livre, Frédéric Karpyta[5] montre bien comment le capitalisme a su une nouvelle fois s'adapter à ce concept… sans rien remettre en cause de fondamental. Même si le petit producteur de café touche un peu plus à la fin de l'année (1050 dollars au lieu de 1000), il n'a aucune conscience de ce que devient son café, ignore généralement ce qu'est *Max Havelaar* ou une autre marque et n'aura jamais les moyens de se payer un café dans un magasin *Starbucks*[6]. Même si les promoteurs du "commerce équitable" à grande échelle sont friands de communication montrant quelques paysans heureux, quelques réalisations sociales des coopératives, le monde reste fortement inéquitable et le commerce dit "équitable" n'y a pour le moment rien changé.

1. Ce que l'on appelle le *greenwashing*, ou mettre une couche de peinture verte.
2. Centre international de recherche agronomique pour le développement, www.cirad.fr.
3. "Commerce équitable, un avenir menacé ?", *Cahiers Economie et Gestion* n°97, 2008.
4. Probablement liée au développement des agrocarburants. Voir "Pierre Rabhi, pénuries alimentaires, des solutions existent", *Silence* n°358 p 38.
5. *La face cachée du commerce équitable, comment le business fait main basse sur une idée généreuse,* éd. Bourin, 2009, 200 p.
6. Multinationale proposant actuellement deux cafés "équitables" dans ses établissements au fonctionnement inéquitable.

D'autres pistes...

La fédération *Artisans du monde,* après des débats passionnés en son sein, a fort heureusement pris la décision de ne pas emboîter le pas à *Max Havelaar* dans le domaine de la grande distribution. Elle a engagé une réflexion intéressante, suite à des critiques provenant du réseau *Minga,* sur la concurrence déloyale que pouvait provoquer le fait que ses boutiques sont souvent tenues par des bénévoles[7].

Des coopératives et des ONG du Sud ont posé clairement la question de mettre en place des réseaux de commerce Sud-Sud[8]. Le réseau *Minga,* en relation avec la *Confédération paysanne, Nature et Progrès* et d'autres, a clairement posé la question du commerce équitable Nord-Nord.

Enfin, les réseaux écologistes et décroissants ont présenté des objections importantes à ce commerce Sud-Nord : cultures néocoloniales, empreinte écologique provoquée par les distances…

Le développement rapide des AMAP[9] a montré qu'une autre forme de commerce équitable peut se mettre en place en relocalisant l'économie. Une forme de "commerce de proximité" qui s'accommode tout à fait de la crise économique actuelle, alors que le commerce équitable en grande surface semble en pâtir actuellement (contrairement à la bio).

Reste que le repli sur une agriculture de proximité ne résout en rien la situation économique des petits producteurs du Sud. Comme l'avance Jean-Pierre Boris, dans son livre[10], c'est par le retour à l'action politique que l'on peut le plus efficacement agir. Les multinationales ont obtenu, via l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce) l'abolition de prix planchers internationaux pour les matières premières ; les réinstaurer, avec l'accord des pays producteurs, permettrait d'apporter un revenu correct d'un seul coup à l'ensemble des producteurs, au lieu de n'en favoriser qu'un minuscule pourcentage.

Michel Bernard ■

L'arbre qui cache la forêt ?

Pendant que l'on nous présente, dans les salons écolos, des défilés de mode de vêtements équitables, le coton transgénique se plante de plus en plus largement en Afrique sous contrôle de la firme Dagris, importateur pour Max Havelaar.

Pendant que l'on nous fait déguster du thé équitable, le phénomène de concentration des grandes plantations au Sud continue inexorablement. Max Havelaar pour se lancer dans le commerce du thé a fait disparaître la notion de "petit producteur" de son argumentation.

Pour le moment le commerce équitable ne semble pas influer sur la marche du monde.

Fairtrade food fights poverty
Buy
Fairtrade Fortnight
26 February to 11 March

▲ *Cette affiche nous dit que "la nourriture labellisée commerce équitable combat la pauvreté" et en gros "Achetez" (Buy). Une affiche certes efficace (merci à l'agence de pub !), mais peu honnête. Même si Oxfam consacre son énergie à financer des initiatives sociales dans le Sud, globalement la pauvreté ne régresse pas avec le développement du commerce équitable !*

■ Fédération Artisans du monde, 53, boulevard de Strasbourg, 75010 Paris, tél. : 01 56 03 93 50, www.artisans-dumonde.org. *170 points de vente.*

■ Minga, 1, quai du square, 93200 Saint-Denis, tél. : 01 48 09 92 53, www.minga.net. *60 structures adhérentes.*



Magama Krakov

7. Donc avec des coûts de fonctionnement moins élevés que pour une boutique avec un salarié.
8. Voir l'ONG **Enda** au Sénégal ou la campagne *Afrique Verte* menée avec le soutien de *Frères des hommes* : www.afriqueverte.org.
9. Association pour le maintien d'une agriculture paysanne.
10. *Commerce inéquitable, le roman noir des matières premières,* Hachette littératures, 2005.

La contestation par le potager

L'agroécologie dévoile l'envergure économique et sociale de tous les prolongements d'une agriculture qui se soucie de son impact. On peut commencer à son échelle…



Quentin Lacoste

UNE MICRO-CULTURE PEUT ÊTRE PRATIQUÉE DONT les micros résultats peuvent s'additionner. Il n'existe pas plus, dans ce domaine, de petites doses positives que l'on puisse négliger à l'instar des faibles radiations funestes qui s'ajoutent. J'en viens à ma conclusion : le concept du potager politique. Ce qui nécessite quelques explications.

Et une anecdote que voici : dans le cadre d'une expérience de décroissance appliquée, nous avons acquis une nouvelle maison plus petite que la précédente. Le jardin est aussi beaucoup plus petit. Où diable allions-nous caser le potager bio indispensable à notre survie ?

Casse croute

Il y avait bien, derrière la maison, un bout de cour ingrat où n'était planté qu'un étendoir à linge les pieds ancrés dans le béton. De précédents habitants avaient cimenté toute la surface sans lésiner sur l'épaisseur. L'idée saugrenue de transformer le béton en bonne terre avait germé dans nos têtes avant toute germination réelle et attendue.

Je passe sur les détails : trouver de l'aide pour défoncer, trouver de la terre arable non polluée… Etant donné l'exiguïté de la surface, nous avions demandé un demi camion et on nous livra un camion entier, le tas atteignant le premier étage.

Nous avions de la terre à cultiver, mais dans le sens vertical. A nous de la rendre horizontale ; au temps du numérique, la brouette et la pelle sont toujours d'un grand secours.

En une semaine de travail acharné, la terre était horizontale. Cependant, comme nous en avions trop, il a fallu la disposer selon plusieurs niveaux, avec petites barrières bois, comme dans les jardins du Moyen-âge reconstitués pour les touristes. C'est joli, mais je ne veux pas vous parler d'esthétique, je veux vous parler de politique.

Parce que nos voisins, ricanant sans doute à nous voir brouetter sans relâche ni 35 h, ont commencé à se poser des questions. Stade suivant : à nous poser des questions. Pourquoi casser un béton costaud si pratique pour éliminer l'herbe, qui est mauvaise, l'herbe, c'est bien connu, pour fabriquer des sortes de drôles de petites terrasses ? Et vous allez planter quoi ? Des légumes ! Mines stupéfaites de ceux qui savent le supermarché pas loin… Oui, mais ils seront sans engrais, sans traitement aucun, nos légumes.

Un an après, on a pu distribuer quelques menus excédents aux questionneurs, quand les haricots nous submergeaient et quand les salades allaient monter.

Notre travail de fous avait suscité la curiosité, sinon la moquerie, et maintenant que l'on reconnaissait le bien fondé de l'action, un débat était possible : s'il existe des personnes d'apparence normale qui se donnent tant de peine pour avoir du "bio" à la place du béton, c'est qu'il doit y avoir des raisons…

Le potager politique

Le potager politique peut se faire partout. Transformer un morceau de pelouse, une platebande, pour des légumes bio, cela suffit pour expliquer au voisinage pourquoi on essaye d'éviter de se servir dans les grandes surfaces, pourquoi le round-up est un poison, pourquoi l'industrie chimique est dangereuse etc, etc.

Et c'est tout le système économique qui ne va pas. Ce qu'ils vendent au rayon fruits et légumes du supermarché, ça vient d'Argentine ou du Chili, est-ce que vous trouvez ça normal ?

Beaux, nos poireaux ? Oui, pas mal, vous en voulez deux ou trois ? Ils ne pollueront pas l'air par leur transport jusqu'à votre marmite, ceux-là ! Le poireau est ainsi promu au rang de lien social.

Au-delà du rôle de facteur d'échange de la production potagère, il est à noter, également, que le jardinier peut éprouver une grande satisfaction à la contemplation de la métamorphose du béton en végétaux comestibles et de la tenue des débats qui s'ensuivent.

Je ne suis pas assez compétente pour mesurer exactement la valeur du concept économico-social du micro potager urbain volontaire. Le calcul devrait considérer la surface de la parcelle convertie, sa localisation (la présence de la grande distribution tout autour accentuant l'effet contestataire), l'efficacité au mètre carré sur l'environnement et la mentalité du voisinage.

Il conviendrait de mesurer aussi le volume d'eau rendu à la nappe phréatique par l'élimination du béton (ou goudron, ou dallage selon les cas) qui imperméabilisait le sol.

Enfin, il serait utile de comptabiliser le nombre de citoyens susceptibles de militer par micro jardinage pour connaître le nombre qu'il faut atteindre pour faire basculer le système économique.

Je plaisante ? Peut-être…

Car, dès que l'on prend conscience de la valeur symbolique de l'acte, apparaissent des corollaires, la question de la souveraineté alimentaire, par exemple, mise en péril par les multinationales semencières et leurs brevets[1]. Sauver des semences dans les jardinets urbains devient alors une noble tâche.

Madeleine Nutchey ■

1. On sait qu'elles ont fait disparaître en Irak des quantités de blés, de palmiers dattiers et de légumes cultivés depuis des siècles.


D.R.

Apprendre la non-violence

De tragiques faits divers liés à la violence à l'école nous rappellent régulièrement qu'il est important de commencer dès le plus jeune âge des actions de prévention envers les enfants. Voilà pourquoi le MAN Lyon[1] après d'autres (MAN Nancy, MAN-Rodez...) s'est lancé dans une grande action "Silence la violence". Il s'agit d'une exposition pour les enfants primaires de 6 à 11 ans et aussi toute une série d'animation pour les adultes (parents, enseignants, animateurs....).

Silence la violence est une exposition interactive qui invite enfants, parents, enseignants, éducateurs à réfléchir et dialoguer autour de la régulation des conflits et du vivre ensemble. Quatre contes présentent des situations concrètes : la possession du même objet (le ver de terre et les oiseaux) ; la différence (les chameaux et le dromadaire) ; les conséquences après la disparition d'un objet (le chat et la souris) ; la possession du même territoire (loups contre loups).

Apprendre en s'amusant

Chaque conte se déroule dans une maison de 25 m². Les enfants par groupe de 6 ou 8 manipulent, jouent, s'expriment. Il est proposé aux enfants des classes primaires la visite guidée de deux maisons soit 1h30. Lors de la visite et de l'animation de l'exposition, les enfants sont pris en charge et accompagnés par des animateurs spécialement formés au parcours de cette exposition, et à la régulation des conflits. Un temps d'accueil spécifique est prévu pour les adultes accompagnants (enseignants, animateurs de centre aéré, parents…). Pendant ce temps d'accueil d'autres outils pédagogiques comme une vidéo et le livre de contes "Silence la Violence" sont proposés en animation. La visite de l'exposition et l'animation pour les enfants et les adultes sont gratuites. Parallèlement à cette exposition, toute une série d'animations est proposée en partenariat avec les différentes structures du quartier ou de la commune.

Le prise de conscience du risque de la violence

La première démarche de changement des comportements suppose une bonne connaissance des risques de l'utilisation de la violence et de ses conséquences, tant sur le plan de la santé que sur celui des relations intrafamiliales ou sociales. La prévention des comportements de violence des enfants se fait essentiellement par l'apprentissage direct. C'est en découvrant eux-mêmes les solutions aux situations de conflits qui leur sont présentées que les enfants apprennent à prévenir la violence de leurs comportements et à développer les aptitudes adaptées. La forme ludique de l'apprentissage proposé facilite la prise de conscience de l'existence de solutions alternatives à la violence. Le soutien de ces apprentissages incombe principalement aux parents. Ils seront confortés dans la nécessité de privilégier le dialogue dans toute situation de conflit. Cette action s'inscrit dans le soutien à la parentalité.

En ce qui concernent les enseignants, l'exposition peut leur offrir l'occasion de se saisir d'outils pédagogiques et de communication adaptés à leur population scolaire pour développer une pédagogie pour mieux vivre ensemble. Les actions initiées pourront donner lieu à des prolongements intégrés dans les programmes scolaires et les contextes pédagogiques locaux. La mise en œuvre d'une telle exposition et des animations témoigne de l'actualité et du réalisme d'une culture de la non violence : "une idée qui fait son chemin !"

Yvette Bailly,
MAN-Lyon ■

A Lyon l'exposition est proposée du 1er mars au 10 avril 2010 à l'école Alain-Fournier, 28, rue Berty-Albrecht, Lyon 8e, en semaine de 8h30 à 11h30 et de 13h30 à 17h pour des groupes d'enfants de 6 à 12 ans des écoles et des centres de loisirs, sur réservation au 04 78 74 77 09 ou *contact@silencelaviolencelyon.fr*. Le samedi, ouverture de 14h à 16h pour tous (enfants et adultes). Toute une série d'animations est proposée avec les différentes structures du quartier de Lyon 8e. Voir sur le site www.silencelaviolencelyon.fr.

Voir le programme des conférences et animations dans l'agenda.

Non-violence XXI, fonds associatif dédié au financement d'une culture de non-violence, a participé, parmi d'autres, au financement de ce parcours-exposition.

Non-Violence XXI soutient la non-violence : soutenez Non-Violence XXI en faisant un don ! 114 rue de Vaugirard, 75006 Paris, tél. : 01 45 48 37 62, www.nonviolence21.com.

1. Mouvement pour une alternative non-violente, 114, rue de Vaugirard, 75006 Paris, tél. : 01 45 44 48 25, www.nonviolence.fr.



Vous pouvez nous envoyer des textes pour le courrier des lecteurs soit par courrier postal, soit en passant par le formulaire de contact qui se trouve sur le site de Silence : *www.revuesilence.net.*



D.R.

Notre dame des Landes et les Verts

Contrairement à ce qui est écrit dans le n°374 de *S!lence* (page 28), Les Verts sont le premier parti politique à s'être officiellement positionné contre le projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes dès 1998. Ils sont également l'un des membres fondateurs, avec Les Alternatifs et plusieurs associations, de la Coordination contre ce projet passéiste. Depuis, le MEI et plus récemment la LCR, le NPA, le Parti de Gauche et Cap21 ont rejoint la Coordination, mais pas le Modem, dont seul-e-s quelques élu-e-s se sont déclaré-e-s anti-aéroport. Cette information est vérifiable dans le n°369 de *S!lence* (page 6) ! En outre, dans ce même numéro de juin 2009, Michèle Rivasi, aujourd'hui députée Verts Europe Ecologie, défend sans ambiguïté "une décroissance des gaspillages et des déplacements" (page 35). Aux côtés de nombreux acteurs locaux luttant contre ce projet d'aéroport inutile, nuisible et ruineux, les militant-e-s et élu-e-s Verts s'engagent sur le terrain au quotidien : manifestations, débats publics, vigie "Citoyens vigilants" devant le Conseil Général 44, participation au Camp Action Climat (à titre individuel) et à la Semaine de Résistance, conférences et communiqués de presse, interventions récurrentes dans toutes les assemblées (municipale, départementale, régionale et nationale), positionnement clair lors de toutes les élections depuis plus de dix ans... Les multiples articles publiés dans les journaux et sur internet sont autant de preuves de mobilisation (…).

Gwendal Révault
Loire-Atlantique

Relations avec les journalistes

Travaillant à temps partiel à la télévision publique je mets mon grain de sel pour commenter la brève "autogestion et liberté" publiée page 38 à la fin de l'article de *S!lence* d'octobre 2009 sur Notre-Dame-des-Landes. J'avais eu, il y a quelques années, une conversation avec Patrick Baronnet (La maison autonome) qui avait eu le problème sur l'éco-festival qu'il organise tous les deux ans. "Comment faire, me demandait-il en substance, pour éviter qu'un journaliste ne plaque sur la manifestation l'image filmée du seul olibrius qu'il aura trouvé, non représentatif que de lui-même mais correspondant à ses préjugés journalistiques ?".
Je lui avais répondu cela : "accompagner tous les journalistes dès l'entrée, ne pas les lâcher d'une semelle pour vérifier qu'ils ne glissent pas dans ce genre de dérive et, dans cette hypothèse, intervenir de façon incontournable. En effet, un sujet d'une minute trente sur TF1 peut torpiller des années de travail militant, ce qui est "dans la boîte" est "dans la boîte" et pourra toujours être utilisé ; enfin le droit de réponse est beaucoup plus difficile à appliquer à la télévision que dans la presse écrite. Les journalistes, hélas, sont comme les militants, il y a les "bons" et les "mauvais" (je simplifie mais c'est pour faire court). Ils ont horreur qu'on cherche à leur enseigner leur métier, mais ceux qui sont sérieux ne se formaliseront pas de cet accompagnement discret (…). Ceux qui rechigneront se désigneront d'eux-mêmes à l'attention. Mais on n'est pas à l'abri d'une taupe qui ne s'annoncera ni par sa carte de presse, ni par du matériel visible. Il faut donc, ce qui est beaucoup plus complexe, travailler aussi à ce que tous les participants aient un discours cohérent, la première règle étant d'être capable de dire "je ne sais pas ; je suis venu ici à titre individuel / pour accompagner quelqu'un / etc.", la deuxième, à la télévision, étant d'être très bref et de s'en tenir à l'essentiel.
Il ne s'agit donc pas de se cacher, mais de ne pas être naïf (…).

Jean Monestier
Pyrénées-Orientales

Pilule ni féministe, ni écologique

Je voulais réagir à la brève "femmes" du n°372 sur la pilule avec comprimés placebo à prendre les jours d'interruption. Je ne trouve cette info ni féminine, ni écologique.
Pas écologique car la pilule est constituée de molécules de synthèse, elle supprime le processus naturel pour le remplacer par un processus artificiel contrôlé et contrôlable (là c'est même un petit côté politique !). Et d'après une brève que vous aviez publiée il y a quelques années, elle est soupçonnée (accusée ?) de libérer des taux massifs d'oestrogènes (via les eaux usées) dans les rivières, perturbant la reproduction des espèces animales.
Pas féminine car l'homme est totalement mis hors-jeu de la contraception (certes c'est aussi le but : que la femme ait la maîtrise de sa fertilité) et la femme en porte toute la responsabilité (oublis…).
Mais surtout la femme est assujettie à un "médicament" aux effets secondaires nombreux (obésité, troubles cardio-vasculaires, cancers du sein…). Elle est dépossédée de la connaissance du fonctionnement "normal" de son corps. Son cycle est contrôlé de l'extérieur, quelle belle autonomie !
Il existe des moyens de contraception efficaces, naturels et inoffensifs, basés sur la connaissance de son propre corps (cf. *Alternative Santé* de septembre 2008). Il suffirait juste que les femmes soient informées de leur existence (écoles, gynéco-ateliers pour toutes les femmes, pas seulement quelques alternatives bien renseignées). Pour moi promouvoir la pilule contraceptive, c'est comme vanter les engrais chimiques (bon, l'engrais "fertilise", la pilule défertilise !), ça n'a pas sa place dans *S!lence*.
Pour continuer dans le domaine de la fertilité, je trouve bien que vous souleviez la question du nombre d'enfants par femme à limiter pour la survie de l'espèce humaine (et des autres) : ce sujet est frappé d'un tabou ! Il est politiquement incorrect (il faut "repeupler la France" et "relancer la croissance") et socialement inacceptable (à tenter auprès d'amis tout heureux d'annoncer l'arrivée d'un quatrième…). La décroissance passe aussi par une décroissance en nombre ! Bref, pour résumer tout ça, il faut penser une décroissance de la fertilité, qui ne passe pas par la pilule !

Cathy Girard-Madoux
Savoie

D.R.

Nudité malvenue

Ce petit mot pour vous dire que je suis déçu par le choix du visuel de couverture pour votre numéro 374. Loin d'être un cul bénit, je trouve qu'il est hors de propos de montrer des hommes et des femmes nus pour illustrer le sujet lié au corps. Ou alors, autant choisir des êtres humains réellement représentatifs de la population : des jeunes mais aussi des « vieux », des enfants, des « blancs », mais aussi des « jaunes », des « noirs »..., des beaux mais aussi des « laids ». Et pourquoi nu ? N'est-on pas déjà assez agressé par ces couvertures de magasines qui ornent les devantures des marchands de journaux de corps dénudés ? Pourquoi en rajouter ? Comme il est dit dans l'article sur "Mon corps est un champ de bataille", p 11 : "Que les modèles de beauté soient réellement multiples : femmes âgées, handicapées, non-blanches, grosses..."

Laurent Fabre
Tarn-et-Garonne

Nudistes sous la neige

J'ai été très surpris par l'image de couverture de S!lence n°374. Mettre des gens nus sur un paysage de neige me semble indécent s'il s'agit d'un montage.
Mais peut-être est-ce une forme de "rituel" pratiqué par certains peuples qui prennent un bain d'air collectif en dehors de toute honte face à la nudité et proclament ainsi les vertus de l'harmonie avec son corps par ce bain vivifiant. Une harmonie que le "toujours plus" dans la boulimie de l'avoir ne comblera jamais. Ces naturistes accepteraient-ils de lancer un message au monde en se laissant photographier ? J'espère que le photographe a prévenu ces naturistes avant de prendre son cliché si c'est un vrai cliché. S!lence aurait dû se fendre d'une petite explication . Mais je n'en ai pas trouvé et je le regrette.

Michel Marko
Lot-et-Garonne

Silence : *Les légendes des photos de couverture sont situées en dessous de l'éditorial. Cette photographie n'est pas un photomontage mais est issue du travail de l'artiste Spencer Tunick. Le dossier "Le corps, champ de bataille" avec un article sur les usages revendicatifs de la nudité, ainsi que l'article sur les réfugiés climatiques, en ce mois de sommet de Copenhague, nous ont convaincu de publier cette photographie réalisée en soutien à une campagne de Greenpeace sur la vulnérabilité des humains face au dérèglement climatique.*





L'article de Michel Bernard "Comment convaincre de se passer de la voiture" (n°375) a suscité de nombreuses réactions, dont voici quelques-unes.

Vélo = ridicule ?

(...) Dans *Le Monde* du 18 novembre 2009, deux pages sont consacrées à la présentation du village de Douelle (Lot), trente ans après la parution du livre « Les Trente Glorieuses », de Jean Fourastié. L'économiste inventeur de cette expression avait posé sa loupe sur ce village (dont il était originaire), et sur les bouleversements économiques et sociaux qu'il avait connus entre 1946 et 1975. Un encart de cette double page du Monde, rédigée par Marie-Pierre Subtil, a retenu mon attention. Il a pour titre « Presque une voiture pour deux habitants ». (...)
José Roucanières, vigneron de 61 ans, a gardé en tête une image de son enfance. Il se revoit jouer au foot dans la rue, l'artère principale de Douelle, parallèle au Lot. « On en a cassé, des carreaux ! » Les voitures s'arrêtaient. « Essayez maintenant... » La rue est étroite, la circulation incessante. (...) En 1946, il y avait cinq voitures dans le village. En 1975, on en comptait 280. Et trente ans plus tard ? L'Insee en recensait 331 en 2006, pour 733 habitants. Presque une automobile pour deux personnes. (...) Quand je taille la vigne, j'ai le temps de regarder, explique Yvan Cagnac, vigneron. Parfois, sur dix voitures, il y a neuf femmes, seules. (...) » Elles vont travailler, chercher leur fils au cours de musique, leur fille au collège, faire les courses au supermarché à Cahors... Jérôme Peyrot, un enseignant (...), limite ses allers-retours à la ville, distante de 11 km, à trois par jour, « mais il y a beaucoup de gens qui y vont quatre-cinq fois ». Son voisin, un bricoleur, a besoin d'un outil ? Il file vers Montauban, à 75 km, « c'est vite fait avec l'autoroute ». (...) « Quand vous racontez aux jeunes que vous rouliez à vélo, ils rigolent, ils se moquent de vous », constate Claude Fournié, 78 ans. « On a une notion différente du temps et des kilomètres, reconnaît Christine Sabrié, 48 ans, pendant longtemps on a dit "c'est loin Cahors", depuis une dizaine d'années, ce n'est plus loin. » (...)
Depuis peu d'années, et singulièrement depuis le succès de Vélib à Paris (...), il n'est plus ridicule de se déplacer à vélo dans les grandes agglomérations, tandis que l'usage du 4x4 y devient progressivement ringard. Ailleurs, ce n'est pas encore le cas : personne ne trouve ridicule le comportement de ruraux qui ne savent plus faire 500 m sans un engin à moteur, alors que le simple fait de ne me déplacer qu'à vélo pour des déplacements de 5 ou 10 km fait de moi un excentrique, voire un rigolo. Tant que le ridicule n'aura pas changé de camp, il est vain d'espérer un changement de comportement des ruraux et des habitants des petites villes.
Thomas Lesay
Aveyron

Se passer de voiture à la campagne ?


Comment convaincre de se passer de la voiture ?

Suite à l'article "Comment convaincre de se passer de la voiture" de Michel Bernard (n°375), je m'étonne du chiffre annoncé de 30% de personnes sans voiture en milieu rural. Effectivement, vivant moi-même en milieu très rural, dans une petite commune de moins de 100 habitants, le chef-lieu du canton n'atteignant pas les 700 habitants, je ne connais personne qui ne possède de véhicule, ni parmi les personnes âgées (du moins celles qui sont autonomes), ni parmi les plus pauvres (aidés d'ailleurs par les services sociaux car sans véhicule, pas de travail), ni même parmi les écologistes et décroissants (ou si rarement...).
Certes, la plupart des services sont présents dans le canton et sont accessibles à vélo (encore faut-il être en bonne santé), et les transports scolaires pour les enfants sont bien organisés. Mais dès que l'on souhaite aller voir un spectacle, s'investir dans une association, participer à des réunions ou si je veux rendre visite à ma famille proche qui habite à une cinquantaine de kilomètres, mais dans un coin aussi perdu que le mien, qui n'est pas relié par le moindre transport en commun, comment fais-je sans voiture ?
Cela fait pourtant plusieurs années que je retourne le problème dans tous les sens mais je ne trouve pas de solution.
Les arguments de Michel Bernard me semblent essentiellement adressés aux citadins. Ici, la question n'est pas de savoir si on gagne du temps ou combien on perd d'argent. La question est : comment fait-on sans voiture à la campagne ? A quand une vraie réflexion sur ce sujet ?
Marie Fleury
Pays Basque

Se passer de voiture en ville ?

J'ai lu l'article "Comment convaincre de se passer de la voiture" de Michel Bernard (n°375) avec beaucoup d'intérêt. J'habite à Givors (69) et moi aussi j'adore marcher et parcourir des kilomètres à la suite quand c'est possible. Mais l'autoroute traversant Givors plus la circulation des camions dans la ville amènent une telle pollution que le bénéfice et la liberté de marcher n'existe plus et devient une corvée. Dès que les beaux jours arrivent, je ressens l'effet de la pollution sur mes bronches, devenant asthmatique (avec l'allergie du pollen) je me déplace le moins souvent possible à pieds dans ma ville à mon très grand regret. Je devrai partir un jour d'ici, question de santé. La liberté de marcher n'est plus possible ! Et qu'en est-il des personnes les plus démunies qui n'ont pas les moyens de déménager ? Malgré tous ces inconvénients, la marche comme le vélo restent pour moi une grande liberté, aident à garder l'esprit libre pour réfléchir à d'autres questions que le code de la route dans une voiture.
Virginie Raddour-Jurdic
Rhône

S!lence : *nous avons consacré un dossier complet à cette question sous le titre "Vivre à la campagne sans voiture" dans le n° 317, qui est épuisé mais sera téléchargeable sur le site de S!lence d'ici quelques mois... avec des exemples de ruraux qui n'ont pas de voiture.*

Féminin-masculin

Le dossier de S!lence sur le "consensus" est très intéressant sauf que l'article "Consensus de Gaillac" est rendu illisible en raison de l'abondance des : les participant-e-s, le/la facilitat-eur/rice (...). Pourtant, comme l'auteur-e (!) de l'article, je suis attentif à ne pas cacher tout le temps le féminin derrière le masculin et je suis partant pour trouver une distribution de genre équilibrée.(...)
Nous avons déjà dans notre langue des substantifs féminins pour désigner les deux sexes ; ne dit-on pas couramment cette personne-là pour désigner aussi un homme ? (...) On s'adresse aux autorités compétentes (généralement masculines), cette silhouette, cette effigie et cette statue sont justement masculines de même que cette idole est un acteur et cette célébrité un homme politique. Donc acceptons, nous autres hommes, de nous faire représenter par le féminin.
Ainsi serions-nous prêts à nous reconnaître dans : les participantes (dérivé de la participation), la facilitatrice (dérivé de la facilité, ou la facilitation), la distributrice (de la distribution), l'intervenante (l'intervention) tandis que les femmes se reconnaîtraient dans le rapporteur (dérivé du rapport), le scruteur (du scrutin - à moins qu'on choisisse dérivé de la scrutation, ce qui donnerait "la scruteuse"), ces mots représentant le cas général où le genre masculin ou féminin n'est pas défini (car on pourrait continuer à dire "le participant" ou "la participante" pour désigner des personnes particulières).
Ce serait une convention à développer ; il peut y en avoir d'autres évidemment, mais évitons les contorsions de langage. Qu'en pensez-vous ?
Jean-Claude Bidaux
Drôme

Circuit court

Je voulais réagir à votre numéro sur les Amap (n°371). Très bien, mais il existe une autre solution pour éviter les grandes et moyennes surfaces et consommer des fruits et légumes locaux et de saison : les marchés de producteurs (bio si possible) : ils sont conviviaux, ils favorisent la relocalisation de l'économie et les petits producteurs.
Catherine Chavichvily
Rhône


D.R.



Si vous ne disposez pas d'une librairie indépendante près de chez vous, vous pouvez commander vos livres auprès de Quilombo. Une partie de la somme est reversée à S!lence. Il suffit de remplir sur papier libre, vos coordonnées, les ouvrages que vous souhaitez vous procurer, d'inscrire le montant des livres (notés sous les titres de chaque livre), de rajouter 10% du prix total pour les frais de port. Règlement par chèque (à l'ordre de Quilombo Projection). Renvoyez le tout à : **Quilombo/Silence, 23, rue Voltaire, 75011 Paris**. Délai de livraison entre 10 et 15 jours.

Le guide des économies d'énergie

Patrick Piro
Ed. Terre vivante
2009 - 192 p. - 19 €



Cet excellent ouvrage fait un tour de nos consommations d'énergie et propose ensuite la marche à suivre dans chaque domaine pour aller vers un scénario de baisse importante de ces consommations : habitat, achats, mobilité... Richement illustré, dans un langage accessible, avec de nombreuses références à l'appui, le livre est une bonne introduction à la réflexion en ce domaine. Pour passer à la pratique, il vous faudra quand même, pour de nombreuses actions présentées, suivre les pistes suggérées pour avoir tous les éléments, un seul livre ne peut suffire à tout dire. MB.

Désobéir avec les sans-papier
Désobéir à la pub

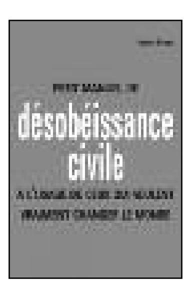
Les Désobéissants
Ed. Le passager clandestin,
2009 - 62 et 60 p. - 5 €

Petit manuel de désobéissance civile

Xavier Renou,
Ed. Syllepse
2009 - 141p - 7 €



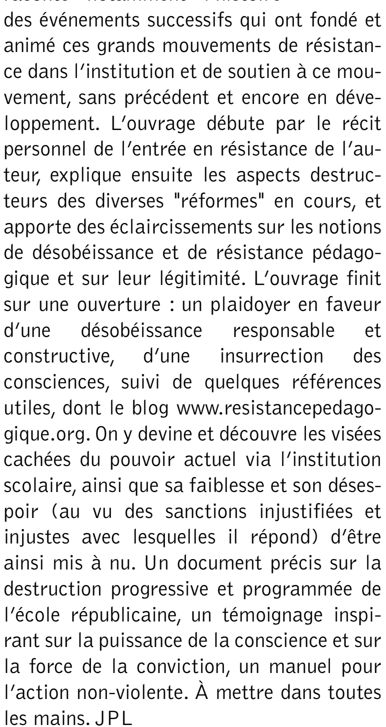




Les Editions du passager clandestin lancent une nouvelle collection, Désobéir, dont les deux premiers tomes sont consacrés aux luttes avec les sans-papiers et contre la pub. Malgré le mini format, on est heureusement surpris par la densité des informations fournies. A chaque fois, une analyse de la domination ou de l'injustice combattue (très bien écrite pour la pub), puis un historique des luttes et enfin des pistes pour agir tous azimuts, dans un esprit de résistance non-violente. C'est bien fait et cela donne de nombreuses idées d'actions avec des conseils très pratiques. Pour aller plus loin dans la réflexion sur la désobéissance civile, on pourra se reporter au Petit manuel publié par Xavier Renou, qui décline avec clarté les stratégies de résistance non-violente utilisées actuellement par les nouveaux activistes ainsi que les raisons de faire le choix de la non-violence. Ce livre tend à approfondir une pensée stratégique et une éthique de l'action, avec toujours un ancrage dans les luttes actuelles qui s'appuie sur l'expérience impressionnante de son auteur en termes d'action directe. Les différentes étapes d'une action, les moments de la préparation, les rôles des un/es et des autres et la communication y sont abordés. On peut être gêné parfois que l'auteur y place la "désobéissance" comme une sorte d'aboutissement ultime de l'engagement. Il donne au terme "désobéissance" la définition très large des "différentes formes de résistance non-violente", ce qui prête à discussion. Néanmoins ce livre fait bien le point et donne de nombreuses pistes pour une pratique d'action non-violente radicale et réfléchie. GG

En Conscience, je refuse d'obéir

Alain Refalo
Éd. des Îlots de résistance
2010 - 251 p. - 16 €

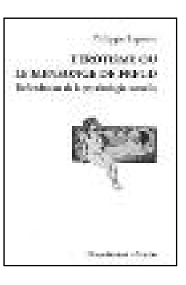


En février 2009, Silence interviewait Alain Refalo sur la résistance de milliers d'enseignants aux "réformes" en cours dans l'Éducation nationale (n° 365, p. 32-33). Dans ce livre, sous-titré Résistance pédagogique pour l'avenir de l'école, il raconte notamment l'histoire des événements successifs qui ont fondé et animé ces grands mouvements de résistance dans l'institution et de soutien à ce mouvement, sans précédent et encore en développement. L'ouvrage débute par le récit personnel de l'entrée en résistance de l'auteur, explique ensuite les aspects destructeurs des diverses "réformes" en cours, et apporte des éclaircissements sur les notions de désobéissance et de résistance pédagogique et sur leur légitimité. L'ouvrage finit sur une ouverture : un plaidoyer en faveur d'une désobéissance responsable et constructive, d'une insurrection des consciences, suivi de quelques références utiles, dont le blog www.resistancepedagogique.org. On y devine et découvre les visées cachées du pouvoir actuel via l'institution scolaire, ainsi que sa faiblesse et son désespoir (au vu des sanctions injustifiées et injustes avec lesquelles il répond) d'être ainsi mis à nu. Un document précis sur la destruction progressive et programmée de l'école républicaine, un témoignage inspirant sur la puissance de la conscience et sur la force de la conviction, un manuel pour l'action non-violente. À mettre dans toutes les mains. JPL



L'érotisme ou le mensonge de Freud
Refondation de la psychologie sexuelle

Philippe Laporte
Ed. Connaissances et savoirs
2009 - 347 p. - 18 €



Cette réflexion libre et atypique emmène le lecteur dans une enquête sur les origines et le sens du désir et de la sexualité. Son auteur se fonde sur les apports de la sociologie, de l'anthropologie et de la philosophie pour prendre à contre-pied la vision moderne de la sexualité profondément modelée par la théorie freudienne. Il remet en question de manière radicale cet édifice, en analysant le caractère profondément réactionnaire de l'idéologie freudienne, qui vient restaurer l'ordre patriarcal sous une forme moderne. La charge est impressionnante. Philippe Laporte n'épargne personne (voir sa critique de la pensée "queer" et de Reich, Marcuse et Castoriadis), mais c'est surtout cette "géniale imposture" de Freud qui est magistralement démontrée dans ce maître-ouvrage, dont la lecture se révèle indispensable pour qui veut penser ces questions à nouveaux frais. GG

Manifeste pour une mort douce, libre et volontaire

Christian Dupont
Editions libertaires
2009 - 79 p. - 6 €

Voilà un tout petit livre pour un très grand sujet : le droit de choisir sa mort. Celui-ci n'est-il pas intimement lié au droit de choisir sa vie ? Les normes sociales et morales freinent actuellement fortement les possibilités de choisir sa mort dans la sérénité et l'autonomie. "Je veux pouvoir mourir au grand jour, officiellement, dans les plus douces circonstances, et surtout dans la reconnaissance de mon libre choix", écrit l'auteur, "à l'occasion d'une réunion fraternelle et solennelle qui pourrait prendre la forme d'une heureuse cérémonie où serait honorée la liberté". Loin d'être une pulsion morbide, il s'agit ici d'un acte de dignité et de paix intérieure. De sagesse. Ce livret expose également la situation actuelle de l'euthanasie en France, revenant sur le travail de l'Association pour le droit de mourir dans la dignité, avec un éclairage pratique sur les droits de la personne malade, sur la rédaction de directives anticipées entre autres. GG



Bonheur et économie

Renaud Gaucher
Ed. L'Harmattan
2009 - 119 p. - 12,50 €

Sous-titré Le capitalisme est-il soluble dans le bonheur ? C'est le bonheur est qui est naturellement défini en premier, d'un point de vue psychologique. Au regard de cette base, la revue des études montre que l'augmentation de richesse n'est corrélée avec ce bonheur que jusqu'à un certain seuil. La croissance économique — qui a pour fondement sous-jacent de rendre heureux — crée toutefois des entreprises où le bonheur des travailleurs n'est pas la priorité. Maximiser le bonheur, c'est augmenter le niveau de bonheur ainsi que la durée totale de ces moments. Il existe des moyens de développer une politique économique pro-bonheur. Les plus puissants semblent être une "éducation au bonheur" pour laquelle quelques pistes sont données, et le droit.



le livre du mois

Les refusants

Philippe Breton
Éd. La Découverte
2009 – 250 p. – 17 €

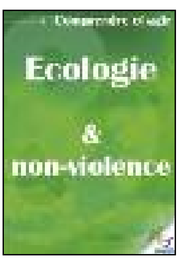


Devant l'ordre de tuer, il y a, d'une part, ceux qui l'exécutent et, d'autre part, ceux qui s'y opposent et entrent en résistance. Ces deux catégories en masquent une troisième : ceux qui ne s'opposent pas, qui partagent le point de vue des exécuteurs, mais qui refusent néanmoins de tuer. Mal vus des exécuteurs, à qui ils donnent mauvaise conscience, comme des résistants qui les prennent pour des lâches, ils sont méconnus. Le refusant est une personne, à la fois, suffisamment intégrée à son groupe, pour ne pas s'en détacher (voire s'y opposer comme le fait le résistant), et suffisamment autonome pour ne pas agir comme lui. La fine analyse qui en est faite ici, solidement argumentée à partir de cas extrêmes, nous révèle à nous-mêmes, certains fondements de notre vie en société. Elle donne des principes pour comprendre notre vie et notre 'monde' et pour nous y orienter : famille, politique, éducation, manipulation, autonomie, différence... Et si le mode des refusants était le fondement de notre monde de demain ? JPL

Solidement étayé, ce petit livre peut être une source d'inspiration pour une bonne pratique quotidienne, avec notamment quelques suggestions pour "dépenser moins pour être plus heureux". JPL.

Ecologie et non-violence

MAN (man.lyon@free.fr)
2009 - 102 p. - 6 €



Pour le Mouvement pour une alternative non-violente (Man), les violences écologiques et les violences sociales, politiques, économiques sont de plus en plus liées. C'est pourquoi le respect des équilibres naturels est une exigence qui fait partie intégrante de l'exigence de non-violence. Cette brochure tente d'analyser les enjeux de la crise écologique actuelle et leur articulation avec les valeurs de la non-violence. Ce travail est le fruit d'un engagement de terrain dans le domaine de l'écologie et d'une réflexion approfondie lors du forum national "écologie et non-violence" qui s'est tenu en 2008. GG

L'étrange silence des abeilles

Vincent Tardieu
Ed. Belin
2009 - 350 p. - 21,50 €



Il y aurait cinquante mille milliards d'abeilles dans le monde. Depuis 2006, elles disparaissent rapidement. Or 16 % des plantes ne se reproduisent que grâce à la pollinisation des abeilles... dont de nombreux arbres fruitiers. Vincent Tardieu, journaliste scientifique mène ici une enquête pour essayer d'en comprendre les causes : affaiblissement des colonies par diminution du nombre d'espèces, dégradation des milieux naturels, mais surtout introduction de pesticides dangereux et affaiblissement par le varroa, un parasite. Ces deux dernières causes se combinent, mais sans que l'on sache qui a le premier rôle. Une présentation claire des connaissances actuelles... et des nombreuses incertitudes. MB.

B. D.

Une histoire populaire de l'empire américain

Howard Zinn, Mike Konopacki, Paul Buhle
Traductrice : Barbara Helly
Ed. Vertige Graphic
2009 - 290 p. - 22 €

Mise en bandes dessinées du livre d'Howard Zinn, Une histoire populaire des Etats-Unis. Toute la stratégie des Etats-Unis a consisté dans l'interventionnisme colonial avec à chaque fois la mise en place de régimes favorables à leurs intérêts économiques. L'auteur, historien engagé, montre comment à chaque fois les multinationales imposent leur point de vue et comment les politiques assurent le discours nécessaire pour que le peuple se sacrifie. Cela commence en 1492 et se termine aujourd'hui en Irak, Afghanistan... Le choix de la forme BD permet d'intercaler dans l'histoire de nombreux documents et photos d'époque, ce qui donne d'autant plus de force à cette implacable démonstration. Howard Zinn montre qu'Etat, armée, guerre, domination sont intimement liés... et que l'espoir réside dans les formes de résistance du peuple, la compassion et l'entraide. Un pavé politique. MB.

L'intruse
T1 - La découverte
T2 - Les Palestiniens peuple invisible

Roannie et Oko
Ed. Vertige Graphic
2008 et 2009 - 96 et 110 p.
15 € chacun





Roannie, militante des droits de l'homme, décide de rejoindre une équipe de solidarité internationale qui milite pour la paix entre Israéliens et Palestiniens. Le premier tome raconte sa découverte de la situation, sous forme de petits reportages sur l'apparente tranquillité des rues de Jérusalem, la présence omniprésente des armes, le passage difficile vers Gaza. Le deuxième tome raconte plus précisément ses missions d'observatrice à Gaza, avec des témoignages poignants sur la situation au quotidien. Un troisième tome est annoncé pour présenter les débats qui animent les mouvements israéliens. Une approche non-violente remarquable. MB.

Sutures

David Small
Traductrice : Anne Capuron
Ed. Delcourt
2010 - 320 p. - 19,90 €



Dans cette histoire autobiographique, l'auteur nous raconte comment, né avec un problème de sinusite chronique, son père radiologue décide expérimenter, dans les années 1960, les miracles annoncés des radiations : il traite son fils aux rayons X. David Small développe un cancer de la thyroïde a seulement 12 ans, mais s'en sortira. Dessiné au lavis, l'auteur raconte ses souvenirs d'enfant et traduit le silence familial par de longues pages dessinées sans aucun texte. Une réussite narrative. MB.

L'affaire des affaires, T2

Denis Robert et Laurent Astier
Ed. Dargaud
2009 - 202 p. - 22 €



Après avoir écrit des livres (Éd. Les Arènes) qui ont rappelé les liaisons entre le milieu bancaire et les milieux maffieux, Denis Robert revient en bandes dessinées sur ces affaires, décryptant ici en



détail le fonctionnement de Clearstream, la banque des banques... et comment le procès actuel entre De Villepin et Sarkozy n'est qu'un moyen de détourner l'attention sur les vraies questions que pose l'existence de ces banques de "compensation" où des milliards s'échangent sans aucun contrôle démocratique possible. Une enquête courageuse, passionnante et inquiétante : que reste-t-il de la démocratie à la sortie de cela. Le livre montre aussi bien les pressions qui s'exercent sur l'auteur qui a le grand mérite de ne jamais renoncer. MB.

Droit du sol

Charles Masson
Ed. Casterman
2009 - 440 p. - 24 €



Imaginez un pays où les blancs seraient encore les maîtres tout puissants et les noirs presque des esclaves. Où l'on peut épouser une fille simplement pour ne plus payer les passes. Où l'on peut bénéficier de "boys" pour faire le sale boulot. C'est un passé colonial ? Eh non ! Cela se passe aujourd'hui à Mayotte, un territoire en principe français où l'arrivée des clandestins comoriens permet à une telle situation de perdurer. Charles Masson, médecin, après *Soupe froide* (sur l'accueil des SDF) et *Bonne santé* (sur l'univers hospitalier) signe ici un roman graphique d'une grande force, racontant des tranches de vie de personnages qui progressivement vont se rencontrer pour constituer un tout particulièrement horrible. Si, si, c'est en France que ça se passe ! FV.

Musique

Faut du rêve

LéOparleur
Brocken Silence
2009 - 12 titres, 43 mn - 15 €



Ce nouvel album de LéOparleur est un complexe arrangement musical aux sonorités diverses, très chaude, très jazzy, très flamenco avec un soupçon d'influences d'Europe de l'est.

Serait-ce l'album de la consécration après un premier album encore trop inspiré par les Têtes Raides ? À n'en pas douter de par la maturité dont font preuve les musiciens et l'originalité de leurs ambiances aux sonorités très conviviales. Le tout enrobé de textes poétiques, sentimentaux avec un zest d'humour portés par 2 chants – homme et femme – qui se complètent parfaitement, chacune pouvant explorer plusieurs univers vocaux.

Le 10e morceau met en valeur la voix de la femme qui se développe pleinement, qui prend son ampleur et qui nous enveloppe. Souvent servi par un saxophone aux sonorités chaudes, sourdes et enveloppées, cet album saura vous apporter votre part de rêve quotidien. JP.

Dans la boîte à l'être

Appel d'Air
Atchoum
2009 - 15 titre, 58 mn - 13 €



L'amour, la joie, la vie, l'amour de la joie, la joie de la vie, une vie de joie, une vie d'amour c'est ce que nous propose le groupe Appel d'Air dans cet album. Il s'agit de militer par la chanson en utilisant de bons jeux de mots, du verbe bien placé, poétiques et engagés... le tout avec un brin d'humour et un jeu scénique des plus hilarant.

Appel d'Air c'est politiquement incorrect, dansant, entraînant, revigorant, positif et plein d'espoir.

C'est un peu les Têtes Raides, un peu Marcel & son Orchestre, un peu les sonorités du sud, et le tout nous donne un album fort riche en rebondissements, fort à écouter chez soi pour apprécier les compositions et à découvrir sur scène pour passer un moment fort festif.

Trois titres m'ont plus particulièrement interpellé : le morceau *Secret défense* sur le nucléaire, inspiré par l'affaire de Stéphane Lhomme et sa garde à vue par la DST ; un second titre *Ver prolétaire* hommage vibrant aux vers de terre et en fin d'album, le titre *Avec ou sans* dédié à la terre car avec ou sans humains, la terre c'est la vie, la vie c'est la Terre. Merci pour cette bouffée d'oxygène. JP.

Libération

Komandant Simi Ol
auto produit
2009 - 18 titres, 66 mn - 14 €



Attention le rasta ninja Komandant Simi Ol, pose dès l'introduction le ton de son album : critique, dénonciateur, engagé, militant et sur-vitaminé. Le commandant attaque et la révolution sonore et balistique est dans les bacs avec cet opus aux couleurs rasta, qui mélange avec maîtrise des styles, du reggae, du ragga, du rap, du dancehall, de l'afrobeat...

Si la musique est une arme pour dénoncer la colonisation, le capitalisme, la destruction de l'environnement, le commandant est un expert en balistique sonore, en anglais comme en français. Et son soutien entre autres au Réseau Sortir du nucléaire et à Survie, depuis plusieurs années, en fait un acteur incontournable des artistes engagés. Le Komandant Simi Ol n'est pas une pâle copie d'un Tiken Jah Fakoly ou d'un Alpha Blondy, même si ses textes sont proches de ceux du premier quant à leurs engagements et du second, de temps en temps, quant à la voix.

Un album de reggae engagé, qui vient du fond du cœur, et qui fait mouche sur chacune des cibles choisies par l'artiste. À soutenir et à suivre de toute urgence. JP.

Nous avons également reçu...

■ **Les pieds nickelés pas si mal logés,** *Stéphane Oiry et Trap, éd. Delcourt, 2009, 32 p. 9,95 €* Née en 1908, cette bande dessinée arrêtée en 1981 nous revient aujourd'hui, avec trois héros toujours aussi filous, mais dans un contexte contemporain avec l'actuelle crise du logement. Le résultat est étrange. Cela reste heureusement très drôle.

■ **Les pains des quatre saisons,** *coordonné par Claude Aubert, éd. Terre Vivante, 2009, 160 p. 14,50 €* Une centaine de recettes collectées par la revue des Quatre saisons du jardin bio.

■ **Désobéir et grandir,** *Paul Ariès, éd. Ecosociété (Québec), 2009, 212 p. 14 €* Compilation d'articles (surtout des revues La Décroissance et Le Sarkophage) et d'interventions de l'auteur. Cela à l'avantage de se lire facilement pour les néophytes de la décroissance.

■ **Du bon usage de la ville,** *Alain Bourdin, éd. Descartes & Cie, 2009, 174 p. 17 €* Les villes se développant avec une empreinte écologique croissante, difficile d'avoir une approche "durable". Les questions sont intéressantes, la méthodologie aussi, mais pas d'ébauche de solutions, en particulier sur les bonnes questions de l'introduction.

■ **Politique de Cassandre,** *Jean-Christophe Mathias, éd. Sang de la Terre, 2009, 254 p. 18,90 €* Le débat autour du développement durable ne porte que sur les "précautions" à prendre avant d'utiliser une technique... alors que le principe de "responsabilité" voudrait que l'on pense en amont du choix d'une technique. Essai pour aller vers une plus grande radicalité philosophique.

■ **Atlantique, Languedoc-Roussillon...** *Conservatoire du littoral, éd. Actes Sud, 2009.* Le conservatoire présente dans plusieurs ouvrages des promenades écologiques et littéraires dans des lieux qu'il a achetés et restaurés en bordure de mer.

■ **Contes des sages peaux-rouges,** *Pascal Fauliot et Patrick Fishmann, éd. Seuil, 2009, 240 p. 16,50 €* Des contes où la nature et le vivant sont toujours présents. Joliment présenté.

■ **Le petit guide de la cure de raisin,** *éd. Terre vivante, 2009, 96 p. 6,50 €* A partir de cinq cents témoignages, une présentation des possibles cures à faire à l'automne.

■ **D'une Espagne rouge et noire,** *A contretemps, éd. Libertaires, 2009, 240 p. 15 €* En 1936, l'anarchisme a failli conquérir un pays : l'Espagne. Portrait de quatre acteurs de cette époque.

■ **Argiles, histoire d'avenir,** *éd. Les Récréateurs/ Actes Sud, 2009, 96 p. 17 €* Un beau livre sur les utilisations de l'argile, malheureusement pollué par un partenariat avec l'Andra qui y fait sa publicité pour enfouir les déchets nucléaires dans l'argile.

■ **Le sel, saveurs et vertus,** *Laura Panaïte, éd. Grancher, 2009, 120p. 15 €* Si ce livre regorge de trucs et de recettes à base de sel, il oublie d'alerter sur ses dangers...

■ **La spiruline, saveurs et vertus,** *Belda Sisso, éd. Grancher, 2009, 160p. 16 €* Comment cultiver cette algue riche en protéines et recettes de cuisine.

■ **Toi l'assassin,** *Thierry Maricourt, éd. Encrage, 2009, 96 p. 9 €* Sous un air de roman policier, un exercice de style assez surprenant sur ce style littéraire.

■ **Le cœur à l'ouvrage,** *Thierry Périssé, éd. Chant d'ortie, 2009, 230 p. 13 €* Roman sur la violence conjugale en milieu populaire et la difficulté de s'en sortir.

■ **L'Eternaute,** *Hector G. Osterheld, Francisco Solano Lopez, traductrice : Elsy Gomez, éd. Vertige Graphic, t1 et 2, 128 et 116 p, 24 €chaque.* Dans les années 50, à Buenos Airès, les extra-terrestres attaquent. Une réédition de cette BD noir et blanc, certes spectaculaire, mais dont l'intrigue repose entièrement sur des combats meurtriers. Vite lassant.

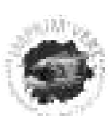
■ **Orange stressé,** *Ivan du Roy, éd. La Découverte, 2009, 252 p. 15 €* France Telecom a mis en place le "management par le stress". Enquête sur les conséquences d'une telle stratégie aujourd'hui médiatisée à la suite de nombreux suicides.

Silence
9 rue Dumenge,
69317 Lyon Cedex 04
Tél. : 04 78 39 55 33
www.revuesilence.net
Virements bancaires :
CCP 550 39 Y LYON
(IBAN : FR92 2004 1010
0700 5503 9Y03 840 -
Code BIC : PSSTFRPPLYO)

Pour la Belgique :
règlement à
Brabant-Ecologie,
33 route de Renipont
B - 1380 Ohain -
Tél. : 00 32 2 633 10 48
CCP 000-15-19-365-54

Pour la Suisse :
règlement à Contratom
CP 65 - CH 1211 Genève 8
Tél. : (41) 22 740 46 12
CCP 17-497696-4

Abonnements : Claire Grenet : mardi et jeudi : 10h-12h/14h-17h
Dépositaires, stands et gestion : Béatrice Blondeau : mardi et jeudi : 10h-12h/14h-17h
Rédaction : Guillaume Gamblin et Michel Bernard : lundi et mercredi : 10h-12h / 14h-17h
Editeur : Association S!lence
N° de commission paritaire : 0910 G 87026 - **N° ISSN :** 0756-2640
Date de parution : 1[er] trimestre 2010
Tirage : 5850 ex.
Administrateurs : Patrick Allamel, Olivier Bidaut, Myriam Cognard-Dechavanne, Jean-Pierre Lepri, Jean-Marc Luquet, Pascal Martin, Anne-Laurence Mazenc, Marie-Pierre Najman, Jean-Michel Pavillon, Christophe Rastoll
Directeur de publication : Jean-Pierre Lepri
Comité de rédaction : Michel Bernard, Béatrice Blondeau, Clémence Emprin, Guillaume Gamblin, Jean-Pierre Lepri, Marie-Pierre Najman
Pilotes de rubriques : Patrice Bouveret, Christian David, Sophie Dodelin, Esteban, Anne Girard, Natacha Gondran, Daniel Julien, Stephen Kerckhove, Eveline Mana, Baptiste Mylondo, Fabrice Nicolino, Jocelyn Peyret, Xavier Sérédine, Francis Vergier
Maquette : Damien Bouveret 06 03 50 54 93
Dessins : Coco, Lasserpe, Maëster, Jonvon Nias, Gilles Rebechi
Correcteurs : Bernadette Bidault, Emmanuelle Pingault, Sylvie Michel, Raymond Vignal, Françoise Weité
Photographes : Olivier Aubert, Pascal Berger, Terre du Ciel, Magama Krakov, Zula Lucero, Sylvain Thévoz
Et pour ce n° : Yvette Bailly, André Croutant, Geneviève Lebouteux, Alexis Lis, Goulven Marechal, Madeleine Nutchey
Couverture : Pascal Bergé
Internet : Olivier Bidaut, Damien Bouveret, Thomas Perraut, Xavier Sérédine.



Imprimé sur papier 100 % recyclé blanchi sans chlore par : *Atelier 26 Loriol - Tél. : 04 75 85 51 00*



L'électricité des locaux de Silence provient d'Enercoop qui nous garantit une production à partir des énergies renouvelables.

Je m'abonne à S!lence

France métropolitaine

☐ Découverte 1[er] abonnement	6 n°	20 €
☐ Particulier	1 an	46 €
☐ Institution	1 an	60 €
☐ Soutien	1 an	60 € et +
☐ Petit futé	2 ans	74 €
☐ Groupés par 3 ex*	1 an	115 €
☐ Groupés par 5 ex*	1 an	173 €
☐ Petit budget	1 an	28 €

* à la même adresse

Suisse

☐ Découverte 1[er] abonnement	6 n°	45 FS
☐ Particulier	1 an	85 FS

Autres pays et Dom-tom

☐ Découverte 1[er] abonnement	6 n°	27 €
☐ Particulier	1 an	55 €
☐ Institution	1 an	68 €
☐ Soutien	1 an	60 € et +
☐ Petit futé	2 ans	85 €
☐ Petit budget	1 an	35 €

Pour commander un ancien numéro, reportez-vous en page 34.

Indiquez le total de votre règlement (ancien(s) numéro(s) + abonnement(s) :

VOS COORDONNÉES — MERCI D'ÉCRIRE EN MAJUSCULES

Nom :

Prénom :

Adresse :

Code Postal :

Ville :

Si vous désirez recevoir notre s!berlettre mensuelle, indiquez-nous votre courriel (lisiblement) :

Optez pour le virement automatique

à partir de **7 €** par trimestre

AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT

J'autorise l'établissement teneur de mon compte à prélever sur ce dernier, si sa situation le permet, un montant de :

☐ 7 € par trimestre (abonnement petit budget)
☐ 11 € par trimestre (abonnement normal)
☐ .... € par trimestre (abonnement de soutien)

ÉTABLISSEMENT TENEUR DE MON COMPTE À DÉBITER — MERCI D'ÉCRIRE EN MAJUSCULES

Nom de mon agence bancaire ou CCP :

Adresse :

Code Postal :

Ville :

NOM ET ADRESSE DU CRÉANCIER :
Silence
9, rue Dumenge
69317 LYON Cedex 04

N° NATIONAL D'ÉMETTEUR :
545517

Je peux suspendre mon prélèvement sans aucun frais par simple lettre à la revue Silence.

Date et signature obligatoires :

COMPTE À DÉBITER

Code établissement	Code guichet	N° de compte	clé RIB

Important : *remplissez l'autorisation de prélèvement ci-dessus en y joignant obligatoirement un relevé d'identité bancaire (RIB) ou postal (RIP).*



Artistes de jardin

Marc Pouyet est un jardinier. Marc Pouyet est un artiste. Et il développe le land-art, l'art du paysage, jusque dans les tous petits détails de son jardin. Cela donne ces merveilleuses photos. Vous pourrez vous extasier en parcourant son livre *Artistes de jardin* paru aux *Editions Plume de Carotte* ou en allant sur son site *www.marc-pouyet.net.*